

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 24 AVRIL 2013
VERGADERING VAN 24 APRIL 2013

PRÉSENTS-AANWEZIG : M.-h. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président-Burgemeester-Voorzitter; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme-mevr. Cécile Jodogne, MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme-mevr. Adelheid Byttebier, Échevins-Schepenen; MM.-hh. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Emin Ozkara, Mohamed Lahlali, Mme-mevr. Laurette Onkelinx, MM.-hh. Halis Kökten, Ibrahim Dönmez, Mmes-mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M.-h. Frédéric Nimal, Mme-mevr. Filiz Güles, MM.-hh. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM.-hh. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes-mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M.-h. Abdallah Kanfaoui, Mme-mevr. Joëlle Van Zuylen, MM.-hh. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme-mevr. Berrin Saglam, M.-h. Bram Gilles, Mme-mevr. Asma Mettioui, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Jacques Bouvier, Secrétaire communal-Gemeentesecretaris.

ABSENTS-AFWEZIG : Mme-mevr. Isabelle Durant, Conseiller communal-Gemeenteraadslid.

EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD : -

EN DÉBUT DE SÉANCE-IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : -

M. Clerfayt, Bourgmestre, préside l'assemblée qu'il ouvre en séance publique à **18 heures et 45 minutes**.

De openbare vergadering wordt geopend om **18.45 uur** onder voorzitterschap van **mhr. Clerfayt**, Burgemeester.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du ... est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van ... zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

Madame Berrin SAGLAM est désignée par le sort pour voter la première lors du vote par appel nominal.

Mevrouw Berrin SAGLAM is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **Monsieur Van Wassenhoven**.

De vertaling staande vergadering wordt door **de heer Van Wassenhoven** verzekerd.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE D'HABITANTS == PUNT(EN) OPGETEKEND OP VERZOEK VAN INWONERS

SP 1.- Le plan Régional de stationnement - Positionnement de la commune de Schaerbeek == Het Regionaal parkeerplan - Instelling van de gemeente Schaerbeek

**Monsieur le Bourgmestre fait part à l'intéressé du temps dont il bénéficie pour pouvoir exposer son point.
Monsieur Khloufi expose son interpellation.
Monsieur Grimberghs répond.
Monsieur Goldstein, Monsieur Verzin, Monsieur Nimal, Madame Trachte, Monsieur Bernard et Madame Ozdemir interviennent.**

*** * * ***

Madame Onkelinx et Madame Güles entrent en séance.

*** * * ***

* * * *

**Monsieur Bernard émet une remarque sur l'ordre du jour
Monsieur le Bourgmestre expose le point concernant les
désignations dans les organismes.
Monsieur le Bourgmestre expose que le point 3 et sera présenté au
conseil communal du mois de mai.
Monsieur Goldstein intervient.
Monsieur le Bourgmestre propose de commencer par le point 12,
budget du CPAS, puis faire un débat global pour l'ensemble des
points 4 à 9.**

* * * *

SECRETAIRE COMMUNAL ==- GEMEENTESECRETARIS

Assemblées ==- Vergaderingen

**SP 2.- Représentation de la commune dans divers organismes ==-
Vertegenwoordiging van de gemeente Schaarbeek in diverse
verenigingen**

**Monsieur le Bourgmestre donne des explications quant au tableau.
Monsieur Verzin, Monsieur Goldstein interviennent.
Monsieur De Herde intervient.
Monsieur Verzin, Monsieur Goldstein interviennent.**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale et notamment ses articles 100, 117 et 120;
Vu les statuts particuliers de chacun des organismes auxquels la commune est
associée;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
DECIDE

de désigner les membres suivants comme représentants de la commune de
Schaerbeek au sein des A.S.B.L. et des organismes décrits ci-dessous :

INTERFIN : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Frédéric NIMAL (effectif)
- Lorraine de FIERLANT (suppléant)

Représentation au CA :

- Frédéric NIMAL
- Lorraine de FIERLANT
- Burim DEMIRI

IBG : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Sophie QUERTON
- Mahinur OZDEMIR
- Asma METTIOUI
- Mohammed REGHIF

Représentation au CA :

- Sophie QUERTON

Commissaire :

- Burim DEMIRI

IBE : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Sophie QUERTON
- Mahinur OZDEMIR
- Asma METTIOUI
- Mohammed REGHIF

Représentation au CA :

- Mahinur OZDEMIR

Commissaire :

- Burim DEMIRI

SIBELGAZ : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Mahinur OZDEMIR
- Sophie QUERTON
- Asma METTIOUI
- Mohammed REGHIF

Représentation au CA et du comité "secteur sud" :

- Mahinur OZDEMIR
- Sophie QUERTON

SIBELGA : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Frédéric NIMAL (effectif)
- Lorraine de FIERLANT (suppléant)

Représentation au CA :

- Frédéric NIMAL
- Lorraine de FIERLANT
- Burim DEMIRI

VIVAQUA : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Frédéric NIMAL
- Vincent VANHALEWYN
- Sophie QUERTON
- Berrin SAGLAM
- Burim DEMIRI
- Debora LORENZINO
- Mahinur OZDEMIR
- Abdallah KANFAOUI (suppléant)
- Seydi SAG (suppléant)

Représentation au CA :

- Frédéric NIMAL
- Vincent VANHALEWYN

Commissaire et représentant au sein du "comité de concertation régionale bruxellois" :

- Burim DEMIRI

HYDROBRU : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Bram GILLES
- Mohammed ECHOUEL
- Debora LORENZINO
- Abdallah KANFAOUI
- Burim DEMIRI
- Berrin SAGLAM

Représentation au CA :

- Bram GILLES
- Mohammed ECHOUEL
- Debora. LORENZINO

SCRL Intercommunale d'Inhumation : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Isabelle DURANT
- Filiz GÜLES (suppléant)

Représentation au CA :

- Isabelle DURANT
- Filiz GÜLES (suppléant)

Société Coopérative Intercommunale de Crémation : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Bernard GUILLAUME

Représentation au CA :

- Bernard GUILLAUME

Foyer Schaerbeekois : (Approuvé par 32 voix contre 12 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Seydi SAG
- Saïd BENALLEL
- Dominique DECOUX
- Philippe VAN CLEEMPUTTE
- Berrin SAGLAM
- Mohammed ECHOUEL
- Charles GODART

- André COCLE
- Jean-Pierre PIRARD
- Myriam BOXUS

Représentation au CA :

- Seydi SAG
- Saïd BENALLEL
- Dominique DECOUX
- Philippe VAN CLEEMPUTTE
- Berrin SAGLAM
- Mohammed ECHOUEL
- Charles GODART
- André COCLE
- Jean-Pierre PIRARD
- Myriam BOXUS

Délégué observateur :

- Faouzia CHIADECK

Société Coopérative de locataires 'Le Home Familial Bruxellois': (Approuvé par 30 voix contre 14 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Denis GRIMBERGHS

Représentation au CA :

- Denis GRIMBERGHS

Agence Schaerbeekoise Immobilière Sociale (ASIS) : (Approuvé par 33 voix contre 11 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Denis GRIMBERGHS

Représentation au CA :

- Denis GRIMBERGHS

SA de Crédit pour la construction d'habitation à bon marché à Watermael

Boitsfort : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Cedric MAHIEU

BRULABO : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Seydi SAG

Représentation au CA :

- Seydi SAG

I.R.I.S. : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Filiz GÜLES
- Lorraine de FIERLANT

Représentation au CA :

- Filiz GÜLES
- Lorraine de FIERLANT

CHU Brugmann : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Filiz GÜLES
- Debora LORENZINO
- Lorraine de FIERLANT
- Berrin SAGLAM
- Bram GILLES
- Cedric MAHIEU

Représentation au CA :

- Filiz GÜLES
- Debora LORENZINO
- Lorraine de FIERLANT
- Berrin SAGLAM
- Dominique DECOUX
- Cedric MAHIEU

Centre Culturel de Schaerbeek : (Approuvé par 37 voix contre 8 et 1 abstention)

Représentation à l'AG :

- Sadik KÖKSAL
- Emilie DESMEDT
- Michel LEFEVRE
- Joël HORTEGAT
- Xavier WINKEL
- Abdelkrim AYAD
- Michel DUPONCELLE
- Georgy MANALIS

- Marie CARTON de WIART (Observateur)
- Imad EL ZEIN (Observateur)

Représentation au CA :

- Sadik KÖKSAL
- Emilie DESMEDT
- Michel LEFEVRE
- Joël HORTEGAT
- Xavier WINKEL
- Abdelkrim AYAD
- Michel DUPONCELLE
- Georgy MANALIS

Neptunium : (Approuvé par 32 voix contre 11 et 3 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Sait KÖSE

Représentation au CA :

- Sait KÖSE
- Adnan BEL KHATIR
- Alain LENGLEZ
- Youssef ABSLIMOU
- HamzaBOUKHARI

VisitBrussels : (Approuvé par 29 voix contre 14 et 3 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Cécile JODOGNE

Académie de Musique Saint Josse/Schaerbeek : (Approuvé par 29 voix contre 14 et 3 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Abdallah KANFAOUI
- Michel DE HERDE
- Barbara TRACHTE
- Mahinur OZDEMIR
- Sophie QUERTON

Représentation au CA (3) :

- Michel DE HERDE
- Sadik KÖKSAL
- BarbaraTRACHTE

Halles de Schaerbeek : (Approuvé par 29 voix contre 14 et 3 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Sadik KÖKSAL

Maison Autrique : (Approuvé par 30 voix contre 13 et 3 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Emilie DESMEDT
- Albert MARTENS
- Philippe ANNAERT
- Frédéric NIMAL
- Viviane LUCIC

Représentation au CA :

- Emilie. DESMEDT
- Albert MARTENS
- Philippe ANNAERT

Port de Bruxelles : (Approuvé par 29 voix contre 14 et 3 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Etienne NOËL

Représentation au CA :

- Etienne NOËL

Ethias : (Approuvé par 29 voix contre 14 et 3 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Etienne NOËL (effectif)
- Mohammed ECHOUEL (suppléant)
- Filiz GÜLES (suppléant)

SA Holding Communal : (Approuvé par 29 voix contre 14 et 3 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Michel DE HERDE

Guichet d'Economie Locale : (Approuvé par 29 voix contre 14 et 3 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Etienne NOËL
- Filie GÜLES
- Geert VANDENABEELE
- Corentin GENIN

Représentation au CA :

- Etienne NOËL
- Filiz GÜLES
- Geert VANDENABEELE
- Corentin GENIN

sa M-Village : (Approuvé par 29 voix contre 14 et 3 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Etienne NOËL (Président)

Représentation au CA :

- Etienne NOËL (Président)
- Bernard CLERFAYT
- Thomas ERALY

Aide aux Familles : (Approuvé par 29 voix contre 14 et 3 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Marie NYSENS
- Dominique DECOUX

Crèches de Schaerbeek : (Approuvé par 38 voix contre 7 et 1 abstention)

Représentation à l'AG :

- Michel DE HERDE
- Lorraine de FIERLANT
- Sophie QUERTON
- Abdallah KANFAOUI
- Alain LENGLEZ
- Latifa EL HAMMOUD
- Patricio COELHO
- Redouan FETTOUH
- Marie NYSENS
- Jeanine CARPENTIER
- Jean-Pierre VANTIGHEM
- Khadija LAZAAR
- Sigrid JOURDAIN
- Georgy MANALIS
- Catherine MOUREAUX
- Kacen CHKOUNDA

Office de Réadaptation Sociale : (Approuvé par 30 voix contre 14 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Dominique DECOUX

CEPEONS : (Approuvé par 30 voix contre 14 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Michel DE HERDE
- Claude WACHTELAER
- Sabine MASSON

Représentation au CA :

- Michel DE HERDE

CECP (Conseil de l'Enseignement des Communs et des Provinces) :

(Approuvé par 29 voix contre 14 et 3 abstentions)

Représentation au CA :

- Michel DE HERDE

OVSG (Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap) :(Approuvé par 29 voix contre 12 et 5 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Adelheid BYTTEBIER

Agence Locale pour l'Emploi : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Etienne NOËL
- Mohammed ECHOUËL
- Malgorzata LUKOMSKA
- André COCLE
- Jamal HARRAR
- Joëlle van ZUYLEN
- Abderahman DMAM
- Catherine ELIAS
- Aynur KARAGOZ

Représentation au CA :

- Etienne NOËL
- Mohammed ECHOUËL
- Malgorzata LUKOMSKA
- André COCLE
- Jamal HARRAR

- Joëlle van ZUYLEN
- Abderahman DMAM
- Catherine ELIAS
- Aynur KARAGOZ

Mission Locale de Schaerbeek : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Etienne NOËL
- Geert VANDENABEELE
- Lorraine de FIERLANT
- Thomas ERALY
- Jamal HARRAR

Représentant du CA :

- Etienne NOËL
- Geert VANDENABEELE
- Lorraine de FIERLANT
- Thomas ERALY
- Jamal HARRAR

Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Cécile JODOGNE

Représentation au CA :

- Cécile JODOGNE

Ile au Bains : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Lorraine de FIERLANT

Union Belge Contre les Nuisances des Avions (UBCNA) : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Bernard GUILLAUME

SDRB (Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale) : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Filiz GÜLES
- Etienne NOËL

IRIS Team : (Approuvé par 29 voix contre 15 et 2 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Mohamed EL ARNOUKI

ADT (Agence de Développement Territorial pour le Région de Bruxelles-Capitale) : (Approuvé par 29 voix contre 14 et 3 abstentions)

Représentation à l'AG :

- Cécile JODOGNE

Commission Communale de l'Accueil : (Approuvé par 34 voix contre 10 et 2 abstentions)

Effectifs :

- Michel DE HERDE
- Catherine MOUREAUX
- Sophie QUERTON
- Barbara TRACHTE
- Mahinur OZDEMIR

Suppléants :

- Debora LORENZINO
- Mohamed LAHLALI
- Lorraine de FIERLANT
- Isabelle DURANT
- Seydi SAG

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikels 100, 117 en 120;
Gelet op de bijzondere statuten van iedere vereniging waarmee de gemeente verbonden is;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

om de volgende leden aan te duiden als vertegenwoordiger van de gemeente Schaerbeek temidden van de hieronder vermelde vzw's en verenigingen :

INTERFIN : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Frédéric NIMAL (effectief)
- Lorraine de FIERLANT (plaatsvervangend)

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Frédéric NIMAL
- Lorraine de FIERLANT
- Burim DEMIRI

IBG : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Sophie QUERTON
- Mahinur OZDEMIR
- Asma METTIOUI
- Mohammed REGHIF

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Sophie QUERTON

Commissaris :

- Burim DEMIRI

IBE : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Sophie QUERTON
- Mahinur OZDEMIR
- Asma METTIOUI
- Mohammed REGHIF

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Mahinur OZDEMIR

Commissaris :

- Burim DEMIRI

SIBELGAZ : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Mahinur OZDEMIR
- Sophie QUERTON
- Asma METTIOUI
- Mohammed REGHIF

Vertegenwoordiging bij de BR en van het comité "secteur sud" :

- Mahinur OZDEMIR
- Sophie QUERTON

SIBELGA : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Frédéric NIMAL (effectief)
- Lorraine de FIERLANT (plaatsvervangend)

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Frédéric NIMAL
- Lorraine de FIERLANT
- Burim DEMIRI

VIVAQUA : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Frédéric NIMAL
- Vincent VANHALEWYN
- Sophie QUERTON
- Berrin SAGLAM
- Burim DEMIRI
- Debora LORENZINO
- Mahinur OZDEMIR
- Abdallah KANFAOUI (plaatsvervangend)
- Seydi SAG (plaatsvervangend)

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Frédéric NIMAL
- Vincent VANHALEWYN

Commissaris en vertegenwoordiger temidden van de "Comité de concertation régional bruxellois" :

- Burim DEMIRI

HYDROBRU : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Bram GILLES
- Mohammed ECHOUEL
- Debora LORENZINO
- Abdallah KANFAOUI
- Burim DEMIRI
- Berrin SAGLAM

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Bram GILLES
- Mohammed ECHOUEL
- Debora LORENZINO

SCRL Intercommunale d'Inhumation : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Isabelle DURANT
- Filiz GÜLES (plaatsvervangend)

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Isabelle DURANT
- Filiz GÜLES (plaatsvervangend)

Société Coopérative Intercommunale de Crémation : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Bernard GUILLAUME

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Bernard GUILLAUME

Foyer Schaerbeekois : (Goedgekeurd met 32 stemmen tegen 12 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Seydi SAG
- Said BENALLEL
- Dominique DECOUX
- Philippe VAN CLEEMPUTTE
- Berrin SAGLAM
- Mohammed ECHOUEL
- Charles GODART
- André COCLE
- Jean-Pierre PIRARD
- Myriam BOXUS

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Seydi SAG
- Said BENALLEL
- Dominique DECOUX
- Philippe VAN CLEEMPUTTE
- Berrin SAGLAM
- Mohammed ECHOUEL
- Charles GODART
- André COCLE
- Jean-Pierre PIRARD
- Myriam BOXUS

Observator afgevaardigde :

- Faouzia CHIADECK

Société Coopérative de locataires 'Le Home Familial Bruxellois'

(Goedgekeurd met 30 stemmen tegen 14 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Denis GRIMBERGHS

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Denis GRIMBERGHS

Agence Schaerbeekoise Immobilière Sociale (ASIS) : (Goedgekeurd met 33 stemmen tegen 11 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV:

- Denis GRIMBERGHS

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Denis GRIMBERGHS

SA de Crédit pour la construction d'habitation à bon marché à Watermael

Boitsfort : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Cedric MAHIEU

BRULABO : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Seydi SAG

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Seydi SAG

I.R.I.S. : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Filiz GÜLES
- Lorraine de FIERLANT

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Filiz GÜLES
- Lorraine de FIERLANT

CHU Brugmann :(Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV (6) :

- Filiz GÜLES
- Debora LORENZINO
- Lorraine de FIERLANT
- Berrin SAGLAM
- Bram GILLES
- Cedric MAHIEU

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Filiz GÜLES
- Debora LORENZINO
- Lorraine de FIERLANT
- Berrin SAGLAM
- Dominique DECOUX
- Cedric MAHIEU

Centre Culturel de Schaerbeek : (Goedgekeurd met 37 stemmen tegen 8 en 1 onthouding)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Sadik KÖKSAL
- Emilie DESMEDT
- Michel LEFEVRE
- Joël HORTEGAT
- Xavier WINKEL
- Abdelkrim AYAD
- Michel DUPONCELLE
- Georgy MANALIS
- Marie CARTON de WIART (observator)
- Imad EL ZEIN (observator)

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Sadik KÖKSAL
- Emilie DESMEDT
- Michel LEFEVRE
- Joël HORTEGAT
- Xavier WINKEL
- Abdelkrim AYAD
- Michel DUPONCELLE
- Georgy MANALIS

Neptunium :(Goedgekeurd met 32 stemmen tegen 11 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Sait KÖSE

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Sait KÖSE
- Adnan BEL KHATIR
- André LENGLEZ
- Youssef ABSLIMOU
- Hamza BOUKHARI

VisitBrussels :(Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 14 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Cécile JODOGNE

Académie de Musique Saint Josse/Schaerbeek : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 14 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Abdallah KANFAOUI
- Michel DE HERDE
- Barbara TRACHTE
- Mahinur OZDEMIR
- Sophie QUERTON

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Michel DE HERDE
- Sadik KÖKSAL
- Barbara TRACHTE

Halles de Schaerbeek : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 14 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Sadik KÖKSAL

Maison Autrique : (Goedgekeurd met 30 stemmen tegen 13 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Emilie DEMSEDT
- Albert MARTENS
- Philippe ANNAERT
- Frédéric NIMAL
- Viviane LUCIC

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Emilie DESMEDT
- Albert MARTENS
- Philippe ANNAERT

Port de Bruxelles : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 14 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV (1) :

- Etienne NOËL

Vertegenwoordiging bij de BR (1) :

- Etienne NOËL

Ethias : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 14 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Etienne NOËL (effectief)
- Mohammed ECHOUEL (plaatsvervangend)
- Filiz GÜLES (plaatsvervangend)

SA Holding Communal : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 14 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Michel DE HERDE

Guichet d'Economie Locale : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 14 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Etienne NOËL
- Filiz GÜLES
- Geert VANDENABEELE
- Corentin GENIN

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Etienne NOËL
- Filiz GÜLES
- Geert VANDENABEELE
- Corentin GENIN

sa M-Village : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 14 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Etienne NOËL (voorzitter)

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Etienne NOËL (voorzitter)
- Bernard CLERFAYT
- Thomas ERALY

Aide aux Familles : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 14 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Marie NYSSENS
- Dominique DECOUX

Crèches de Schaerbeek : (Goedgekeurd met 38 stemmen tegen 7 en 1 onthouding)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Michel DE HERDE
- Lorraine de FIERLANT
- Sophie QUERTON
- Abdellah KANFAOUI
- André LENGLEZ
- Latifa EL HAMMOUD
- Patricio COELHO
- Redouan FETTOUH
- Marie NYSSENS
- Jeanine CARPENTIER
- Jean-Pierre VANTIGHEM
- Khadija LAZAAR
- Sigrid JOURDAIN
- Georgy MANALIS
- Catherine MOUREAUX
- Kacen CHKOUNDA

Office de Réadaptation Sociale : (Goedgekeurd met 30 stemmen tegen 14 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Dominique DECOUX

CEPEONS : (Goedgekeurd met 30 stemmen tegen 14 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Michel DE HERDE
- Claude WACHTELAER
- Sabine MASSON

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Michel DE HERDE

CECP (Conseil de l'Enseignement des Communs et des Provinces) :

(Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 14 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Michel DE HERDE

OVSG (Onderwijssecretariaat van de Steden en Gemeenten van de Vlaamse Gemeenschap) : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 12 en 5 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Adelheid BYTTEBIER

Agence Locale pour l'Emploi : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Etienne NOËL
- Mohammed ECHOUEL
- Malgorzata LUKOMSKA
- André COCLE
- Jamal HARRAR
- Joëlle van ZUYLEN
- Abderahman DMAM
- Catherine ELIAS
- Aynur KARAGOZ

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Etienne NOËL
- Mohammed ECHOUEL
- Malgorzata LUKOMSKA
- André COCLE
- Jamal HARRAR
- Joëlle van ZUYLEN
- Abderahman DMAM
- Catherine ELIAS
- Aynur KARAGOZ

Mission Locale de Schaerbeek : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Etienne NOËL
- Geert VANDENABEELE
- Lorraine de FIERLANT
- Thomas ERALY
- Jamal HARRAR

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Etienne NOËL
- Geert VANDENABEELE
- Lorraine de FIERLANT
- Thomas ERALY
- Jamal HARRAR

Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Cécile JODOGNE

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Cécile JODOGNE

Ile au Bains : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Lorraine de FIERLANT

Union Belge Contre les Nuisances des Avions (UBCNA) : (Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Bernard GUILLAUME

Vertegenwoordiging bij de BR :

- Bernard GUILLAUME

SDRB (Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale) :

(Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Filiz GÜLES

- Etienne NOËL

IRIS Team :(Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 15 en 2 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Mohammed EL ARNOUKI

ADT (Agence de Développement Territorial pour le Région de Bruxelles-Capitale) :

(Goedgekeurd met 29 stemmen tegen 14 en 3 onthoudingen)

Vertegenwoordiging bij de AV :

- Cécile JODOGNE

Commission Communale de l'Accueil : (Goedgekeurd met 34 stemmen tegen 10 en 2 onthoudingen)

Effectieve :

- Michel DE HERDE

- Catherine MOUREAUX

- Sophie QUERTON

- Barbara TRACHTE

- Mahinur OZDEMIR

Plaatsvervangende :

- Debora LORENZINO

- Mohamed LAHLALI

- Lorraine de FIERLANT

- Isabelle DURANT

- Seydi SAG

SP 3.- *RETIRE*** Composition de la commission de la bibliothèque néerlandophone - prendre acte ==- ***INGETROKKEN*** Samenstelling van de Nederlandstalige Bibliotheekcommissie - kennisgeving**

Ce point est retiré de l'ordre du jour ==- Dit punt wordt aan de agenda onttrokken.

RECEVEUR COMMUNAL ==- GEMEENTEONTVANGER

Taxes ==- Belastingen

SP 4.- Taxe sur les immeubles ayant une affectation de bureaux - Exercices 2013 à 2017 - Instauration ==- Gemeentebelasting op de gebouwen bestemd voor kantoren - Dienstjaren 2013 tot 2017 - Invoering

Monsieur le Bourgmestre propose de traiter tout l'ensemble des points relatifs au budget (Point 4 à 11 et point 13).

Monsieur De Herde expose le plan triennal.

Monsieur Vanhalewyn expose le budget extraordinaire.

Monsieur Grimberghs expose les recettes des différentes taxes.

Monsieur Verzin, Monsieur Bernard, Monsieur Goldstein, Madame Trachte, Monsieur Nimal et Madame Ozdemir interviennent.

Monsieur le Bourgmestre, Monsieur De Herde, Monsieur Grimberghs répondent.

Monsieur Verzin, Monsieur Goldstein, Madame Moureaux, Madame de Fierlant, Monsieur de Beaufort, Monsieur Bernard interviennent.

Monsieur le Bourgmestre répond.

Monsieur Bouhjar, Madame van Zuylen interviennent.

Monsieur le Bourgmestre et Monsieur De Herde répondent.

Madame Moureaux intervient.

Monsieur De Herde et Monsieur Grimberghs répondent.

Monsieur de Beaufort intervient.

Monsieur le Bourgmestre répond.

Monsieur de Beaufort continue son intervention.

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s). -== Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu sa délibération du 22 décembre 2010 votant le règlement taxe sur les immeubles ou parties d'immeubles ayant une affectation de bureau pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2015 ;

Revu sa délibération du 27 février 2013 votant le règlement taxe sur les immeubles ayant une affectation de bureaux pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2017 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Vu le rapport du 16 avril 2013 du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

ARRETE :

Article 1

Il est établi pour les exercices 2013 à 2017 une taxe annuelle sur les immeubles ayant une affectation de bureaux.

L'affectation de bureau peut résulter d'une utilisation effective des immeubles à des fins de bureaux ou, à défaut d'une telle utilisation, du permis d'urbanisme .

Est considéré comme utilisé effectivement à des fins de "bureaux ", le local affecté :

- soit aux travaux de gestion ou d'administration d'une entreprise, commerciale ou agricole, ou d'un service public ;

- soit à l'activité d'une profession libérale ;

- soit aux activités des entreprises de service intellectuel, en ce compris les activités de production de biens immatériels c'est-à-dire les activités de conception et/ou de production de biens immatériels fondées sur un processus intellectuel ou de communication ou liées à la société de la connaissance (production de biens audio-visuels, de logiciels, studios d'enregistrement, formation professionnelle spécialisée, service pré-press, call centers,...) ou encore relevant des technologies de l'environnement.

Article 2

La taxe a pour base la surface brute de plancher des immeubles.

Par « surface brute de plancher », on entend la totalité des planchers mis à couvert à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves, aux équipements techniques et aux dépôts. Les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs de façade, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escalier et ascenseurs.

Article 3

La taxe est due par le propriétaire des immeubles ayant une affectation de bureaux. En cas d'emphytéose ou de superficie, la taxe est due solidairement par le tréfoncier et respectivement, par l'emphytéote et le superficiaire. En cas d'usufruit, la taxe est due solidairement par le nu-propriétaire et l'usufruitier.

En cas de copropriété, la taxe n'est exigée des copropriétaires qu'à concurrence de la part de chacun d'eux dans la copropriété.

Article 4

Le taux de la taxe est fixé au 1^{er} janvier 2013 à 14€ par m² de superficie imposable. Ce taux est majoré au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2,5% conformément au tableau ci-dessous :

Exercice 2014	Exercice 2015	Exercice 2016	Exercice 2017
14,50€	15,00€	15,50€	16,00€

La taxe est établie sur la base du nombre effectif de mois d'affectation à des bureaux, tout mois entamé comptant toutefois en entier.

Article 5

Sont exonérés du paiement de la taxe :

- les établissements d'enseignement et de soins (hôpitaux, cliniques, polycliniques, dispensaires...) organisés ou subventionnés par les pouvoirs publics pour les surfaces qu'ils utilisent ;
- les surfaces dédiées aux cultes reconnus par le législateur, aux maisons de laïcité ou aux œuvres de bienfaisance ;
- les immeubles ayant une affectation de bureaux et pour lesquels une demande de permis de changement de destination réaliste est introduite en cours d'exercice;
- les premiers 85 m².

Article 6

Pour un exercice d'imposition donné, l'administration communale adresse une formule de déclaration au contribuable que celui-ci est tenu de lui retourner, dûment complétée et signée, au plus tard le 31 décembre de l'année qui donne son nom à cet exercice. Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration a l'obligation d'en réclamer une au plus tard le 30 novembre et de la renvoyer dans des modalités identiques à celles citées ci-dessus. Cette déclaration reste valable pour les exercices d'imposition suivants jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base imposable, le contribuable doit se procurer une nouvelle formule de déclaration, la compléter dûment, la signer et la renvoyer à l'administration communale dans les dix jours de la survenance du fait. Sans préjudice des dispositions du présent règlement, le nouveau formulaire de déclaration sert de base aux enrôlements des exercices ultérieurs successifs et vaut révocation expresse de la formule de déclaration précédente.

Article 7

Le contribuable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet. La non déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du contribuable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à 50% du droit initialement dû.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au contribuable, par lettre recommandée à la poste, les motifs pour lesquels elle recourt à cette procédure, les éléments sur lesquels se base la taxation, le mode de détermination de ces éléments, ainsi que le montant de la taxe.

Le contribuable dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date d'envoi de la notification, pour faire valoir ses observations par écrit. L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si au terme de ce délai le contribuable n'a émis aucune observation qui justifierait l'annulation de cette procédure.

Article 8

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 9

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 10

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 11

Le contribuable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois, à dater du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 12

Le présent règlement annule la délibération du 27 février 2013 visée dans le préambule et entre en vigueur le 1er janvier 2013.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk de artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op zijn raadsbesluit van 22 december 2010 betreffende het belastingreglement op de gebouwen of delen van gebouwen bestemd als kantoor voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2015;

Herziende zijn raadsbesluit van 27 februari 2013 betreffende het belastingreglement op de gebouwen bestemd voor kantoren voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2017;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2013 tot 2017 een jaarlijkse belasting gevestigd op de gebouwen bestemd voor kantoren.

De bestemming als kantoor kan het gevolg zijn van het effectief gebruik van de gebouwen als kantoor of, bij ontbreken van dergelijk gebruik, de stedenbouwkundige vergunning.

Er dient te worden verstaan onder "kantoor", het lokaal bestemd:

- ofwel voor beheers- of bestuurswerken van een bedrijf, commercieel of landbouw, of een openbare dienst;

- ofwel voor de activiteit van een vrij beroep;

- ofwel voor de activiteiten van de bedrijven van intellectuele diensten, inbegrepen de activiteiten van productie van immateriële goederen zoals de conceptieactiviteiten en/of de productie van immateriële goederen die berusten op een intellectueel of een communicatieproces of gebonden aan de kennismaatschappij (productie van audiovisuele goederen, van software, opnamestudio's, gespecialiseerde professionele vormingen, voorafgaande persdienst, call centers,...) of zelfs nog behoren aan de technologieën inzake leefmilieu.

Artikel 2

De belasting heeft als basis de bruto vloeroppervlakte van de gebouwen.

Onder "bruto vloeroppervlakte" wordt verstaan, het totaal van de bedekte vloeren met uitsluiting van de lokalen die zich onder de grond bevinden en bestemd zijn voor het parkeren, als kelders, voor de technische uitrustingen en als opslagplaatsen. De afmetingen van de vloeren zijn gemeten tussen de buitenkanten van de muurgevels; de vloeren worden verondersteld doorlopend te zijn, zonder rekening te houden met een onderbreking door wanden, binnenmuren, kokers, trappenhuisen en liften.

Artikel 3

De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de gebouwen bestemd voor kantoren. Bij

erfpacht of opstal is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de opstalgever en respectievelijk door de erfpachter en de opstalhouder. Bij vruchtgebruik is de belasting hoofdelijk verschuldigd door de blote eigenaar en de vruchtgebruiker.

Bij mede-eigendom, wordt de belasting van de mede-eigenaars geëist volgens ieders aandeel ieder in deze mede-eigendom.

Artikel 4

De aanslagvoet op 1 januari 2013 wordt vastgesteld op 14€ per m² belastbare oppervlakte. Deze aanslagvoet wordt op 1 januari van de volgende jaren verhoogd met 2,5% volgens onderstaande tabel:

Dienstjaar 2014	Dienstjaar 2015	Dienstjaar 2016	Dienstjaar 2017
14,50€	15,00€	15,50€	16,00€

De belasting wordt vastgesteld op basis van het effectieve aantal bezette maanden, iedere begonnen maand zal voor haar totaliteit worden gerekend.

Artikel 5

Worden van deze belasting vrijgesteld:

- de oppervlakten die gebruikt worden door de onderwijs- en verzorgingsinstellingen (hospitelen, klinieken, poliklinieken,...) georganiseerd of betaald door de overheid;
- de oppervlakten dienende voor instellingen van officieel erkende erediensten, de huizen van het lekendom of weldadigheidswerken;
- de gebouwen bestemd als kantoor waarvoor een vergunningsaanvraag voor een realistische bestemmingswijziging is aangevraagd tijdens het dienstjaar;
- de eerste 85m².

Artikel 6

Voor een welbepaald aanslagjaar laat het Gemeentebestuur een aangifteformulier worden aan de belastingplichtige, dat door hem behoorlijk ingevuld en ondertekend, uiterlijk op 31 december van dat jaar, moet worden teruggestuurd. De belastingplichtigen die geen aangifteformulier ontvangen hebben zijn ertoe gehouden er één te vragen vóór 30 november en deze vervolgens terug te sturen op de identieke wijze als hierboven vernoemd. De aangifte blijft geldig voor de volgende dienstjaren, tot herroeping.

In het geval van wijzigingen in de belastinggrondslag, moet de belastingplichtige een nieuw aangifteformulier aanvragen, deze naar behoren invullen, ondertekenen en terugsturen naar de gemeente dit binnen de tien dagen na het ontstaan van de gebeurtenis. Onverminderd de bepalingen van deze verordening, de nieuwe aangifte vormt de basis bij de inkohiering voor de komende jaren en herroept uitdrukkelijk het vorige aangifteformulier.

Artikel 7

De belastingplichtige wordt ertoe gehouden de eventuele controle van zijn aangifte te vergemakkelijken voornamelijk door het verstrekken van alle documenten en inlichtingen die hem hierbij zouden worden gevraagd. Het ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In dit geval zal de ingekohierde belasting worden verhoogd met een bedrag gelijk aan 50% van de oorspronkelijke verschuldigde belasting.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve inkohiering, zal het College van Burgemeester en Schepenen per aangetekend schrijven, de motieven betekenen aan de belastingplichtige, welke aanleiding geven tot deze procedure, de elementen waarop de belasting is gebaseerd, de manier waarop deze elementen werden vastgesteld en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te rekenen vanaf de verzending van de betekening, om schriftelijk zijn opmerkingen te doen gelden. Het gemeentebestuur zal aan het einde van deze periode overgaan tot de ambtshalve inkohiering indien de belastingplichtige geen opmerkingen heeft gemaakt die de annulering van deze procedure zou rechtvaardigen.

Artikel 8

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 9

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 10

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 11

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend

zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de derde werkdag volgend op de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 12

Dit reglement vernietigt het in de inleiding bedoelde raadsbesluit van 27 februari 2013 en treedt in voege op 1 januari 2013.

SP 5.- Règlement taxe sur l'apposition d'affiches sur les emplacements publics - Exercices 2013 à 2015 - Modification ==- Belastingreglement op het aanplakken van affiches op openbare plaatsen - Dienstjaren 2013 tot 2015 - Wijziging

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s). ==- Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, alinéa 1er et 118, alinéa 1er;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu sa délibération du 22 décembre 2010 votant le renouvellement et la modification du règlement relatif à la taxe sur l'apposition d'affiches sur les emplacements publics pour un terme de cinq ans expirant le 31 décembre 2015 ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 avril 2013 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Article 1

L'apposition d'affiches sur les emplacements publics appartenant à la commune de Schaerbeek ou mis à sa disposition exclusive, sera effectuée uniquement par les soins de l'administration et sera soumise au paiement d'une taxe au profit de la commune.

Les affiches seront apposées aux endroits publics désignés. Elles sont apposées dans l'ordre de leur réception et en fonction de la disponibilité des emplacements.

Article 2

Les taux de la taxe pour l'affichage public sur les emplacements publics sont fixés au 1^{er} janvier 2013 comme suit :

Avis et affiches des notaires et huissiers – Affiches commerciales:

Pour une période de 8 jours : 3,60€ (Taux 1)

Pour une période de 15 jours : 5,70€ (Taux 2)

Pour une période de 1 mois : 8,60€ (Taux 3)

Ces taux seront majorés au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2,5%, arrondis au dixième d'euro le plus proche, conformément au tableau ci-dessous :

	Exercice 2014	Exercice 2015
<u>Taux 1</u>	3,70€	3,80€
<u>Taux 2</u>	5,80€	6,00€
<u>Taux 3</u>	8,80€	9,00€

Article 3

Sont exonérées du paiement de la taxe d'affichage :

- Les affiches électorales apposées aux endroits réservés à la liste intéressée par l'administration communale à la veille d'élections;
- Les affiches annonçant des fêtes, des réjouissances, des cérémonies ou des collectes organisées sous le contrôle financier d'une Communauté, d'une Région, d'une Province, d'une commune ou d'un C.P.A.S. ; exclusivement dans un but charitable ou philanthropique;
- Les affiches relatives aux caractéristiques d'un enseignement organisé par une Communauté ou subventionné par celle-ci ou d'un établissement où un tel enseignement est dispensé;
- Les affiches apposées pour compte d'organismes que la loi exempte du paiement de toute redevance au profit de la commune;
- Les affiches dont l'apposition constitue une obligation légale ou réglementaire.

Article 4

La taxe est due par le demandeur qui aura fait parvenir à l'administration, préalablement à l'apposition des affiches, tous les éléments nécessaires à son établissement.

Article 5

La taxe est due au comptant, au jour de l'affichage, contre remise d'une preuve de paiement. A défaut, la taxe sera recouvrée par voie de rôle.

Article 6

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 7

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 8

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 9

Le contribuable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit devant le Collège des Bourgmestre et Echevins. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois, à dater de la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle ou de l'avis de cotisation ou de celle de la perception des taxes perçues autrement que par rôle.

Article 10

La présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2013 et abroge la délibération du 22 décembre 2010 visée dans le préambule.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk de artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het raadsbesluit van 22 december 2010 houdende de hernieuwing en de wijziging van het reglement betreffende de belasting op het aanplakken van affiches op openbare plaatsen voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2015;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

Artikel 1

Het aanplakken van affiches op panelen toebehorend aan de gemeente Schaarbeek of ter hare exclusieve beschikking gesteld, die uitsluitend door toedoen van het gemeentebestuur zal gebeuren, is onderworpen aan de betaling van een belasting ten bate van de gemeente.

De affiches worden aangeplakt op de aangeduide openbare plaatsen. Zij worden aangeplakt in de volgorde van hun ontvangst en in functie van de beschikbare oppervlakten.

Artikel 2

De aanslagvoeten bij de aanplakking op openbare plaatsen zijn op 1 januari 2013 als volgt vastgesteld:

Berichten en affiches van notarissen en deurwaarders – commerciële affiches:

Voor een periode van 8 dagen: 3,60€ (Voet 1)

Voor een periode van 15 dagen: 5,70€ (Voet 2)

Voor een periode van 1 maand: 8,60€ (Voet 3)

Deze aanslagvoeten zullen op 1 januari van de volgende jaren worden verhoogd met 2,5%, afgerond naar het dichtstbijzijnde tiende van een euro, volgens onderstaande tabel:

	Dienstjaar 2014	Dienstjaar 2015
<u>Voet 1</u>	3,70€	3,80€
<u>Voet 2</u>	5,80€	6,00€
<u>Voet 3</u>	8,80€	9,00€

Artikel 3

Zijn vrijgesteld van de aanplakkingsbijdrage:

-De affiches met betrekking tot de verkiezingen aangebracht op de panelen voorbehouden aan de betrokken lijst door het gemeentebestuur in een periode voor de verkiezingen;

-De affiches die feesten, plechtigheden of omhalingen aankondigen ingericht onder het financieel toezicht en controle van een Gemeenschap, van een Gewest, van een Provincie, van een gemeente of van een O.C.M.W., en uitsluitend met een liefdadigheids- of filantropisch doel;

-De affiches in betrekking met de kenmerken van gemeenschapsonderwijs, of er door gesubsidieerd of een inrichting waar zulk een onderwijs wordt gegeven;

-De affiches aangebracht voor rekening van organismen vrijgesteld door de wet van betaling van om voor het even welke bijdrage ten voordele van de gemeente;

-De affiches waarvan het aanbrengen een wettelijke of reglementaire verplichting inhoudt.

Artikel 4

De belasting is verschuldigd door de aanvrager, welke ertoe gehouden is het gemeentebestuur voorafgaandelijk de aanplakking, alle inlichtingen over te maken welke nodig zijn bij de berekening van de bijdrage.

Artikel 5

De belasting is contant verschuldigd, de dag van de aanplakking, tegen ontvangst van een betalingsbewijs. Bij gebrek hiervan, zal de heffing geïnd worden door middel van een kohier.

Artikel 6

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 7

De belasting is door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 8

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet.

Bij gebrek aan betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992

Artikel 9

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het onderwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de datum van de verzending van het aanslagbiljet of deze van de inning van belastingen voor degene die niet aan de hand van een kohier werd geïnd.

Artikel 10

Dit reglement treedt in voege op 1 januari 2013 en herroept het in de inleiding bedoelde raadsbesluit van 22 december 2010.

SP 6.- Règlement fixant les centimes additionnels communaux au précompte immobilier - Exercice 2013 ==- Reglement vaststellend de gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing - Dienstjaar 2013

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s). ==- Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu le Code des Impôts sur les Revenus 1992, notamment l'article 464,1 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er}, l'article 118, alinéa 1^{er}, et l'article 260;

Vu sa délibération du 30 novembre 2011 fixant pour 2012 le taux des centimes additionnels communaux au précompte immobilier à 2.990;

Vu les dispositions du plan de gestion et compte tenu de la nécessité de garder des ressources financières suffisantes pour faire face aux besoins de notre population ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 avril 2013,

Vu la situation financière de la commune,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

A R R E T E :

Article 1. : Il sera perçu pour l'exercice 2013, 3.390 centimes additionnels communaux au précompte immobilier à charge des propriétaires de biens immobiliers imposables dans la Commune au premier janvier de l'année qui donne son nom à cet exercice.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 464, 1 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen 1992;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, bijzonder artikel 117, alinea 1, artikel 118, alinea 1 en artikel 260;

Gelet op zijn raadsbesluit van 30 november 2011 vaststellend de gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2012 op 2.990;

Gelet op de bepalingen van het financiële herstelplan en de daaropvolgende aanpassingen en rekeninghoudend met de noodzaak om over de nodige financiële middelen te beschikken om aan de behoeften van onze bevolking te voldoen;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013,

Gelet op de financiële toestand van de gemeente,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

B E S L U I T:

Artikel 1 - Er worden, voor het dienstjaar 2013, 3.390 gemeentelijke opcentiemen geheven op de onroerende voorheffing ten laste van de eigenaars van onroerende goederen belastbaar in de gemeente op 1 januari van het jaar dat zijn naam geeft aan dit dienstjaar.

**SP 7.- Règlement redevance sur les services librement demandés -
Modification ==- Retributiereglement op de vrij gevraagde diensten -
Wijziging**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s). ==- Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu la nouvelle loi communale et notamment l'article 117, alinéa 1 ;
Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes, spécialement les articles 5, 6 et 13 ;
Vu sa délibération du 24 octobre 2012 votant le renouvellement et la modification du règlement redevance sur les services librement demandés pour un terme de 5 ans ;
Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 avril 2013 ;
Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

A R R E T E :

Article 1

Les services visés par le présent règlement sont assujettis au paiement des redevances suivantes :

§1.	<u>ETAT-CIVIL - POPULATION</u>	
1°	Carnet de mariage	30,00€
2°	Récépissé de demande déplacement ou d'enlèvement de monument funéraire	8,00€
3°	Adresses et renseignements puisés dans les registres de population, par adresse ou renseignement fourni	8,00€
4°	Recherches généalogiques, par heure de recherche (avec un minimum de 7€ toujours dus)	35,00€
5°	Renseignements divers fournis suivant abonnement, <u>par mois</u>	124,00€
	Le Collège des Bourgmestre et Échevins apprécie, compte tenu de l'importance du service demandé et de la charge devant en résulter pour la Commune, l'opportunité d'octroyer l'abonnement. Il détermine la périodicité de la délivrance des renseignements réclamés.	
§2.	<u>TRAVAUX - URBANISME</u>	
1°	<u>Reproduction de documents et plans d'archives par une firme extérieure</u>	
	-Photocopie noir et blanc, pour le 1 ^{er} plan : par plan suivant :	30,00€ 5,00€
	-Photocopie couleurs, par m ² de plan : (le minimum porté en compte est d'1/2 m ² et les superficies de plans sont arrondies au 1/2 m ² supérieur, chaque dessin ou plan étant pris séparément)	65,00€
	-Sur CD-rom : redevance fixe : · plus, en noir et blanc, par mètre courant : · plus, en couleurs, par mètre courant :	30,00€ 20,00€ 40,00€

2°	<u>Reproduction de documents divers</u>	
	-Règlement Communal d'Urbanisme	20,00€
	-Règlement Régional d'Urbanisme, par Titre (huit Titres) :	5,00€
	-(projet de) Plan Particulier d'Affectation du Sol, par plan : + frais de copie pour les prescriptions	12,50€
	- Règlement Communal d'Urbanisme Zoné	15,00€
	-Transmission électronique de document (dont la version électronique existe)	GRATUIT
3°	<u>documents relatifs aux adjudications publiques et restreintes et aux appels d'offres généraux :</u>	
	a) cahier des charges, métrés descriptions, modèles de soumission,	
	- taux fixe	5,00€
	- supplément par page ou fraction de page	0,25€
	b) plans, croquis schémas,	
	- par mètre carré ou fraction de mètre carré délivré	2,50€
4°	<u>documents relatifs aux appels d'offres restreints :</u>	
	a) cahiers des charges, métrés descriptions, modèles de soumissions,	
	- moins de 10 pages	GRATUIT
	- 10 pages	2,50€
	- supplément par page ou fraction de page au -delà de la 10 ^{ème}	0,25€
	b) plans croquis schémas,	
	- moins de 1 mètre carré	GRATUIT
	- par mètre carré ou fraction de mètre carré au-delà du mètre carré	2,50€
5°	<u>plan de la Commune sur papier opaque :</u>	
	- au 5 000 ^è	7,50€
	- au 10 000 ^è	6,20€
6°	<u>placement :</u>	
	a) de tapis de cérémonie	250,00€
	b) de plantes ornementales	124,00€
§3.	<u>SECRETARIAT</u>	
	Communication sous forme de copie de tout document administratif au sens de l'article 2, 2°, de la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration dans les provinces et les communes : Par page :	0,25€

Article 2

Sans préjudice des dérogations que le Collège des Bourgmestre et Échevins estimerait devoir adopter dans certains cas particuliers, le paiement de la redevance est constaté par l'apposition sur le reçu, l'écrit ou le document remis au redevable et l'annulation au moyen du sceau communal, des timbres adhésifs du modèle en vigueur pour la perception de la taxe sur la délivrance des documents administratifs.

Article 3

Les redevances prévues à l'article 1, § 1, 1° à 5° ne sont dues ni par les administrations de l'État, des Régions, des Communautés, des provinces et des communes ou les établissements d'utilité publique, ni par les organismes que la loi exempte de toutes redevances au profit des communes.

Article 4

La consignation à la caisse communale, à titre de garantie d'une somme égale à la redevance qui est exigible peut être imposée préalablement à la prestation du service demandé.

Article 5

Tous les frais d'expédition des documents et renseignements délivrés en vertu du présent règlement sont mis à charge des particuliers et des établissements privés qui les demandent, même dans le cas où la délivrance de ces documents et renseignements est gratuite. La disposition de l'article 4 s'applique au remboursement de ces frais.

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication et annule la délibération du 24 octobre 2012 visée dans le préambule.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op de nieuwe gemeentewet, namelijk artikel 117, alinea 1;
Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten, in het bijzonder artikelen 5, 6 en 13 ;
Gelet op zijn raadsbesluit van 24 oktober 2012, welk de hernieuwing en wijziging van het retributiereglement op de vrij gevraagde diensten stemt voor een termijn van 5 jaar;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

B E S L U I T:

Artikel 1

De dienstverstrekkings bedoeld in dit reglement worden onderworpen aan de betaling der volgende retributies:

§1. BURGERLIJKE STAND - BEVOLKING

1°	Huwelijksboekje	30,00€
2°	Ontvangstbewijs van verzoek tot oprichting of tot wegneming van een grafzerk	8,00€
3°	Adressen en inlichtingen uit de bevolkingsregisters, per afgeleverd adres of inlichting	8,00€
4°	Genealogische inlichtingen, per opzoekingsuur (met een minimum van 7,00€)	35,00€
5°	Diverse inlichtingen verschaft volgens abonnement, <u>per maand</u>	124,00€
	Het College van Burgemeester en Schepenen waardeert, rekening houdend met de belangrijkheid van de gevraagde dienst en de last die er kan uit voortvloeien voor de Gemeente, de opportuniteit voor het afleveren van het abonnement. Het bepaalt de periodiciteit van de aflevering van de geëiste inlichtingen.	

§ 2. WERKEN - STEDEBOUW

1°	<u>Reproductie van documenten en gearchiveerde plannen door een externe firma:</u>	
	-Kopie in zwart / wit, voor het 1 ^{ste} plan: per bijkomend plan:	30,00€ 5,00€
	-Kleurenkopie, per m ² plan: (de minimum aangerekende oppervlakte bedraagt een 1/2 m ² en worden afgerond tot de hogere liggende 1/2m ² , iedere tekening of plan wordt afzonderlijk aanschouwd)	65,00€
	-Op CD-rom: vaste retributie: · plus, in zwart / wit, per lopende meter: · plus, in kleur, per lopende meter:	30,00€ 20,00€ 40,00€

2°	<u>Reproductie van diverse documenten</u>	
	-Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening	20,00€
	-Gewestelijk Stedenbouwkundig Verordening, per Titel (acht Titels):	5,00€
	-(basisdossier) Bijzondere Bestemmingsplan, per plan: + kopiekosten voor de voorschriften	12,50€
	-Gezoneerde gemeentelijke Stedenbouwkundig Verordening	15,00€
	-Elektronische verzending van het document (in zoverre deze elektronische versie bestaande is)	GRATIS
3°	<u>Documenten aangaande openbare en beperkte aanbestedingen en algemene offertes</u>	
	a) lastenkohier, metingen, beschrijvingen, inschrijvingsmodellen,	
	- vast bedrag	5,00€
	- supplement per bladzijde of deel van bladzijde	0,25€
	b) plannen, schetsen, schema's	
	- per vierkante meter of deel van vierkante meter afgeleverd plan	2,50€
4°	<u>Documenten aangaande beperkte offertes:</u>	
	a) lastenkohier, metingen, beschrijvingen, inschrijvingsmodellen,,	
	- minder dan 10 bladzijden	GRATIS
	- 10 bladzijden	2,50€
	- supplement per bladzijde of deel van bladzijde boven de 10de	0,25€
	b) plannen, Schetsen, schema's,	
	- minder dan één vierkante meter	GRATIS
	- per meter of deel van vierkante meter boven de vierkante meter	2,50€
5°	<u>Plan van de Gemeente op ondoorschijnend papier:</u>	
	- op 1/5000ste	7,50€
	- op 1/10.000ste	6,20€
6°	<u>Plaatsen van:</u>	
	a) ceremonietapijten	250,00€
	b) sierplanten	124,00€
§ 3.	<u>SECRETARIAAT</u>	
	Mededeling in de vorm van een kopie van een bestuursdocument volgens artikel 2, 2°, van de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten : Per bladzijde:	0,25€

Artikel 2

Ongeacht de afwijkingen, die het Schepencollege zou oordelen, in sommige speciale gevallen te moeten aannemen, wordt de betaling van de retributie vastgesteld door het aanbrengen op het ontvangstbewijs, het geschrift of het document dat aan de belastingplichtige afgegeven werd, en het waardeloos maken, door middel van de gemeentezegel, van kleefzegels van het model dat gebruikt wordt, voor de inning van de belasting op de afgifte van administratieve documenten.

Artikel 3

De bij artikel 1, §1, 1° tot 5° bedoelde retributies zijn noch verschuldigd door de administraties van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten, de instellingen van openbaar nut, noch door de organismen vrijgesteld door de wet van alle retributies ten gunste van de gemeenten.

Artikel 4

De bewaargeving in de gemeentekas, als waarborg, van een som die gelijk is aan de retributie die wordt ingevorderd, mag opgelegd worden vóór de uitvoering van de gevraagde dienst.

Artikel 5

Alle verzendingskosten van de uitgereikte documenten en inlichtingen worden ten laste gelegd van de natuurlijke rechtspersonen en de private instellingen die ze aanvragen zelfs in het geval waarin de afgifte van deze documenten en inlichtingen gratis is. De bepaling van het artikel 4 wordt toegepast op de terugbetaling van deze kosten.

Artikel 6

Onderhavig reglement wordt van kracht op de 5de dag volgend op de dag van publicatie en vernietigt het raadsbesluit van 24 oktober 2012 hernomen in de inleiding.

SP 8.- Règlement taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples non conformes à la législation urbanistique du 22 décembre 2010 - Abrogation au 01/01/2013 ==- Belastingreglement op de gebouwen onderverdeeld in veelvoudige woningen niet conform aan de stedenbouwkundige wetgeving van 22 december 2010 - Opheffing op 01/01/2013

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 38 voix contre 3 et 1 abstention(s). ==- Besloten, met 38 stem(men) tegen 3 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 38 voix contre 3 et 1 abstention(s).

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1er, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le Code bruxellois de l'aménagement du territoire (CoBAT) du 13 mai 2004 ;

Vu sa délibération du 31 mars 2010 instaurant le règlement relatif à la taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples non conformes à la législation urbanistique pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2014 ;

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 12 juin 2012 annulant la délibération susvisée;

Vu sa délibération du 22 décembre 2010 modifiant le règlement relatif à la taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples non conformes à la législation urbanistique pour un terme de 4 ans, expirant le 31 décembre 2014 ;

Considérant la jurisprudence défavorable en la matière;

Vu les rapports du Collège des Bourgmestre et Echevins des 5 mars et 16 avril 2013 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Le règlement-taxe sur les immeubles subdivisés en logements multiples non conformes à la législation urbanistique voté par le conseil communal en séance du 22 décembre 2010 est abrogé à partir du 1^{er} janvier 2013.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 38 stem(men) tegen 3 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117, alinea 1, en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van provinciale- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het Brusselse Wetboek van Ruimtelijke Ordening van 13 mei 2004;

Gelet op zijn raadsbesluit van 31 maart 2010 houdende de invoering van het reglement betreffende de belasting op de gebouwen onderverdeeld in veelvoudige woningen niet conform aan de stedenbouwkundige wetgeving voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2014;

Gelet op het arrest van de Raad van State van 12 juni 2012 vernietigend het bovenvermeld raadsbesluit;

Gelet op zijn raadsbesluit van 22 december 2010 houdende de wijziging van het reglement betreffende de belasting op de gebouwen onderverdeeld in veelvoudige woningen niet conform aan de stedenbouwkundige wetgeving voor een termijn van 4 jaar, vervallend op 31 december 2014;

Overwegende de ongunstige rechtspraak in de materie;

Gelet op de verslagen van het College van Burgemeester van 5 maart en 16 april 2013;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Het belastingreglement op de gebouwen onderverdeeld in veelvoudige woningen niet conform aan de stedenbouwkundige wetgeving gestemd door de gemeenteraad op 22 december 2010 voor de dienstjaren 2011 tot 2014, is opgeheven op 1 januari 2013.

**SP 9.- Règlement fixant les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs - Modification -
=- Reglement vaststellend de retributies voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken- Wijziging**

Monsieur Bernard intervient

Monsieur le Bourgmestre répond.

Monsieur Bernard intervient.

Monsieur Guillaume répond.

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s). -- Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Revu sa délibération du 27 mars 2013 modifiant le règlement qui fixe les redevances sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et de documents administratifs ;

Considérant les charges qu'entraînent pour la commune l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs ;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16 avril 2013 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

Il est établi au profit de la Commune des redevances payables au comptant sur l'établissement et/ou la délivrance de certificats et documents administratifs.

Article 2

Ces redevances sont dues par les personnes physiques et morales ainsi que les institutions, auxquelles sont délivrés, d'office ou à leur demande, les certificats et pièces qui y sont assujettis, sans préjudice de toute autre contribution demandée par une autre autorité.

Article 3

Les redevances sont fixées sur base des taux suivants :

1) Cartes d'identité aux nationaux et titres de séjour aux étrangers	
a) Procédure normale :	
Pour la première délivrance ou tout renouvellement	€5,00
b) Procédure d'urgence :	
Pour toute délivrance	€20,00
c) Procédure d'extrême urgence :	
Pour toute délivrance	€40,00
d) Pour toute demande de duplicata de code visant toute carte d'identité électronique y compris la carte reprise au point 2) b)	€5,00
e) Complémentaire à la redevance prélevée en exécution des dispositions ci-dessus énoncées, une redevance cumulable de 20€ est exigée à partir de la 2 ^{ème} demande de duplicata de carte d'identité électronique y compris la carte visée au point 2) b). Ainsi, hors cas de vol, agression ou de force majeure, il sera perçu au 2 ^{ème} duplicata, une redevance complémentaire de 20€ ; au 3 ^{ème} duplicata, 40€ ; Cette disposition n'étant par ailleurs pas applicable aux personnes de 75 ans et plus.	
2) Pièces et certificats d'identité aux enfants belges et non-belges de moins de 12 ans	
a) Pour la délivrance de la première pièce d'identité	gratuite
- Remplacement en cas de changement de nom, prénom ou de nationalité	€1,25
- Renouvellement en cas de perte ou de détérioration	€1,25
b) Pour la délivrance de la Kids's Card (carte d'identité électronique) aux enfants belges âgés de moins de 12 ans	€3,00
Les redevances reprises aux points 1) b et 1) c sont applicables en cas de procédure d'urgence ou d'extrême urgence	
c) Pour la délivrance de tout certificat d'identité aux enfants étrangers de moins de 12 ans	€1,25
3) Passeports	
a) Procédure normale :	
Passeport adulte	€16,00
Passeport enfant	€16,00
b) Procédure d'urgence :	
Passeport adulte	€35,00
Passeport enfant	€35,00
4) Permis de conduire	
a) Procédure normale :	
Pour le permis de conduire électronique	€7,00
Pour le permis de conduire provisoire	€3,75

Duplicata	€3,75
Pour le permis de conduire international	€7,50
b) Procédure d'urgence :	
Pour toute délivrance	€25,00
5) Copie ou extrait d'acte du registre de l'Etat civil ou des registres relatifs à la nationalité	€8,00
6) Transcription d'actes étrangers	€40,00
7) Prise en charge (annexe 3bis ou annexe 32 - AR 08/10/1981)	€20,00
8) Certificats, attestations et autres pièces de toute nature comprenant :	
a) Les expéditions, copies d'acte ou de documents, légalisations de signatures, certificats de conformité et écrits constatant des autorisations ou reprenant des renseignements donnés par les autorités communales	€8,00
b) Renseignements urbanistiques :	
- délai d'obtention de 30 jours et plus	€50,00
- délai d'obtention de moins de 30 jours et plus de 7 jours	€100,00
- délai d'obtention de moins de 7 jours	€300,00
c) Les permis et certificats d'urbanisme ayant pour objet :	
- construire ou transformer avec modification de volume	€250,00
- transformer sans modification de volume	€200,00
- modifier la destination ou l'utilisation d'un bien	€150,00
- placer des dispositifs de publicité	€250,00
- placer des enseignes et/ou des dispositifs de publicité associés à l'enseigne	€125,00
- autres (abattage d'arbre à haute tige, travaux de démolition, prorogation de permis...)	€60,00
comprenant :	
- un rapport d'incidences	€300,00
- une étude d'incidences	€600,00
Les redevances précitées sont majorées de 50% en cas d'application de l'article 126/1 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (à chaque modification de la demande en cours de procédure à l'initiative du demandeur)	
d) Les permis et certificats d'environnement ayant pour objet :	
- une déclaration de classe 3 pour l'exploitation d'un chantier	€100,00
- une déclaration de classe 3 pour toute autre installation classée	€50,00
- une nouvelle demande de classe 2	€150,00
- une nouvelle demande de classe 1B	€250,00
- une nouvelle demande de classe 1A	€500,00
- une modification de permis	€100,00
- une prorogation de permis	€150,00
e) Les permis d'urbanisme et d'environnement en régularisation d'une infraction, constatée par procès-verbal :	
- avec modification du volume bâti	€1.000,00
- sans modification du volume bâti	€500,00

f) Demande de photocopies de documents d'archives en plus des frais de photocopie	€5,00
<u>Noir et blanc</u> : € 0,15 par A4 et € 0,25 par A3	
<u>Couleur</u> : € 1,00 par A4 et € 1,50 par A3	
g) Demande de confirmation de destination urbanistique et/ou du nombre de logements d'un bien	€200,00
h) Demande de renseignements « sol » relatifs aux activités à risque de pollution du sol sur une parcelle	€100,00
i) Etablissement de déclarations d'abattage pour la Fête du Sacrifice :	
- hors abattoir communal schaerbeekois	€15,00
- avec rendez-vous sur le site d'abattage communal schaerbeekois	€25,00
Enregistrement comme abatteur	€10,00
j) Envoi de rappels de paiement relatif à une créance non contestée (fiscale ou autre), à partir du 2 ^{ième} rappel	€15,00
9) Documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (sauf titre de séjour électronique)	
Par document ou par prorogation de validité de documents	€8,00
10) Permis de travail	€1,25
11) Changement	
de nom	€30,00
de prénom	€30,00
de date de naissance	€30,00
12) Autorisation de détention d'une arme à feu de défense	€25,00
13) Constitution du dossier administratif lors des demandes en vue	
a) de l'ouverture, la réouverture, la reprise, etc. des débits de boissons, restaurants, cercles privés et tout établissement public assimilé	€300,00
b) de l'étalage de marchandises sur les trottoirs et le placement de tables, chaises, etc. sur la voie publique	€50,00
c) de l'obtention d'un certificat de conformité pour l'exploitation :	
- d'un salon de prostitution	€1.500,00
- d'une « carrée »	€250,00
14) Constitution d'un dossier :	
- de nationalité	€60,00
- de régularisation sur base de l'article 9 de la loi du 15.12.1980	
a) première demande	€25,00
b) demandes ultérieures	€75,00
c) délivrance annexe 3	€25,00
- en matière de cohabitation légale	€38,00
- relatif à une demande anticipée en matière :	
d'euthanasie	€10,00
de dernières volontés en matière de sépultures et de rites	€10,00
- d'inscription après radiation d'office	€30,00

15) Une redevance d'un montant de 2.500€ sera réclamée pour la délivrance par le Bourgmestre de l'attestation préalable à l'octroi d'une licence de classe C délivrée par la Commission de jeux de hasard en vertu de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C.	
---	--

Article 4

La redevance est perçue au moment de la délivrance de la pièce.

Le paiement est constaté soit par l'apposition et l'annulation de timbres adhésifs dont la vignette est déterminée par le Collège des Bourgmestre et Echevins soit par tout autre moyen.

Tout redevable de la redevance doit en consigner le montant, dès qu'il requiert la délivrance de l'une ou l'autre pièce, si celle-ci ne peut lui être remise immédiatement.

Article 5

Sont exemptés de la redevance :

1. Les certificats et les pièces dont la délivrance est déjà soumise au paiement d'un droit au profit de la Commune, en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement de l'autorité; exception faite toutefois, pour les droits revenant d'office aux communes lors de la délivrance de passeports et qui sont prévus par l'article 5 du tarif III annexé à la loi du 4 juillet 1956 portant tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie ;
2. Les certificats et pièces délivrés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'État, des Régions, des Communautés, des provinces, des communes ou aux établissements publics ou destinés à être produits à ces mêmes autorités à la demande de ces dernières ;
3. Les certificats et pièces destinés aux autorités judiciaires, aux administrations de l'Etat, des Régions, des Communautés, des Provinces, des communes ou aux établissements publics pour servir en matière, soit de nomination ou de désignation à des emplois, soit d'admission au bénéfice de rémunérations ou de subventions ;
4. Les certificats et pièces qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou d'un règlement quelconque de l'autorité ;
5. Les certificats et pièces délivrés à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ou qui sollicitent le bénéfice de l'aide juridique gratuite ;
6. Les certificats et pièces délivrés pour faire titre de l'autorisation d'organiser une manifestation politique, religieuse, culturelle ou sportive ;
7. Les certificats et pièces destinés à faire titre de l'autorisation d'exercer une activité qui, comme telle, est déjà frappée d'une imposition ou d'une redevance au profit de la Commune ;
8. Les certificats et pièces attestant la composition d'un ménage en vue de l'obtention d'une réduction sur le prix du transport par les services publics ;
9. Les certificats de vie délivrés pour permettre l'encaissement de rentes, allocations sociales ou pensions ;
10. Les déclarations d'hérédité ;
11. Les expéditions, copies ou extraits des décisions du Conseil communal et du Collège des Bourgmestre et Echevins, en tant que ces décisions les concernent, aux agents et anciens agents de l'administration communale ainsi qu'à leurs ayants droits ;
12. Les passeports délivrés en exemption du droit établi au profit de l'Etat ;
13. Les cartes, titres d'identité et duplicata visés à l'article 3, points 1, 2, 4 et 9 délivrés à toute personne victime de vol pour autant qu'il soit établi à suffisance qu'une plainte sur le vol des documents concernés a été déposée auprès d'une autorité compétente pour dresser procès-verbal ;
14. Les simples attestations de présence au cimetière ou à l'hôtel communal, pour des funérailles, un mariage, etc. délivrées aux personnes concernées ;
15. Les certificats attestant la composition d'un ménage en vue de l'obtention d'un tarif téléphonique social ou d'un logement social ou assimilé ;
16. Les certificats de bonne vie et mœurs, les légalisations de signature et les certificats de copie conforme, destinés à la recherche d'un emploi, sous réserve de présentation d'une demande d'un employeur potentiel ou d'un organisme intermédiaire agréé ;
17. La délivrance de la carte à laquelle est soumise la participation comme vendeur à une manifestation visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 3 avril 1995 portant exécution de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et

l'organisation des marchés publics, pour la première année d'application de la nouvelle réglementation en la matière ;

18. Les documents visés à l'article 3, point 8-a, lorsqu'ils sont établis en vue de la naturalisation belge ;

19. Les documents délivrés en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers - ressortissants de l'Union Européenne ou membre de leur famille - à savoir :

- attestation d'enregistrement (annexe 8 – format papier) ;
- document attestant de la permanence du séjour (annexe 8bis – format papier) ;
- demande d'attestation d'enregistrement (annexe 19 - AR 08/10/1981) ;
- demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union Européenne (annexe 19ter - AR 08/10/1981).
- déclaration de présence (annexe 3ter - AR 08/10/1981)

20. Les documents établis en application de la loi du 13 juin 1986 sur le prélèvement et la transplantation d'organes.

Article 6

Tout litige concernant la redevance sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.

Le redevable qui conteste devoir la redevance qui lui est réclamée est cependant tenu d'en consigner le montant entre les mains du Receveur communal jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa réclamation.

Dans ce cas, le Receveur communal lui délivre gratuitement récépissé de son versement.

Article 7

Tous les frais d'expédition des certificats et des documents administratifs délivrés en vertu du présent règlement sont mis à charge des particuliers et des établissements privés qui les demandent, même dans le cas où la délivrance de ces certificats et documents est gratuite.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur le cinquième jour qui suit le jour de sa publication et annule la délibération du 27 mars 2013 visée dans le préambule.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 170, §4, van de grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het raadsbesluit van 27 maart 2013 wijzigend het reglement dat de retributies vaststelt op het opmaken en/of de afgifte van getuigschriften en administratieve stukken;

Gezien de kosten voor de gemeente voortvloeiend uit het opmaken en/of uitreiken van getuigschriften en administratieve stukken;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1

Er worden ten gunste van de Gemeente contant te betalen retributies vastgesteld voor de opstelling en/of afgifte van getuigschriften en administratieve stukken.

Artikel 2

Deze retributies zijn verschuldigd door de natuurlijke- en rechtspersonen, alsook door de instellingen waaraan, ambtshalve of op eigen aanvraag, getuigschriften en stukken die eraan onderhevig zijn, worden afgeleverd, zonder afbreuk te doen aan elke andere gevraagde bijdrage door een andere overheid.

Artikel 3

De retributies worden vastgesteld op grond van de hierna vermelde bedragen;

1) Identiteitskaarten aan landgenoten en verblijfsvergunningen voor vreemdelingen	
a) Normale procedure	
voor de eerste uitreiking of iedere vernieuwing	€5,00
b) Spoedprocedure	
voor iedere uitreiking	€20,00
c) Zeer dringende procedure	
voor iedere uitreiking	€40,00

d) Voor iedere aanvraag van duplicaat van code betreffende iedere elektronische identiteitskaart alsook de kaart vermeld in punt 2) b)	€ 5,00
e) Ter aanvulling van de gevraagde retributie in uitvoering van de bovenvermelde beschikkingen, wordt een cumulerende retributie gevraagd van 20€ vanaf de 2 ^{de} aanvraag van duplicaat van de elektronische identiteitskaart alsook de kaart bedoeld in punt 2b). Dus, behalve in geval van diefstal, geweld of overmacht, zal men voor de 2 ^{de} duplicaat een bijkomende retributie eisen van 20€; bij de 3 ^{de} duplicaat, 40€; ... Deze bepaling is echter niet van toepassing voor personen van 75 jaar en ouder.	
2) Identiteitsstukken aan Belgische en niet Belgische kinderen van minder dan 12 jaar	
a) voor de uitreiking van het eerste identiteitsstuk	gratis
- vervanging in geval van naam-, voornaam- of nationaliteitswijziging	€1,25
- vernieuwing in geval van verlies of beschadiging	€1,25
b) voor de uitreiking van de Kid's Card (elektronische identiteitskaart) aan de Belgische kinderen van minder dan 12 jaar	€3,00
De retributies vermeld in de punten 1) b en 1) c zijn van toepassing in geval van spoedprocedure of zeer dringende procedure.	
c) voor de uitreiking van elk ander getuigschrift van identiteit aan buitenlandse kinderen van minder dan 12 jaar	€1,25
3) Reispassen :	
a) Normale procedure	
reispas volwassenen	€16,00
reispas kinderen	€16,00
b) Spoedprocedure	
reispas volwassenen	€35,00
reispas kinderen	€35,00
4) Rijbewijzen :	
a) Normale procedure	
Voor het elektronische rijbewijs	€7,00
Voor het voorlopige rijbewijs	€3,75
Duplicaat	€3,75
Voor het internationaal rijbewijs	€7,50
b) Spoedprocedure	
Voor iedere uitreiking	€25,00
5) Afschrift of uittreksel uit de akten van het register van de burgerlijke stand of registers betreffende de nationaliteit	€8,00
6) Overschrijving van in het buitenland opgestelde akten	€40,00
7) Attest van tenlastneming (bijlage 3bis of bijlage 32 - KB 08/10/1981)	€20,00
8) Getuigschriften, bewijzen en andere stukken van alle aard, omvattende	
a) verzendingen, afschriften, uittreksels uit akten of stukken, wettigingen van handtekeningen, gelijkvormigheidattesten en geschriften vaststellend een toelating of inlichtingen hernemend, gegeven door de gemeentelijke overheden	€8,00
b) de stedenbouwkundige inlichtingen	
- afleveringstijd van 30 dagen of meer	€50,00
- afleveringstijd van minder dan 30 dagen en meer dan 7 dagen	€100,00

- afleveringstijd van minder dan 7 dagen	€300,00
c) de aanvragen om stedenbouwkundige en attesten met als voorwerp :	
- bouwen of verbouwen met volumewijziging	€250,00
- verbouwen zonder volumewijziging	€200,00
- wijziging van de bestemming of het gebruik van het goed	€150,00
- plaatsen van reclameborden	€250,00
- plaatsen van uithangborden en/of reclameborden verwijzend naar het uithangbord	€125,00
- andere (kappen van hoogstammige bomen, afbraakwerken, verlenging van vergunningen...)	€60,00
bevattende	
- een milieueffectenverslag	€300,00
- een milieueffectenstudie	€600,00
De hierboven vermelde retributies worden met 50% verhoogd in geval van toepassing van artikel 126/1 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (bij elke verandering van de aanvraag tijdens het verloop van de procedure op vraag van de aanvrager)	
d) de milieuvergunningen en certificaten met als voorwerp :	
- een aangifte van klasse 3 voor het uitbaten van een werf	€100,00
- een aangifte van klasse 3 voor elke andere ingedeelde inrichting	€50,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 2	€150,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 1B	€250,00
- een nieuwe aanvraag van klasse 1A	€500,00
- een verandering van vergunning	€100,00
- een verlenging van vergunning	€150,00
e) de stedenbouwkundige en milieuvergunningen ter regularisatie van een inbreuk, vastgesteld bij procesverbaal :	
- met wijziging van het bouwvolume	€1.000,00
- zonder wijziging van het bouwvolume	€500,00
f) aanvraag van fotokopieën van archiefdocumenten bovenop de fotokopiekosten	€5,00
<u>zwart en wit</u> : €0,15 per A4 en €0,25 per A3;	
<u>kleur</u> : €1,00 per A4 en €1,50 per A3;	
g) aanvraag tot bevestiging van de stedenbouwkundige bestemming en/of van het aantal wooneenheden van een gebouw	€200,00
h) inlichtingenaanvraag « bodem » betreffend een risicoactiviteit voor bodemverontreiniging op een perceel	€100,00
i) opmaak van slachtbewijzen voor het Offerfeest :	
- buiten het gemeentelijk slachthuis van Schaarbeek	€15,00
- met afspraak op het gemeentelijke slachthuis van Schaarbeek	€25,00
Inschrijving als slachter	€10,00
j) verzenden van betaalherinneringen betreffende een niet betwiste vordering (fiscaal of andere), vanaf de 2 ^{de} herinnering	€15,00
9) Documenten afgeleverd krachtens het koninklijke besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (behalve de elektronische verblijfsvergunning)	
per document of geldigheidsverlenging van documenten	€8,00

10) Arbeidsvergunning	€1,25
11) Wijziging	
van naam	€30,00
van voornaam	€30,00
van geboortedatum	€30,00
12) Toelating voor het bezit van een verdedigingsvuurwapen	€25,00
13) Samenstelling van het administratief dossier op het ogenblik van de aanvragen met het oog op	
a) de opening, de heropening, de overname enz. van drankslijterijen, restaurants, privé-kringen en elke gelijkgestelde openbare gelegenheid	€300,00
b) op de uitstalling van goederen op de voetpaden en het plaatsen van tafels, stoelen, enz. op de openbare weg	€50,00
c) Voor het verkrijgen van een conformiteitscertificaat voor de uitbating van :	
- een prostitutie salon	€1.500,00
- een « peeskamer »	€250,00
14) Samenstelling van een dossier betreffende	
de nationaliteit	€60,00
de regularisatie op basis van artikel 9 van de wet van 15.12.1980 :	
a) eerste aanvraag	€25,00
b) volgende aanvragen	€75,00
c) aflevering bijlage 3	€25,00
de wettelijke samenwoning	€38,00
de voorafgaande wilsverklaring op gebied van :	
- euthanasie	€10,00
- laatste wens op gebied van teraardebestemming en rituelen	€10,00
de inschrijving na ambtshalve schrapping	€30,00
15) Een retributie van 2.500€ wordt in rekening gebracht bij aflevering van een attest door de burgemeester, noodzakelijk bij het verkrijgen van een licentie klasse C uitgegeven door de Kansspelencommissie volgens het koninklijk besluit van 22 december 2000 betreffende de werking en het beheer van de kansspelinrichtingen klasse III, de wijze van aanvraag en de vorm van de vergunning klasse C	

Artikel 4

De retributie wordt geïnd op het ogenblik van de afgifte van het stuk. De betaling wordt vastgesteld ofwel door het aanbrengen van een kleefzegel die afgestempeld wordt en waarvan het vignet door het College van Burgemeester en Schepenen vastgesteld wordt ofwel door een ander middel. Iedereen die de betaling verschuldigd is moet het bedrag van de retributie in bewaring geven, zodra hij de afgifte van om het even welk stuk vraagt, dat hem niet onmiddellijk kan afgegeven worden.

Artikel 5

Zijn van retributie vrijgesteld:

1. De getuigschriften en stukken waarvan de afgifte reeds aan het betalen van een recht ten voordele van de Gemeente onderworpen is krachtens een wet, een koninklijk besluit of door een overheidsverordening; een uitzondering wordt evenwel gemaakt voor de rechten die van overheidswege toekomen aan de gemeenten, bij afleveren van reispassen en die voorzien zijn door het artikel 5 van het tarief gevoegd bij de wet van 4 juli 1956 houdende tarief op de consulaire belastingen en de kanselarijrechten;
2. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan de gerechtelijke overheden, aan de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten en de openbare instellingen of bestemd te worden opgemaakt voor

deze autoriteiten op aanvraag van deze laatsten;

3. De getuigschriften en stukken bestemd voor de gerechtelijke overheden, de besturen van de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de provincies, de gemeenten of de openbare instellingen om te dienen in zake benoeming of aanstelling in een betrekking, of voor toelating tot het genot van bezoldigingen of toelagen;
4. De getuigschriften en stukken welke krachtens een wet, een Koninklijk Besluit of andere overheidsverordening kosteloos door het gemeentebestuur dienen te worden afgeleverd;
5. De getuigschriften en stukken afgeleverd aan personen waarvan de behoefteigheid behoorlijk vastgesteld is of voor hen die beroep doen op kosteloze juridische bijstand;
6. De getuigschriften en stukken die afgeleverd worden om als titel te dienen voor de machtiging tot inrichting van een politieke, godsdienstige, culturele of sportmanifestatie;
7. De getuigschriften en stukken die als titel moeten dienen voor de machtiging tot het uitoefenen van een bedrijvigheid die, als dusdanig, reeds onderworpen is aan een belasting of een recht ten behoeve van de Gemeente;
8. De getuigschriften waarbij de samenstelling van een gezin vastgesteld wordt met het oog op het bekomen van een vermindering op de prijs van het openbaar vervoer;
9. De levensbewijzen afgeleverd om de inning toe te laten van renten, sociale toelagen en van pensioenen;
10. Erfrechtverklaringen;
11. De verzendingen, afschriften of uittreksels van beslissingen van de Gemeenteraad en van het College van Burgemeester en Schepenen, afgeleverd voor zover die beslissingen hen betreffen, aan aangestelden of gewezen aangestelden van het gemeentebestuur, en aan hun rechthebbenden;
12. De reispassen afgeleverd in vrijstelling van het recht ten voordele van de Staat;
13. De kaarten, de identiteitsbewijzen en de duplicaten bedoeld in artikel 3, punt 1, 2, 4 en 9, voor iedereen die slachtoffer is van diefstal voor zover op voldoende wijze wordt vastgesteld dat klacht werd ingediend voor de diefstal van de betreffende documenten bij een instantie bevoegd voor het opstellen van een proces-verbaal;
14. De gewone bewijzen van aanwezigheid op het kerkhof of in het gemeentehuis voor een begrafenis, een huwelijk, enz. afgeleverd aan belanghebbende personen;
15. De getuigschriften bewijzend de samenstelling van het gezin met het oog op het bekomen van een sociaal telefoontarief of een sociale woongelegenheden of dergelijke;
16. De attesten van goed gedrag en zeden, de wettigingen van handtekening evenals de attesten voor eensluidend afschrift, nodig voor het zoeken van werk, onder voorbehoud van voorlegging van een werkaanbod van een mogelijke werkgever of van een erkende tussenpersoon;
17. De afgifte van de kaart waaraan de deelname als verkoper aan een manifestatie bedoeld in artikel 7 van het Koninklijk Besluit van 3 april 1995 tot uitvoering van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, voor het eerste jaar van toepassing van de nieuwe reglementering terzake;
18. De documenten gevisieerd in artikel 3, punt 8-a, als ze opgesteld en/of afgeleverd worden met het oog op de Belgische naturalisatie.
19. De documenten afgeleverd in uitvoering van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen - onderdaan van de Europese Unie of een lid van zijn familie - hetzij;
 - verklaring van inschrijving (bijlage 8 – papier versie)
 - document ter staving van duurzaam verblijf (bijlage 8bis – papier versie)
 - aanvraag van een verklaring van inschrijving (bijlage 19 – KB 08/10/1981)
 - aanvraag van de verblijfskaart van een familielid van een onderdaan van de Europese Unie (bijlage 19ter – KB 08/10/1981)
 - melding van aanwezigheid (bijlage 3ter - KB 08/10/1981)
20. De documenten die opgesteld worden in toepassing van de wet van 13 juni 1986 betreffende het wegnemen en transplanteren van organen.

Artikel 6

Iedere betwisting betreffende de retributie zal behandeld worden door de bevoegde burgerlijke rechtbank.

De belastingplichtige die de betaling van de retributie die van hem gevorderd wordt, betwist, is er echter toe gehouden het bedrag van in bewaring te geven in handen van de Gemeenteontvanger, tot dat over zijn bezwaar uitspraak gedaan wordt.

Artikel 7

Alle verzendingskosten van de getuigschriften en de administratieve stukken, uitgereikt krachtens het onderhavige reglement, zijn ten laste van de natuurlijke rechtspersonen en de private instellingen die ze aanvragen zelfs in het geval waarin de afgifte van deze getuigschriften en documenten gratis is. De bepalingen van de artikelen 5 en 6 worden toegepast op de terugbetaling van deze kosten.

Artikel 8

Onderhavig reglement wordt van kracht op de 5de dag volgend op de dag van publicatie en vernietigt het raadsbesluit van 27 maart 2013 hernomen in de inleiding.

EQUIPEMENT == UITRUSTING

Budget == Begroting

SP 10.- Ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement de la Région de Bruxelles - Capitale - Dossier de candidature == Ordonnantie van 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Kandidatuur dossier

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). == Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu la nouvelle loi communale et notamment son article 252;

Vu l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds Régional Bruxellois de refinancement des trésoreries communales, modifiée par l'ordonnance du 02 mai 2002;

Vu la délibération du Conseil communal du 11 juillet 2002 adoptant le plan de redressement financier portant sur les années 2002 à 2006 et la délibération du 17 décembre 2003 modifiant ce plan ;

Vu la convention d'accès de la commune de Schaerbeek au Fonds Régional Bruxellois de Redressement des Trésoreries communales du 18 juillet 2002, modifiée par un avenant en date du 18 décembre 2003;

Vu la délibération du Conseil communal du 2 mars 2005 prolongeant et adaptant le plan de redressement précité ;

Vu la délibération du Conseil communal du 18 décembre 2007 prolongeant et adaptant le plan de redressement précité ;

Vu la convention proposée par la Région de Bruxelles - Capitale relatives d'une part à l'octroi d'une compensation fiscale suite à la suppression de la taxe sur les ordinateurs ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

- approuver la convention avec le Ministère de la Région de Bruxelles - Capitale relative à l'octroi d'une compensation fiscale visant à associer les communes au développement de l'activité économique et destiné à pallier le faible rendement de la fiscalité locale et d'autre part à l'octroi d'une aide devant permettre à la commune d'atteindre l'équilibre financier.
- de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de signer la convention susmentionnée avec le Ministère de la Région de Bruxelles - Capitale

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op de nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder haar artikel 252;

Gelet op de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Fonds voor de herfinanciering van de gemeentelijke thesaurieën, gewijzigd per ordonnantie van 02 mei 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 11 juli 2002 dat het financiële herstelplan goedkeurt voor de jaren 2002 tot 2006 en de beraadslaging van 17 december 2003 die dit plan wijzigt;

Gelet op de toetredingsovereenkomst van de Gemeente Schaarbeek tot het Brussels Gewestelijk Fonds voor de herfinanciering van de gemeentelijke thesaurieën van 18 juli 2002, gewijzigd door een aanhangsel op datum van 18 december 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 2 maart 2005 die het bovengenoemde plan verlengd en aanpast;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 18 december 2007 die het bovengenoemde plan verlengd en aanpast;
Gelet op de overeenkomst voorgesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het toekennen van een fiscale compensatie ten gevolge van de afschaffing van de belasting op PC's ;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

- de overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het toekennen van een fiscale compensatie ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling en bestemd om het laag fiscaal rendement te vrijwaren goed te keuren
- het College van Burgemeester en Schepenen belasten met het ondertekenen van de bovenvermelde overeenkomst

SP 11.- Plan triennal 2013 - 2015 - Adoption ==- Driejaarlijks plan 2013 - 2015 - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlage)

Monsieur De Herde a exposé le plan triennal en début des discussions sur les points relatifs au budget.

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s). ==- Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds Régional Bruxellois de refinancement des trésoreries communales, modifiée par l'ordonnance du 02 mai 2002;

Vu la délibération du Conseil communal du 11 juillet 2002 adoptant le plan de redressement financier portant sur les années 2002 à 2006 et la délibération du 17 décembre 2003 modifiant ce plan ;

Vu la convention d'accès de la commune de Schaerbeek au Fonds Régional Bruxellois de Redressement des Trésoreries communales du 18 juillet 2002, modifiée par un avenant en date du 18 décembre 2003;

Vu la délibération du Conseil communal du 2 mars 2005 prolongeant et adaptant le plan de redressement précité ;

Vu l'approbation en date du 18 novembre 2010 par le Gouvernement de la Région de Bruxelles – Capitale d'un avenant n° 4 à la convention liant la commune et le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries communales ;

Vu la proposition d'adaptation du plan de gestion, pour les années 2013 à 2015 approuvée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 16 avril 2013,

DÉCIDE :

d'adopter le nouveau plan de gestion pour les années 2013 à 2015

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 252 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Fonds voor de herfinanciering van de gemeentelijke thesaurieën, gewijzigd per ordonnantie van 02 mei 2002;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 11 juli 2002 dat het financiële herstelplan goedkeurt voor de jaren 2002 tot 2006 en de beraadslaging van 17 december 2003 die dit plan wijzigd;

Gelet op de toetredingsovereenkomst van de Gemeente Schaarbeek tot het Brussels Gewestelijk Fonds voor de herfinanciering van de gemeentelijke thesaurieën van 18 juli 2002, gewijzigd door een aanhangsel op datum van 18 december 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 2 maart 2005 die het bovengenoemde plan verlengd en aanpast ;

Gelet op de goedkeuring, op datum van 18 november 2010, door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van het aanhangsel nr 4 van de overeenkomst die de

gemeente aan het het Brussels Gewestelijk Fonds voor de herfinanciering van de gemeentelijke thesaurieën bindt
Gelet op het voorstel van aanpassing van het beheersplan, voor de jaren 2013 tot 2015, goedgekeurd door het College van Burgemeester en Schepenen, in zitting van 16 april 2013,

BESLUIT :

een nieuw beheersplan voor de jaren 2013 tot 2015 goed te keuren

Contrôle ==- Controle

SP 12.- Budget 2013 du CPAS - Approbation ==- Begroting 2013 van het OCMW - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlage)

Madame Decoux, Présidente du CPAS, expose le budget du CPAS. Madame Sanhayi, Monsieur Bernard, Madame Lorenzino, Monsieur Sag, Monsieur Dönmez, Monsieur Verzin et Madame Trachte interviennent.

Madame Decoux et Monsieur Grimberghs répondent.

Monsieur Bernard pose une question supplémentaire.

Madame Decoux répond.

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s). ==- Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 13 et 0 abstention(s).

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;
Vu l'article 88 de la loi du 8 juillet 1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale, modifié par la loi du 29 décembre 1988, par la loi du 5 août 1992 et modifié par l'article 29 de l'ordonnance du 3 juin 2003 relative à la tutelle administrative et aux règles financières, budgétaires et comptables des CPAS;
Vu l'Arrêté du Collège réuni de la COCOM de la Région de Bruxelles - Capitale du 26 octobre 1995 portant règlement de la nouvelle comptabilité des CPAS de la région;
Vu la délibération du Conseil de l'Action Sociale du 10 avril 2013 arrêtant le budget de l'exercice 2013 du CPAS;
Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevin du 16 avril 2013;
DECIDE :

1. D'approuver le budget de l'exercice 2013 du CPAS - Administration centrale - arrêté par son Conseil le 10 avril 2013 à la somme de 142.683.405,00 €
2. De fixer à 32.611.353,00 € le montant de l'intervention communale pour couvrir le manque de ressources du CPAS
3. De fixer à 3.033.610,00 € le montant de la dotation de la commune résultant de la restructuration des hôpitaux
4. De fixer à 930.420,00 € le montant de la contribution spécifique pour l'augmentation barémique.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 13 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op artikel 88 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn gewijzigd door de wet van 29 december 1988 en de wet van 5 augustus 1992, en door artikel 29 van de ordonnantie van 3 juni 2003 betreffende het administratief toezicht en financiële, budgetaire en boekhoudkundige voorschriften betreffende de OCMW's;
Gelet op het besluit van het College van de GEMGECOM van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 26 oktober 1995 houdende vaststelling van het Nieuwe Boekhoudingsreglement voor de OCMW's;
Gelet op de beraadslaging van 10 april 2013 waarbij de Raad voor Maatschappelijk Welzijn de begroting voor het dienstjaar 2013 vastlegt;
Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013;

BESLUIT :

1. De begroting van het dienstjaar 2013 van het OCMW - Centrale Administratie - vasgesteld door zijn Raad op 10 april 2013 goed te keuren op 142.683.405,00 €
2. Het bedrag van de gemeentelijke tussenkomst voor het begrotingstekort van het OCMW op 32.611.353,00 € vast te stellen;
3. Het bedrag van de gemeentelijke tussenkomst voortvloeiend uit de restructurering van ziekenhuizen op 3.033.610,00 € vast te stellen;
4. Het bedrag van 930.420,00 € voor specifieke tegemoetkomingen

Budget ==- Begroting

**SP 13.- Budget 2013 - Services ordinaire et extraordinaire - Approbation -
==- Begroting 2013 - Gewone en buitengewone diensten - Goedkeuring
(voir annexes - zie bijlage)**

**Monsieur Vanhalewyn expose le budget extraordinaire.
Monsieur Verzin demande un vote séparé pour les articles
budgétaire suivants :**

- **040/367 RC 19/20 : Taxe sur les surfaces de bureaux
Voté par 30 oui et 16 non**
- **040/371 RC 01/22 : Taxe additionnelle au PRI
Voté par 29 oui et 17 non**
- **040/372 RC 01/22 : Taxe additionnelle à l'IPP
Voté par 29 oui et 17 non**
- **104/161 SO 48/62 : Vente des cartes de stationnement
Voté par 29 oui et 17 non**
- **104/332 DS 02/28 : Subside à Schaerbeek Info
Voté par 29 oui et 17 non**
- **425/124 IN 06/51 : Illumination de fin d'année
Voté par 29 oui et 17 non**
- **520/122 SS 04/73 : Braderies et Cortège
Voté par 29 oui et 17 non**
- **722/161 IP 08/80 : Intervention des parents dans les repas
scolaire
Voté par 29 oui et 17 non**
- **722/161 IP 09/80 ; Intervention des parents dans les
surveillances des cours
Voté par 29 oui et 17 non**

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 29 voix contre 17 et 0 abstention(s). ==- Besloten, met 29 stem(men) tegen 17 en 0 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 17 et 0 abstention(s).

Vu l'article 247 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'article 241 de la Nouvelle loi communale,

Vu l'article 40 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

1. d'approuver le budget 2013 de la commune
2. de fixer le montant de la dotation à la zone de police pour l'année 2013 à 34.985.359 €

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 17 en 0 onthouding(en).

Gelet op artikel 247 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 241 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 40 van de wet van 7 december 1998 die een geïntegreerde politiedienst organiseert, gestructureerd op twee niveaus;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

1. de begroting 2013 van de gemeente goed te keuren
2. het bedrag van de dotatie van de politiezone voor het jaar 2013 vast te stellen op 34.985.359 €

Contrôle ==- Controle

**SP 14.- ASBL Association des Mosquée de Schaerbeek - Comptes 2011 -
Prise d'acte ==- VZW Association des Mosquée de Schaerbeek -
Rekeningen 2011 - Akte nemen**

(voir annexes - zie bijlage)

* * * *

**Madame Güles quitte la séance ==- Mevrouw Güles verlaat de
vergadering.**

* * * *

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). ==- Besloten, met 41 stem(men)
tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de
certaines subventions ;
Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le
règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les
procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à
3.000 € ;
Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement
apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;
Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant
l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement
relatif aux subventions communales
Considérant que les comptes 2011 de l'ASBL « Association des Mosquées de
Schaerbeek » affichent un résultat positif de 4.042€ pour l'exercice 2011 et que le
résultat cumulé atteint 18.029€
Vu la décision du 16 avril 2013 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif
de 4.042€ pour l'exercice 2011, du résultat cumulé 18.029€.

Prend acte :

Des comptes 2011 de l'ASBL « Association des Mosquées de Schaerbeek »,
déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 4.042€ pour l'exercice 2011 et un
résultat cumulé de 18.029€.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning
en het gebruik van sommige toelagen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008
goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures
op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 3.000€ toe te passen;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de
aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke
toelagen aanneemt;
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de
aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement
betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;
Overwegende dat de rekeningen van de VZW " Association des Mosquées de
Schaerbeek " een positief saldo van 4.042€ voor het dienstjaar 2011 en een
cumulatieresultaat van 18.029€ vertonen.
Gelet op de beslissing van 16 april 2013 waar het College akte neemt van het
positief saldo van 4.042€ voor het dienstjaar 2011, van cumulatieresultaat van
18.029€ van de VZW.

Neemt akte :

van de rekeningen 2011 van de VZW " Association des Mosquées de Schaerbeek ", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 4.042€ voor het dienstjaar 2011 en een cumulatieresultaat van 18.029€ vertonen.

SP 15.- Fabrique d'Eglise Saint Servais – Compte 2012 - Aviser favorablement -- Kerkfabriek van Sint Servatius – Rekening 2012 - Gunstig adviseren

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004,
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;
Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;
Vu le compte de l'exercice 2012 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais,
Attendu que ce compte a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Boni</u>
216.200,52 €	135.139,50 €	81.061,02 €

DECIDE : d'aviser favorablement le compte de l'exercice 2012 de la Fabrique d'Eglise Saint Servais.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004,
Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensdiensten ;
Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;
Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen
Gelet op de rekening over het dienstjaar 2012 van de Kerkfabriek Sint Servatius
Overwegende dat deze rekening als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Overshot</u>
216.200,52 €	135.139,50 €	81.061,02 €

BESLUIT :

een gunstig advies te verlenen aan de rekening over het dienstjaar 2012 van de Kerkfabriek Sint Servatius.

SP 16.- Fabrique d'Eglise Sainte Thérèse d'Avila – Compte 2012- Aviser favorablement -- Kerkfabriek van Sint Theresa van Avila – Rekening 2012- Gunstig adviseren

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004,
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;
Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;
Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi

spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu le compte de l'exercice 2012 de la Fabrique d'Eglise de Sainte Thérèse d'Avila, Attendu que ce compte a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédent</u>
23.234,79 €	15.267,82 €	7.966,97 €

D E C I D E :

d'aviser favorablement le compte de l'exercice 2012 de la Fabrique d'Eglise de Sainte Thérèse d'Avila.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, gewijzigd per ordonnantie van

de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004,

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen

Gelet op de rekening over het dienstjaar 2012 van de Kerkfabriek van de Sint Theresia van Avila

Overwegende dat deze rekening als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Overschot</u>
23.234,79 €	15.267,82 €	7.966,97 €

B E S L U I T :

een gunstig advies te verlenen aan de rekening over het dienstjaar 2012 van de Kerkfabriek van Sint Theresia van Avila.

SP 17.- Fabrique d'Eglise Sainte Elisabeth – Compte 2012 - Aviser favorablement --- Kerkfabriek van Heilige Elizabeth – Rekening 2012 - Gunstig adviseren

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). --- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu le compte de l'exercice 2012 de la Fabrique d'Eglise Sainte Elisabeth,

Attendu que ce compte a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédent</u>
33.698,41 €	32.511,18 €	1187, 23 €

De petits dépassements de crédits sont à constater et selon les préceptes budgétaires, l'administration fabricienne aurait dû introduire une modification budgétaire – remarque en a été faite à la Fabrique d'Eglise - certaines dépenses prévues n'ont pas été réalisées et l'une compensant l'autre, l'administration fabricienne présente un solde négatif.

D E C I D E :

d'aviser favorablement le compte de l'exercice 2012 de la Fabrique d'Eglise Sainte Elisabeth.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004,

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediens ten ;
Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;
Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen
krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse
bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;
Gelet op de rekening over het dienstjaar 2012 van de Kerkfabriek van Heilige
Elizabeth

Overwegende dat deze rekening als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Batig saldo</u>
33.698,41 €	32.511,18 €	1187, 23 €

Kleine kredietoverschrijdingen zijn vast te stellen en volgens de
begrotingsvoorschriften had het kerkbestuur begrotingswijzigingen moeten
indienen – een opmerking werd erover aan de Kerkfabriek gemaakt - maar
sommige voorziene uitgaven werden niet uitgevoerd en het ene compenseert het
andere, het kerkbestuur stelt negatieve saldo

B E S L U I T :

een gunstig advies te verlenen aan de rekening over het dienstjaar 2012 van de
Kerkfabriek van Heilige Elizabeth.

* * * *

**Madame Onkelinx, Monsieur Özkara, Monsieur Dönmez et Monsieur
Kökten quittent la séance -- Mevrouw Onkelinx, de heer Özkara, de
heer Dönmez en de heer Kökten verlaten de vergadering**

* * * *

SP 18.- Règlement général sur les outils de travail mis à disposition des membres du Collège - Modifications -- Algemeen reglement op de werkinstrumenten die ter beschikking gesteld wordt aan de leden van het College - Wijzigingen

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 32 voix contre 0 et 10 abstention(s). -- Besloten, met 32 stem(men)
tegen 0 en 10 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 0 et 10 abstention(s).

Vu l'ordonnance du 12 janvier 2006 sur la transparence des rémunérations et
avantages des mandataires publics bruxellois, et plus particulièrement son article
10, deuxième alinéa ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Les membres du conseil communal ne bénéficient ni d'avantage de
quelque nature que ce soit, ni de frais de représentation à charge de la commune.
Les membres du Collège des Bourgmestres et Echevins ne bénéficient pas
d'avantage de quelque nature que ce soit. Ils ne bénéficient d'aucune allocation
forfaitaire destinée à couvrir leur frais de représentation. Toutefois, ces frais, dont
le montant maximum est fixé par le Conseil Communal lors de l'adoption du budget
à l'article 101/123-BG-16/01, leur sont remboursés moyennant justificatif(s).

Article 2 : Il est mis à la disposition des Bourgmestres et Echevins les outils de
travail suivants :

- a) un cabinet de travail équipé, outre les meubles meublants, le matériel de bureau
courant en ce compris un téléphone fixe ;
- b) un forfait compensant leurs frais de déplacement professionnel calculé
conformément à la décision du conseil communal du 21 mai 2003 ;
- c) un appareil portable de téléphonie et/ou de communication électronique dont
l'abonnement et les communications sont prises en charge par la commune *selon
les modalités fixées à l'article 3.*
- d) un ordinateur portable *et/ou un dispositif de communication électronique mobile
permettant de se connecter aux données communales depuis le cabinet de travail
ou, de façon sécurisée, depuis un réseau privé externe.*
- e) un véhicule communal avec chauffeur sur demande et selon les disponibilités
pour les besoins de service.
- f) des enveloppes, papier à lettre en ce compris les frais d'envoi, pour le courrier
non-administratif envoyés en qualité de membre du Collège, à concurrence des

crédits inscrits à l'occasion du vote du budget

Il est loisible, pour les membres du Collège, d'utiliser leurs appareils portables ou dispositif de communication électronique mobile personnels en lieu et place de ceux prévus au points c) et d). En ce cas, les conditions d'abonnement et de prise en charge des frais de communication restent régies par les dispositions de l'article 3 ci-après.

Article 3:

Afin de permettre les communications téléphoniques et de données entre les appareils visés à l'article 2 c) et d), la commune souscrira un ou plusieurs abonnements de type « split billing » auprès de l'opérateur désigné par ses soins. Le Collège fixera le montant forfaitaire d'intervention.

Article 4 : Conformément à l'article 12 de la nouvelle loi communale, les conseillers communaux perçoivent un jeton de présence lorsqu'ils assistent aux réunions du conseil communal et aux réunions des commissions dont ils sont membres, calculé comme suit :

-100 euro pour l'assistance aux réunions du Conseil Communal répartis à raison de 70 euro pour la participation au vote nominal en fin de séance publique et 30 euro pour le comité secret moyennant signature d'une liste de présence par le conseiller communal.

- 50 euro pour l'assistance aux réunions des commissions dont ils sont membres

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en).

Gelet op de ordonnantie dd 12 januari 2006 betreffende de transparantie van de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen, en in het bijzonder zijn artikel 10, tweede alinéa;

BESLUIT :

Artikel 1 : De leden van de gemeenteraad genieten noch van voordelen, in welke vorm dan ook, noch van representatiekosten ten laste van de gemeente.

De leden van het College van Burgemeester en Schepenen genieten niet van voordelen, in welke vorm dan ook. Zij genieten ook niet van een forfaitaire vergoeding die als doel heeft hun voordrachtkosten te dekken. Niettegenstaande, worden kosten, waarvan het maximum bedrag vastgesteld wordt door de gemeenteraad tijdens de stemming op de begroting en meer bepaald door de stemming op artikel 101/123-BG-16/01, mits bewijsstukken, terugbetaald.

Artikel 2 : Volgende werkmiddelen worden ter beschikking gesteld van de Burgemeester en de Schepenen :

- a) een uitgerust werkkabinet, waartoe ook, samen met het meubilair, het gewone bureaumateriaal en een vaste telefoon behoren
- b) een forfaitair bedrag teneinde de kosten, ten gevolge van hun verplaatsingen binnen het uitoefenen van hun werk, te vergoeden, en dit conform een raadsbesluit van 21 mei 2003
- c) een draagbare telefoon en/of elektronisch communicatietoestel waarvan het abonnement en de communicatiekosten ten laste vallen van de gemeente volgens de in artikel 3 bepaalde modaliteiten .
- d) een draagbare computer en/of een draagbaar elektronisch communicatietoestel waarmee het mogelijk is zich in te loggen op de gegevens van de gemeente vanuit het werkkabinet of , op een beveiligde manier , vanuit een extern privé netwerk.
- e) een gemeentevervoertuig met bestuurder op aanvraag en volgens de beschikbaarheid en de behoefte van de dienst
- f) omslagen, briefpapier en daarbij de verzendkosten voor de niet administratieve zendingen die verstuurd worden in naam van het College, en indien zij het ingeschreven krediet dat goedgekeurd werd tijdens de stemming van de begroting, niet overschrijden

De leden van het college hebben de keuze hun persoonlijke draagbare toestellen of draagbaar elektronisch communicatietoestel te gebruiken in plaats van deze voorzien onder c) en d) . In dat geval worden de abonnementsvoorwaarden en de terugbetalingen van de communicatiekosten geregeld zoals bepaald in artikel 3.

Artikel 3 : Teneinde het telefonisch verkeer en de uitwisseling van gegevens tussen de onder artikel 2 c) en d) bedoelde apparaten mogelijk te maken zal de gemeente een of meerdere abonnements onderschrijven van het type "split-billing" bij een door haar aangewezen operator. Het college zal een forfaitair bedrag voor de tussenkomst vastleggen .

Artikel 4 : Conform artikel 12 van de nieuwe gemeentewet, ontvangen de gemeenteraadsleden presentiegelden wanneer zij deelnemen aan gemeenteraad- en commissievergaderingen waarvan zij lid zijn. Deze gelden worden als volgt berekend :

- 100 € pour het bijwonen van een raadsvergadering verdeeld als volgt : 70 € voor de deelname aan de hoofdelijke stemming op het einde van de openbare vergadering en 30 € voor de besloten vergadering mits de presentielijst getekend wordt door het gemeenteraadslid
- 50 € voor de deelneming aan de commissies waarvan zij lid zijn.

DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE -==- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING

Subventions et partenariats -==- Subsidies en partnerships

SP 19.- Subsidies pour les infrastructures communales consacrées aux crèches (Arrêté 2007) - Projet de construction de la crèche Lyra -> Approbation du dossier modificatif -==- Toelagen voor gemeentelijke infrastructures bestemd voor kinderdagverblijven (Besluit 2007)- Ontwerp voor de bouw van het kinderdagverblijf Lyra - Goedkeuring van het gewijzigde dossier

Monsieur De Herde expose le point.

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -==- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juin 2007 concernant la rénovation d'infrastructures communales consacrées aux crèches ;
 Considérant qu'une demande de subvention a été introduite pour l'aménagement de la crèche Lyra, dont l'implantation était initialement prévue avenue Plasky ;
 Considérant qu'un octroi de subsides a été obtenu pour un montant de 500.000,00 € le 31/07/2008 ;

Considérant que les deux permis d'urbanisme ont été annulés par le Conseil d'Etat, respectivement les 09/03/2009 et 13/10/2011 ;

Considérant qu'une autre implantation a été recherchée dans le même secteur et que le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé, en sa séance du 08/11/2011, la délocalisation du projet de la crèche LYRA vers le terrain communal situé avenue Charbo (adresse exacte à 26 rue Marcel Marien - ancien lot 31 du site Dailly) ;

Vu le courrier du 12 juin 2012 par lequel le Collège sollicite le maintien de la subvention octroyée et l'autorisation de relocaliser la crèche Lyra à l'avenue Charbo ;

Vu la délibération du conseil communal du 27 juin 2012 par laquelle il a approuvé le mode de passation et les conditions du marché de services visant à confier au secteur privé une mission complète d'architectes en vue de la construction, avenue Charbo, d'une crèche de 48 lits, selon le standard passif ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 décembre 2012 désignant le bureau d'études adjudicataire ;

Vu le courrier du 8 janvier 2013 par lequel M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale marque son accord sur le transfert de la subvention et sollicite l'introduction d'un dossier modificatif incluant une délibération du conseil communal ;

Vu l'avant-projet introduit par le bureau d'études, correspondant au dossier à introduire pour la demande de permis d'urbanisme comprenant les plans, le devis estimatif et un dossier technique ;

DECIDE

1. D'approuver l'avant-projet relatif à l'implantation d'une crèche de 48 lits avenue Charbo, comprenant le plan d'implantation, les plans d'élévation des façades, le devis estimatif et un dossier technique
2. D'approuver la modification de l'implantation concernée par la demande de subsides pour la crèche Lyra, désormais prévue avenue Charbo (26 rue Marcel Marien).

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 7 juni 2007 betreffende de renovatie van gemeentelijke infrastructuur bestemd voor kinderdagverblijven;

Overwegende dat een subsidieaanvraag werd ingediend voor de inrichting van het kinderdagverblijf Lyra, waarvan de inplanting oorspronkelijk was voorzien in de Plaskyiaan;

Overwegende dat op 31/07/2008 de toekenning van toelagen werd bekomen voor een bedrag van 500.000,00 € ;

Overwegende dat de twee stedenbouwkundige vergunningen respectievelijk op 09/03/2009 en 13/10/2011 door de Raad van State werden vernietigd;

Overwegende dat een andere vestigingsplaats werd gezocht in dezelfde buurt en het College van Burgemeester en Schepenen, in zitting van 08/11/2011, de verplaatsing van het project betreffende het kinderdagverblijf LYRA goedkeurde naar het gemeenteterrein gelegen Charbolaan (exact adres à 26 Marcel Marienstraat – de vroegere kavel 31 van de Dailly-site);

Gelet op de brief van 12 juni 2012 bij welke het College het behoud vraagt van de toegekende toelage en de toelating om het kinderdagverblijf Lyra te verplaatsen naar de Charbolaan ;

Gelet op het raadsbesluit van 27 juni 2012 houdende goedkeuring van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht van diensten om aan de privésector een volledige architectenopdracht toe te vertrouwen met het oog op de bouw, volgens de passiefstandaard, van een crèche met 48 bedden, in de Charbolaan;

Gelet op het Collegebesluit van 28 december 2012 houdende aanduiding van het studiebureau als aannemer voor deze opdracht;

Gelet op de brief van 8 januari 2013 waarbij de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de overdracht van de toelage goedkeurt en de indiening vraagt van een wijzigend dossier omvattende een gemeenteraadsbesluit;

Gelet op het voorontwerp ingediend door het studiebureau, dat overeenstemt met het dossier dat moet worden ingediend voor de aanvraag van de stedenbouwkundige vergunning, omvattende de plannen, de kostenraming en een technisch dossier;

BESLUIT

1. Het voorontwerp goed te keuren betreffende de inplanting van een kinderdagverblijf van 48 bedden op de Charbolaan, omvattende het inplantingsplan, de vooraanzichten van de gevels, de kostenraming en een technisch dossier;
2. De gewijzigde inplanting goed te keuren van de desbetreffende subsidieaanvraag voor het kinderdagverblijf, die vanaf nu wordt voorzien in de Charbolaan.

SERVICES GÉNÉRAUX -== ALGEMENE ZAKEN

Police administrative -== Administratieve politie

SP 20.- Motion visant à permettre aux autorités communales de contingerter, sous condition, la prolifération des bingos sur leur territoire -== Motie met het oog de gemeentebesturen toe te laten de wildgroei van bingos op hun territorium, onder voorwaarden, te contingerteren

Monsieur le Bourgmestre expose.

Monsieur Goldstein, Monsieur Echouel, Madame Lorenzino, Monsieur Bernard interviennent.

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 33 voix contre 0 et 9 abstention(s). -== Besloten, met 33 stem(men) tegen 0 en 9 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 33 voix contre 0 et 9 abstention(s).

Considérant,

- La loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ;

- Le nombre élevé de bingos présents sur le territoire de Schaerbeek ;
- Que Schaerbeek a récemment connu une multiplication d'incidents liés à l'exploitation de bingos (perte de contrôle de clients ayant joué leurs revenus et trouble de l'ordre public aux abords d'établissements exploitant des jeux de hasard) ;
- La prolifération de cafés qui ne tirent leur rentabilité que des jeux de hasard et donc de l'exploitation de la pauvreté ;
- Que les bingos se concentrent dans les communes les plus pauvres de la Région (cf. tableau en annexe). Ceci permet de conclure que les bingos représentent une forme d'exploitation de la pauvreté ;
- Le lien entre le nombre de bingos par habitant et le revenu moyen par habitant en Région bruxelloise (le coefficient de corrélation est de -0.78[1]) ;
- Qu'il est souhaitable de limiter cette forme d'exploitation de la pauvreté et de permettre aux autorités communales confrontées à cette problématique de prendre des mesures de contingentement du nombre de bingos présents sur leur territoire.

Le Conseil,

- S'insurge contre le fait que la loi n'attribue pas aux communes le pouvoir de continger le nombre de bingos sur leur territoire ;
- Demande au Collège d'interpeller les autorités fédérales quant à la nécessité de revoir la loi du 7 mai 1999 afin que les autorités communales puissent, sous certaines conditions, et en le motivant spécialement, soit limiter le nombre de jeux de hasard à un jeu maximum par établissement soit instaurer un nombre maximum de bingos sur leur territoire.

[1] Théoriquement, on considère qu'en deçà de -0,50 les variables sont fortement – et négativement – corrélées.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 33 stem(men) tegen 0 en 9 onthouding(en).

Overwegende,

- De wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de weddenschappen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers ;
- Het hoge aantal van bingo's aanwezig op het grondgebied van Schaerbeek;
- Dat Schaerbeek onlangs een verhoging van incidenten in verband met het gebruik van bingo's heeft gekend (verlies van controle van klanten die hun inkomsten hadden verspeeld en verstoring van de openbare orde in de omgeving van de bars die kansspelen beheren);
- De proliferatie van bars die hun rentabiliteit slechts uit de kansspelen en dus uit de uitbuiting van de armoede halen;
- Dat bingo's geconcentreerd zijn in de armste gemeenten van het Gewest (zie tabel in bijlage). Men kan dus besluiten dat bingo's een vorm van uitbuiting van de armoede zijn;
- Het verband tussen het aantal bingo's per inwoner en het gemiddelde inkomen per inwoner in het Brussels Gewest (de correlatiecoëfficiënt bedraagt -0.78[1]);
- Dat het wenselijk is om deze vorm van uitbuiting van de armoede te beperken en om de gemeentebesturen, die met deze problematiek worden geconfronteerd, toe te laten om contingentieringsmaatregelen tegen het aantal bingo's aanwezig op hun grondgebied te treffen.

De Raad,

- Verzet zich tegen het feit dat de wet de mogelijkheid aan de gemeenten niet toekent om het aantal bingo's op hun grondgebied te contingeren;
- Vraagt aan het College om de federale overheid te interpellieren over de noodzaak om de wet van 7 mei 1999 te herzien opdat de gemeentebesturen, onder bepaalde voorwaarden, en met uitdrukkelijke motivatie, ofwel het aantal kansspelen kunnen beperken tot een maximumspel per instelling ofwel een maximumaantal van bingo's op hun grondgebied kunnen instellen.

[1] In theorie, is men van mening dat onder -0,50 de variabele sterk – en negatief – gecorreleerd zijn

Gestion immobilière technique ==- Technisch vastgoedbeheer
SP 21.- Contrat de quartier durable "Coteaux-Josaphat" - Acquisition pour cause d'utilité publique du bien sis rue L'Olivier, 78 ==- Duurzaam wijkcontract "Wijnheuvelen - Josafat" - Aankoop ten algemene nutte van het pand gelegen L'Olivierstraat, 78

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). ==- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu l'ordonnance du 07.10.1993 relative à la revitalisation des quartiers

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers, modifié par l'arrêté du Gouvernement de Bruxelles-Capitale du 30 mai 1996

Vu la décision du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 02.12.2010 d'octroyer à Schaerbeek le contrat de quartier durable « Coteaux-Josaphat »

Vu le programme du Contrat de Quartier durable « Coteaux-Josaphat » adopté le 26.10.2011 par le Conseil communal

Vu l'estimation du Receveur de l'Enregistrement du 23.10.2012

Vu l'estimation du Receveur de l'Enregistrement du 21.03.2013 (après incendie)

Considérant que le propriétaire est décédé sans héritier et qu'une procédure de désignation d'un curateur auprès du tribunal de première instance est en cours

Vu le projet de délibération adopté par le Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 02.04.2013

Considérant qu'il y a lieu de faire droit à cette décision ;

DECIDE :

1. D'approuver l'acquisition pour cause d'utilité publique du bien sis rue L'Olivier, 78 (cadastré ou l'ayant été 6ème Division - Section D nr 351 Y 7) d'une superficie de 65ca pour un montant de 90.000 € dans le cadre du Contrat de quartier durable "Coteaux-Josaphat"
2. Imputer la dépense à l'article 922/712-CQ-06/08 de 2013 (Financement à 90% par le Contrat de quartier)

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de ordonnantie van 07.10.1993 houdende revitalisatie der wijken

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03.02.1994

houdende uitvoering van de ordonnantie van 07.10.1993 houdende de revitalisatie der wijken, gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30.05.1996

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 02.12.2010 een

duurzaam wijkcontract "Wijnheuvelen-Josafat" aan Schaerbeek toe te zeggen

Gelet op het programma van het Duurzaam wijkcontract "Wijnheuvelen - Josafat" dat op 26.10.2011 door de Gemeenteraad goedgekeurd werd

Gelet op het schattingsverslag van de Ontvanger der Registratie dd. 23.10.2012

Gelet op het schattingsverslag van de Ontvanger der registratie dd. 21.03.2013 (na de brand)

Overwegende dat de eigenaar zonder erfgenaam is gestorven en dat een aanstelling van een curator voor de Rechtbank van eerste Aanleg heden in behandeling is

Gelet op het ontwerp van de beraadslaging aangenomen door het College van Burgemeester en Schepenen dd. 02.04.2013

Overwegende dat het betaamt gevolg geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT:

1. akkoord te gaan met de aankoop ten algemene nutte, van het pand gelegen L'Olivierstraat, 78 (gekadastreerd of geweest zijnde 6de Afdeling Sectie D nr 351 Y 7) met een oppervlakte van 65 ca voor een bedrag van 90.000 € in het raam van het duurzaam wijkcontract "Wijnheuvelen-Josafat"
2. de uitgave op begrotingsartikel 922/712-CQ-06/08 van 2013 (financiering voor 90% door het Wijkcontract) te boeken

**SP 22.- Rez-de-chaussée sis avenue Zola, 21 - Avenant au contrat de bail -
=- Gelijkvloers gelegen Zolalaan, 21 - Aanhangsel aan het huurcontract
(voir annexes - zie bijlage)**

DÉCISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -=- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu sa délibération du 27.10.2010 adoptant le contrat de bail pour le rez-de-

chaussée sis avenue Zola, 21 dans le cadre des activités du service Prévention

Vu sa délibération du 04.05.2011 approuvant la convention d'occupation du n°21,

avenue Zola par l'asbl Créactions dans le cadre d'un projet de cohésion sociale

Vu la décision du propriétaire d'augmenter le forfait des charges (eau, gaz,

électricité) de 100 à 130 euro/mois

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16.04.2013 approuvant

l'avenant

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision

DECIDE :

1. D'adopter l'avenant au contrat de bail (augmentation du forfait des charges de 100 € à 130 €/mois), déposé au dossier, pour l'occupation du rez-de-chaussée sis avenue Zola, 21
2. Imputer cette dépense à l'article 842/126 IN 01/55

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op haar beraadslaging dd. 27.10.2010 het huurcontract voor het gelijkvloers

gelegen Zolalaan, 21 in het raam van de activiteiten dans de dienst Preventie

goedkeurend

Gelet op haar beraadslaging dd. 04.05.2011 de bezettingsovereenkomst van het nr

21, Zolalaan door de vzw Créactions in het raam van een project voor sociale

cohesie

Gelet op de beslissing van de eigenaar de forfaitaire lasten (water, gas,

elektriciteit) van 100 € naar 130 €/maand te verhogen

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd.

16.04.2013 het aanhangsel goedkeurend

Overwegend dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze

beslissing

BESLUIT :

1. Het aanhangsel aan het huurcontract (verhoging van de forfaitaire lasten van 100 € naar 130 €/maand) voor bezetting van het gelijkvloers gelegen Zolalaan, 21
2. Deze uitgave te boeken op artikel 842/126 IN 01/55

INFRASTRUCTURES -=- INFRASTRUCTUUR

Voirie -=- Wegen

SP 23.- Réaménagement de la "place" et de la rue Van Ysendyck - Mode de passation et conditions du marché -=- Heraanleg van "het plein" en de Van Ysendyckstraat - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden

Monsieur Verzin intervient

Monsieur Vanhalewyn répond

DÉCISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -=- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;
 Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;
 Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;
 Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;
 Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;
 Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides, la nature des pièces justificatives et la procédure d'octroi et de liquidation, en application de l'article 21 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 ;
 Vu le projet de Programme Triennal d'Investissement 2013-2015 - Projet n° 01;
 Vu le permis d'urbanisme délivré le 18 avril 2011;
 Vu la prorogation du permis d'urbanisme pour une durée de un an à dater du 18 avril 2013
 Vu le projet dressé par le Bureau d'Etudes Voirie pour le réaménagement de la "place et de la rue Van Ysendyck, cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2013/007;
 Considérant que le coût total des travaux est estimé à 496.550?28€, TVA incluse. Que cette estimation est à majorer conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, pour la révision des prix, l'éventuel dépassement des quantités présumées;
 DECIDE :

- 1) d'approuver le projet relatif aux travaux de le réaménagement de la "place et de la rue Van Ysendyck, comprenant le cahier spécial des charges, les plans, les métrés descriptif, récapitulatif et estimatif et le plan général de sécurité et de santé (PGSS);
- 2) de passer le marché sur base de l'adjudication publique;
- 3) de fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/nfra/2013/007;
- 4) d'approuver le texte de l'avis de marché à publier dans le bulletin des Adjudications énonçant notamment les critères de sélection qualitative des soumissionnaires;
- 5) de s'engager à assurer l'entretien et la gestion du bien concerné suivant le programme d'entretien joint au dossier et portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive des ouvrages, en ce y compris les prévisions financières pour chaque exercice ;
- 6) de s'engager à ne pas aliéner ou modifier l'affectation du bien pendant une période de vingt ans à dater de l'octroi du subside sans en avertir l'autorité subsidiante
- 7) d'imputer la dépense estimée à 550.000€ tvac à l'article 421/735-IN 60 /53 du budget extraordinaire de 2013, tenant compte, conformément à la circulaire régionale du 2 août 2006, de la révision des prix et de l'éventuel dépassement des quantités présumées;
- 8) de solliciter les subsides auprès de la Région de Bruxelles-Capitale, service des Travaux Subsidiés, à concurrence de 90 %;
- 9) de financer la partie non subsidiée au moyen d'un emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet
 Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;
 Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 houdende vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor subsidieaanvragen, van de aard van de bewijsstukken en van de procedures voor toekenning en uitbetaling, overeenkomstig artikel 21 van de ordonnantie van 16 juli 1998;

Gelet op het Driejarig Investeringsprogramma 2013-2015 – Project nr. 01;

Gelet op het ontwerp opgemaakt door het Studiebureau Wegen, voor, de herinrichting van het Van Ysendyckplein en de Van Ysendyckstraat, bijzonder bestek Scha/Infra/2013/007;

Gelet op de stedenbouwkundige vergunning, afgeleverd op 18 april 2011;

Gelet op de verlenging van de stedenbouwkundige vergunning voor een looptijd van één jaar vanaf 18 april 2013;

Overwegende dat de totale kostprijs voor deze werken werd geraamd op 496.550,28€, BTW inbegrepen. Dat deze raming dient te worden verhoogd, in overeenstemming met de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, voor de prijsherziening en de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden;

BESLUIT:

1. het ontwerp goed te keuren betreffende de herinrichting van het Van Ysendyckplein en de Van Ysendyckstraat, omvattende het bijzonder bestek, de plannen, de beschrijvende en samenvattende meetstaten en de kostenraming, evenals het Algemeen Veiligheids- en Gezondheidsplan (AVGP);
2. de opdracht te gunnen op basis van een openbare aanbesteding;
3. de voorwaarden van de opdracht vast te stellen zoals vermeld in het bijzonder bestek Scha/Infra/2013/007;
4. de tekst goed te keuren van het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht, waarin de kwalitatieve selectiecriteria van de inschrijvers vermeld staan;
5. zich ertoe te verbinden om het onderhoud en het beheer te verzekeren van het goed in kwestie volgens het bij het dossier gevoegde onderhoudsprogramma, gedurende de vijf jaren die volgen op de definitieve oplevering der werken, met inbegrip van de financiële prognoses voor elk boekjaar;
6. zich ertoe te verbinden noch het goed te vervreemden, noch de bestemming ervan te wijzigen gedurende een periode van 20 jaar, te rekenen vanaf de datum van de toekenning van de toelage, zonder de subsidiërende overheid hiervan op voorhand ingelicht te hebben;
7. de uitgave, geraamd op 550.000,- €, aan te rekenen op artikel 421/735-IN 60/53 van de buitengewone begroting over 2013, rekening houdend, in overeenstemming met de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006, met de prijsherziening en de eventuele overschrijding van de vermoedelijke hoeveelheden;
8. de subsidieaanvraag in te dienen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Dienst Gesubsidiëerde Werken (90%);
9. de kosten van het niet gesubsidiëerde deel te financieren met een lening;

SP 24.- Signalisation horizontale - Marquages routiers aux produits thermoplastiques ==- Horizontale signalisatie - Wegmarkeringen door middel van thermoplastische producten

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 32 voix contre 0 et 10 abstention(s). ==- Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 0 et 10 abstention(s).

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993- en particulier son article 17 § 2, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la

nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Considérant qu'il y a lieu de lancer un appel à la concurrence en vue de la désignation d'un adjudicataire pour les marquages routiers aux produits thermoplastiques;

Vu la décision du 16 avril 2013 par laquelle le Collège des Bourgmestres et Echevins décide :

1. d'arrêter le mode de passation du marché de travaux : procédure négociée sans publicité, après consultation d'au moins trois firmes spécialisées ;
2. de fixer les conditions du marché, telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2013/008;
3. d'imputer la dépense estimée à 80.000,- € à l'article 421/735-IN-60/53 du budget extraordinaire de 2013;
4. de financer la dépense par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION:

de la décision précitée du Collège des Bourgmestres et Echevins du 16 avril 2013.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en).

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17, §2 – 1° a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 – inzonderheid zijn artikel 27- tot wijziging van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het past een oproep tot mededinging uit te schrijven voor de aanduiding van een aannemer voor het aanbrengen van de wegmarkeringen door middel van thermoplastische producten;

Gelet op de beslissing van 16 april 2013 waarbij het College van Burgemeester en Schepenen beslist:

1. de wijze van gunnen van de werkenopdracht goed te keuren: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van minstens drie gespecialiseerde firma's
2. De voorwaarden van de opdracht vast te stellen, zoals vermeld in het bijzonder bestek nr Scha/Infra/2013/008;
3. de uitgave geraamd op 80.000,- € aan te rekenen op artikel 421/735-IN-60/53 van de buitengewone begroting over 2013;
4. de uitgave te financieren met een lening;

NEEMT VOOR INFORMATIE :

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013.

SP 25.- Entretien des chaussées - Remise en état des revêtements hydrocarbonés - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- Onderhoud der wegen - Herstelling van de koolwaterstofhoudende bekledingen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 – en particulier son article 17 § 2, 2°, b) relative aux

marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu sa décision du 30 mars 2011 par laquelle il fixe les conditions du marché relatif à l'entretien des chaussées et à la remise en état des revêtements hydrocarbonés et choisit l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;

Vu la lettre du 1^{er} juin 2011 par laquelle le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale nous signale que la délibération du Conseil communal du 30 mars 2011 est devenue exécutoire par expiration du délai;

Vu la décision du collège du 11 octobre 2011 par laquelle il désigne l'adjudicataire pour l'exécution des travaux d'entretien des chaussées et de remise en état de revêtements hydrocarbonés, conformément aux conditions du cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/010 et de son offre du 1^{er} septembre 2011 au montant de 704.503,07 € (adjudication publique du 1^{er} septembre 2011) ;

Considérant que le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/010 prévoyait la possibilité de répéter le présent marché, conformément à l'article 17 § 2, 2°, b) de la loi du 24 décembre 1993, lequel précise que « des travaux ou services nouveaux consistant dans la répétition d'ouvrages ou services similaires sont attribués à l'adjudicataire d'un premier marché par le même pouvoir adjudicateur, à condition que ces travaux ou services soient conformes à un projet de base et que ce projet ait fait l'objet d'un premier marché passé par adjudication ou sur appel d'offres»;

Vu sa décision du 27 juin 2012 par laquelle il reconduit le marché 2012 avec l'adjudicataire désigné suite à l'adjudication publique du 1^{er} septembre 2011;

Vu le courrier adressé en date du 14 mars 2013 à l'adjudicataire afin de lui demander s'il accepte de reconduire le marché 2013 aux conditions de son offre du 1^{er} septembre 2011 et moyennant l'application de la révision des prix ;

Vu la lettre du 29 mars 2013 par laquelle celui-ci a marqué son accord sur la reconduction du marché ;

Considérant que le montant maximum des travaux commandés sera inférieur ou égal à 550.000 €, tva incluse ;

DECIDE,

1. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché 2013 relatif à l'entretien des chaussées – remise en état des revêtements hydrocarbonés, procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 17 § 2, 2° b) de la loi du 24 décembre 1993 (ouvrages répétés), aux conditions du cahier spécial des charges joint Scha/Infra/2011/010 et de son offre du 1^{er} septembre 2011, moyennant l'application de la révision des prix;
2. d'imputer la dépense, estimée à 550.000 €, tvac, à l'article 421/735 IN-60/53 du budget extraordinaire de 2013;
3. de financer les débours par un emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 2°, b) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten; zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken; zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken; zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van 30 maart 2011 waarbij hij de voorwaarden voor de opdracht betreffende het onderhoud van de wegen en de herstelling van de koolwaterstofhoudende bekledingen vastlegt en de openbare aanbesteding kiest als gunningswijze voor de opdracht.

Gelet op de brief van 01 juni 2011 waarbij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ons meedeelt dat het besluit van de gemeenteraad van 30

maart 2011 is uitvoerbaar geworden door het verrijken van de termijn. Gelet op de beslissing van het College van 11 oktober 2011 waarbij de aannemer aangeduid wordt voor het onderhoud van de wegen en de herstelling van de koolwaterstofhoudende bekledingen, overeenkomstig de voorwaarden van het bestek Scha/Infra/2011/010 en zijn offerte van 1 september 2011 ten belope van 704.503,07 € (openbare aanbesteding van 1 september 2011). Overwegende dat het bestek Scha/Infra/2011/010 de mogelijkheid voorziet om deze overeenkomst te hernieuwen, in overeenstemming met artikel 17§2,2°,b) van de wet van 24 december 1993, dat preciseert dat: « nieuwe werken of diensten, bestaande uit de herhaling van soortgelijke werken of diensten, aan de aannemer die de eerste opdracht kreeg, dienen toegewezen te worden door dezelfde aanbestedende overheid, op voorwaarde dat deze werken of diensten overeenstemmen met een basisontwerp en dat dit ontwerp het voorwerp uitmaakte van een eerste opdracht, gegund na aanbesteding of offerteaanvraag » Gelet op het raadsbesluit van 27 juni 2012 bij hetwelk hij de opdracht van 2012 hernieuwt met de aannemer aangeduid naar aanleiding van de openbare aanbesteding van 1er september 2011;

Gelet op de brief, op datum van 14 maart 2013, gericht aan de aannemer waarbij hem gevraagd wordt of hij de opdracht in 2013 wil verderzetten aan de voorwaarden van zijn offerte van 1 september 2011 en met toepassing van de prijssherziening.

Gelet op de brief van 29 maart 2013 waarbij hij zich akkoord verklaart om de overeenkomst verder te zetten.

Overwegende dat het maximum bedrag van de bestelde werken lager of gelijk is aan 550.000 €, btw inbegrepen;

BESLUIT:

1. de wijze van gunnen en de voorwaarden van de opdracht 2013, betreffende het onderhoud van de wegen en de herstelling van de koolwaterstofhoudende bekledingen, toe te wijzen aan de firma aangeduid in 2011, via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17 §2, 2°, b) van de wet van 24 december 1993 (herhaalde werken), aan de voorwaarden van het bijgevoegde bestek Scha/Infra/2011/010 en zijn offerte van 1 september 2011, met toepassing van de prijssherziening.
2. de uitgave, geraamd op 550.000,- €, btw inbegrepen, aan te rekenen op artikel 421/735-IN-60/53 van de buitengewone begroting over 2013;
3. de kosten te financieren met een lening.

SP 26.- Réalisation de divers aménagements de voirie - Création de plateaux, placement de ralentisseurs de vitesse, d'oreilles de trottoirs, d'aménagements pour les personnes à mobilité réduite et raccordement d'avaloirs à l'égout public --- Verwezenlijking van verscheidene weginrichtingen - Inrichting van plateaus, verkeersdrempels, voetpadoren, inrichtingen voor personen met beperkte mobiliteit en aansluiting van straatkolken op de openbare riolering

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). --- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 24 décembre 1993 – en particulier son article 17 § 2, 2°,b) relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;
Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;
Vu sa décision du 30 mars 2011 par laquelle il fixe les conditions du marché relatif à la réalisation de divers aménagements de voirie et choisit l'adjudication publique comme mode de passation du marché;

Vu la lettre du 26 mai 2011 par laquelle le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale nous signale que la délibération du Conseil communal du 30 mars 2011 est devenue exécutoire par expiration du délai;

Vu la décision du collège du 08 novembre 2011 par laquelle il désigne l'adjudicataire pour la réalisation de divers aménagements de voirie, conformément aux conditions du cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/002 et de son offre du 1^{er} septembre 2011 au montant de 236.765,15 € (adjudication publique du 1^{er} septembre 2011);

Considérant que le cahier spécial des charges Scha/Infra/2011/002 prévoyait la possibilité de répéter le présent marché, conformément à l'article 17 § 2, 2^o, b) de la loi du 24 décembre 1993, lequel précise que "des travaux ou services nouveaux consistant dans la répétition d'ouvrages ou services similaires sont attribués à l'adjudicataire d'un premier marché par le même pouvoir adjudicateur, à condition que ces travaux ou services soient conformes à un projet de base et que ce projet ait fait l'objet d'un premier marché passé par adjudication ou sur appel d'offres";

Vu sa décision du 27 juin 2012 par laquelle il reconduit le marché 2012 avec l'adjudicataire désigné suite à l'adjudication publique du 1^{er} septembre 2011;

Vu le courrier adressé en date du 14 mars 2013 à l'adjudicataire afin de lui demander s'il accepte de reconduire le marché 2013 aux conditions de son offre du 1^{er} septembre 2011 et moyennant l'application de la révision des prix ;

Vu la lettre du 08 avril 2013 par laquelle celui-ci a marqué son accord sur la reconduction du marché ;

Considérant que le montant maximum des travaux commandés sera inférieur ou égal à 600.000 €, tva incluse ;

DECIDE,

1. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché 2013 relatif à la réalisation d'aménagements divers en voirie, procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 17 § 2, 2^o b) de la loi du 24 décembre 1993 (ouvrages répétés), aux conditions du cahier spécial des charges joint Scha/Infra/2011/002 et de son offre du 1^{er} septembre 2011, moyennant l'application de la révision des prix;
2. d'imputer la dépense, estimée à 600.000 €, tvac, à l'article 421/735-IN 60/53 du budget extraordinaire de 2013;
3. de financer les débours par un emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 2^o, b) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals ze tot op heden gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd.

Gelet op het besluit van 30 maart 2011 waarbij hij de voorwaarden voor de opdracht betreffende de diverse aanleggingen van wegen vastlegt en de openbare aanbesteding kiest als gunningswijze voor de opdracht.

Gelet op de brief van 26 mei 2011 waarbij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ons meedeelt dat het besluit van de gemeenteraad van 30 maart 2011 is uitvoerbaar geworden door het verrijken van de termijn.

Gelet op de beslissing van het College van 08 november 2011 waarbij de aannemer aangeduid wordt voor de realisatie van diverse heraanleggingen van wegen, overeenkomstig de voorwaarden van het bestek Scha/Infra/2011/002 en zijn offerte van 1 september 2011 ten belope van 236.765,15 € (openbare aanbesteding van 1 september 2011).

Overwegende dat het bestek Scha/Infra/2011/002 de mogelijkheid voorzag om deze overeenkomst te hernieuwen, in overeenstemming met artikel 17§2,2^o,b) van de wet van 24 december 1993, dat preciseert dat: « nieuwe werken of diensten, bestaande uit de herhaling van soortgelijke werken of diensten, aan de aannemer die de eerste opdracht kreeg, dienen toegewezen te worden door dezelfde aanbestedende overheid, op voorwaarde dat deze werken of diensten overeenstemmen met een basisontwerp en dat dit ontwerp het voorwerp uitmaakte van een eerste opdracht, gegund na aanbesteding of offerteaanvraag »

Gelet op het raadsbesluit van 27 juni 2012 bij hetwelk hij de opdracht van 2012 hernieuwt met de aannemer aangeduid naar aanleiding van de openbare aanbesteding van 1er september 2011;
 Gelet op de brief, op datum van 14 maart 2013, gericht aan de aannemer waarbij hem gevraagd wordt of hij de opdracht in 2013 wil verderzetten aan de voorwaarden van zijn offerte van 1 september 2011 en met toepassing van de prijsherziening.
 Gelet op de brief van 08 april 2013 waarbij hij zich akkoord verklaart om de overeenkomst verder te zetten.
 Overwegende dat het maximum bedrag van de bestelde werken lager of gelijk is aan 600.000 €, btw inbegrepen;

BESLUIT:

1. de wijze van gunnen en de voorwaarden van de opdracht 2013, betreffende de realisatie van diverse heraanleggingen van wegen, toe te wijzen aan de firma aangeduid in 2011, via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 17 §2, 2°, b) van de wet van 24 december 1993 (herhaalde werken), aan de voorwaarden van het bijgevoegde bestek Scha/Infra/2011/002 en zijn offerte van 1 september 2011, met toepassing van de prijsherziening.
2. de uitgave, geraamd op 600.000 €, btw inbegrepen, aan te rekenen op artikel 421/735-IN-60/53 van de buitengewone begroting over 2013;

Rénovation urbaine -- Stedenbouwkundige renovatie
SP 27.- Accroissement du parc de logements de transit. -- Uitbreiding van het park transitwoningen.

Monsieur Gilles intervient.
Monsieur le Bourgmestre répond.

* * * *

Madame Moureaux quitte la séance -- Mevrouw Moureaux verlaat de vergadering.

* * * *

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;
 Vu sa délibération du 30 mai 2012 fixant les modalités de location à Asis de l'immeuble de transit sis 3 rue Waelhem ;
 Considérant qu'il convient d'augmenter le nombre de logements de transit ;
 Que les trois immeubles récemment rénovés ou construits aux angles Aerschot-Liedts 1, Aerschot-Liedts 2 et Aerschot-Rogier 112 conviennent parfaitement à cet usage ;
 Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 17 avril 2013;

DECIDE

1. d'approuver les 3 projets de bail de location, joints au dossier, confiant à ASIS la location de trois immeubles destinés au transit, aux angles Aerschot Liedts 1, Aerschot Liedts 2 et Aerschot Rogier 112 .
2. de fixer les valeurs locatives comme suit :

Adresse	Logement	Etage	Surface	Loyer
Aerschot Liedts 1	Studio	Rez	40,67	217,77 €
	Appartement 1 ch	1er	56,87	304,52 €
	Appartement 3 ch	2e et 3e	106,86	572,20 €
Aerschot Liedts 2	Appartement 1 ch	Rez	49,3	237,62 €
	Appartement 2 ch	1er	66,5	320,52 €
	Appartement 2 ch	2e	66,5	320,52 €
Aerschot-Rogier 112	Appartement 3 ch	Rez & 1er	69,66	650,00 €

	Appartement 2 ch	2e	135,6	426,00 €
			Total	3.049,15 €

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
 Gelet op haar beraadslaging van 30 mei 2012 waarbij de huurmodaliteiten van het transitgebouw gelegen Walhemstraat 3 aan Asis vastgesteld worden;
 Overwegende dat het past het aantal transitwoningen te verhogen;
 Dat de onlangs hernieuwde of bebouwde gebouwen, gelegen op de hoeken Aarschot Liedts 1, Aarschot Liedts 2 et Aarschot Rogier 112 geschikt zijn voor dit gebruik ;
 Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen dd 17 april 2013;
BESLIST

1. de bij het dossier toegevoegde 3 ontwerpen van huurcontract goed te keuren, waarbij aan Asis de huur van 3 gebouwen bestemd voor Transitwoningen gelegen op de hoeken Aarschot Liedts 1, Aarschot Liedts 2 et Aarschot Rogier 112 toevertrouwd is.
2. de huurprijzen als volgt vast te stellen:

Adres	Woning	Verdieping	Oppervlakte	Huurprijs
Aarschot Liedts 1	Studio	Gelijkvloers	40,67	217,77 €
	Appartement 1 kamer	1ste	56,87	304,52 €
	Appartement 3 k.	2de & 3de	106,86	572,20 €
Aarschot Liedts 2	Appartement 1 k.	Gelijkvloers	49,3	237,62 €
	Appartement 2 k.	1ste	66,5	320,52 €
	Appartement 2 k.	2de	66,5	320,52 €
Aarschot-Rogier 112	Appartement 3 kh	Gelijkvloers & 1ste	69,66	650,00 €
	Appartement 2 ch	2de	135,6	426,00 €
			Totaal	3.049,15 €

SP 28.- Contrat de quartier durable Reine Progrès: Etablissement d'un périmètre soumis à droit de préemption ==- Duurzaam wijkcontract Koninigin Vooruitgang: Oprichting van een voorkoopprecht onderhevige perimeter

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). ==- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;
 Vu les articles 1 et 258 à 274 du Code bruxellois de l'aménagement du territoire tels que modifiés par l'Ordonnance du 19 mars 2009 portant modification du titre VII et du titre X du Code bruxellois de l'aménagement du territoire relative au droit de préemption;
 Vu l'Arrêté de Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 11 septembre 2003 relatif au droit de préemption;
 Vu l'Ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine;
 Vu l'arrête de Gouvernement du 27 mai 2010 portant exécution de l'Ordonnance de la revitalisation urbaine;
 Vu l'adoption du programme du contrat de quartier durable Reine Progrès par le conseil communal de Schaerbeek le 24 octobre 2012;
 Vu l'approbation du programme du contrat de quartier Reine Progrès par le Gouvernement Bruxellois en date du 13 décembre 2012;
 Considérant que le Code bruxellois de l'aménagement du territoire permet l'exercice d'un droit de préemption au profit de divers pouvoirs publics; dont le

pouvoir communal ;

Considérant que la revitalisation urbaine constitue une mission de service d'intérêt public qui a pour objectif de restructurer un périmètre urbain de manière à restaurer ses fonctions urbaines, économiques, sociales et environnementales;

Considérant que les objectifs fonciers des contrats de quartier sont de maintenir, accroître et améliorer le logement les infrastructures de proximité et les espaces commerciaux et productifs;

Considérant que le diagnostic du contrat de quartier a établi la nécessité d'intervenir sur différents pôles d'actions et a identifié les parcelles d'intervention;

Considérant que l'acquisition de ces parcelles est une nécessité pour permettre de rencontrer l'objectif de la politique des contrats de quartier durables;

Que ces parcelles sont les suivantes :

- Parcelle 36 B 8 située **rue Gaucheret 197**, Parcelle 36 A 8 située **rue Gaucheret 199**, Parcelle 36 D 17 située **rue Destouvelles 35**, Parcelle 36 E 17 située **rue Destouvelles 37**, Parcelle 35 R 4 située **rue Gaucheret 195**, Parcelle 36 E 26, située **rue Gaucheret 176**. Ces parcelles correspondent aux opérations 01.1, 02.3 et 02.4 du programme du contrat de quartier Reine Progrès. Un projet de reconstruction des immeubles des angles des rues Gaucheret / Destouvelles soufflés ou endommagés à la suite de l'explosion de 2010 serait de nature à ramener de la vie sur ces lieux sinistrés. Un projet de réalisation de logements ou d'équipement de proximité y sera mené.
- Parcelle 69 H 5 située **rue Masui 186**, Parcelle 70 F 6 située **rue Masui 214**, Parcelle 36 Y 25 située **avenue de la Reine 134-144**. Ces parcelles correspondent aux opérations 03.1, 03.2 et 08.4 du programme du contrat de quartier durable Reine Progrès. Ces parcelles sont des espaces stratégiques pour d'une part la réalisation de logements, d'équipements ou d'activités économiques par la reconversion d'entrepôts et de bâtiments à l'abandon en partenariat avec la Société du Développement de la Région Bruxelloise et d'autre part pour poursuivre le redéveloppement urbanistique programmé dans le contrat de quartier durable Masui à Bruxelles autour du parcours vert «lit de la Senne»;
- Parcelle 21 P 6 située **Rue d'Aerschot 104-108**, Parcelle 21R6 située **Rue d'Aerschot 110**, Parcelle 30 D 7 située **rue d'Aerschot 174-176**, Parcelle 22 B 7 **Rue de Quatrecht 38**, Parcelle 19 P 6 **Rue d'Hoogvorst 2-6**, Parcelle 47 W 11 **Rue d'Aerschot 262**. Ces parcelles correspondent aux opérations 08.1, 08.2, 08.3, 08.6 et 08.7 du programme du Contrat de quartier durable Reine Progrès. Ces espaces de grande taille sont des leviers fonciers pour permettre la diversification de l'activité dans cette rue d'Aerschot presque exclusivement affectée à la prostitution et de restaurer les fonctions urbaines, économique, environnementales et économiques variées;
- Parcelle 35 A 13 **Rue Jolly 164**, Parcelle 35 H 12 **Rue Jolly 170-172**. Ces parcelles correspondent aux opérations 02.1 et 02.2 du programme du Contrat de quartier durable Reine Progrès. Ce sont des terrains non bâtis dont la maîtrise foncière permet la réalisation de logements et d'équipements nécessaires au quartier;

Considérant la demande écrite de la commune de Schaerbeek envoyée au Ministre de la politique foncière en date du 13 janvier 2013 sollicitant la fixation par le gouvernement d'un périmètre de préemption sur ces mêmes parcelles pour une durée de 6 ans;

Considérant la décision du collège du 16 avril 2013 d'approuver l'établissement d'un périmètre de préemption sur les opérations immobilières du contrat de quartier durable Reine Progrès;

DECIDE

d'approuver l'établissement d'un périmètre soumis à droit de préemption sur l'ensemble des opérations immobilières figurant au programme du contrat de quartier durable Reine Progrès pour une durée de 6 ans.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de artikelen 1 en 258 tot 274 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, zoals gewijzigd bij Ordonnantie van 19 maart 2009 tot wijziging van titels VII en X van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening inzake voorkeurecht;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 11 september 2003 inzake het voorkeurecht;

Gelet op de Ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de Stedelijke herwaardering;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 2010 houdende uitvoering van de Ordonnantie van de stedelijke herwaardering;
 Gelet op de goedkeuring van het programma van het duurzaam wijkcontract Koningin Vooruitgang door de gemeenteraad van Schaarbeek op 24 oktober 2010;
 Gelet op de goedkeuring van het programma van het wijkcontract Koningin Vooruitgang door de Brusselse Regering op 13 december 2010;
 Overwegende dat het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening de uitoefening toelaat van een voorkeurecht ten voordele van verschillende overheden, waaronder de gemeentelijke;
 Overwegende dat de stedelijke herwaardering een opdracht van diensten vormt van algemeen belang, die streeft naar een herstructurering van een stedelijk gebied om zo zijn stedelijke, economische, sociale en ecologische functies te herstellen;
 Overwegende dat de doelstellingen inzake grondregie van een wijkcontract bestaan in het behouden, uitbreiden en verbeteren van de woongegelegenheid, van buurtinfrastructuren en van bedrijfs- en handelsruimtes;
 Overwegende dat uit de diagnose van het wijkcontract de noodzaak is gebleken om tussen te komen via verschillende actiepelen en dat de percelen waarop kan worden geïntervenieerd werden geïdentificeerd;
 Overwegende dat, om aan de beleidsdoelstelling van duurzame wijkcontracten te voldoen, het noodzakelijk is deze percelen aan te kopen;
 Dat deze percelen de volgende zijn:

- Perceel 36 B 8 gelegen **Gaucheretstraat 197**, Perceel 36 A 8 gelegen **Gaucheretstraat 199**, Perceel 36 D 17 gelegen **Destouvellesstraat 35**, Perceel 36 E 17 gelegen **Destouvellesstraat 37**, Perceel 35 R 4 gelegen **Gaucheretstraat 195**, Perceel 36 E 26, gelegen **Gaucheretstraat 176**. Deze percelen komen overeen met operaties 01.1, 02.3 en 02.4 van het programma van het wijkcontract Koningin Vooruitgang. Een project voor de wederopbouw van de gebouwen op de hoek van de straten Gaucheret / Destouvelles, die werden weggeblazen of beschadigd door de explosie van 2010, zou nieuw leven kunnen brengen op deze getroffen plaatsen. Er zou een project voor huisvesting en lokale voorzieningen worden gerealiseerd;
- Perceel 69H5 gelegen **Masuistraat 186**, Perceel 70 F 6 gelegen **Masuistraat 214**, perceel 36 Y 25 gelegen **Koninginnelaan 134-144**. Deze percelen komen overeen met operaties 03.1, 3.2 en 8.4 van het programma van het duurzame wijkcontract Koningin Vooruitgang. Deze percelen zijn strategische ruimtes enerzijds voor de verwezenlijking van woningen en de uitbouw van economische uitrustingen en activiteiten door de transformatie van leegstaande opslagplaatsen en panden, in samenwerking met de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij Brussel en anderzijds om de stedelijke herontwikkeling rond het groene parcours "Zennebedding", gepland in het Brusselse duurzame wijkcontract Masui verder te zetten,;
- Perceel 21 P 6 gelegen **Aarschotstraat 104-108**, Perceel 21R6 gelegen **Aarschotstraat 110**, Perceel 30 D 7 gelegen **Aarschotstraat 174-176**, Perceel 22 B 7 gelegen **Kwatrechtstraat 38**, Perceel 19 P 6 gelegen **d'Hoogvorststraat 2-6**, Perceel 47 W 11 gelegen **Aarschotstraat 262**. Deze percelen stemmen overeen met de operaties 08.1, 08.2, 08.3, 08.6 en 08.7 van het programma van het duurzame wijkcontract Koningin Vooruitgang. Deze grote ruimtes zijn qua oppervlakte hefbomen die de diversificatie van de bedrijvigheid in de Aarschotstraat, die bijna uitsluitend is bestemd voor de prostitutie, zouden kunnen beïnvloeden en er de stedelijke, economische en ecologische functies zouden kunnen herstellen;
- Perceel 35 A 13 gelegen **Jollystraat 164**, Perceel 35 H 12 gelegen **Jollystraat 170- 172**. Deze percelen stemmen overeen met de operaties 02.1 en 02.2 van het duurzame Wijkcontract Koningin Vooruitgang. Het zijn nog niet bebouwde terreinen waarvan het grondbezit de bouw toelaat van woningen en voor de buurt noodzakelijke infrastructuren;

Overwegende de schriftelijke vraag van de gemeente Schaarbeek van 13 januari 2013 toegezonden aan de Minister bevoegd voor de Grondregie verzocht de de oprichting van een perimeter van voorkeurecht voor genoemde percelen voor een periode van zes jaar;

Gelet op het Collegebesluit van 16 april 2013 om de oprichting van een perimeter onderhevige perimeter voor alle vastgoedoperaties die deel uitmaken van het programma van het duurzame wijkcontract Koningin Vooruitgang;

BESLUIT

goedkeuren van de vaststelling van een aan voorkeurecht onderhevige perimeter voor alle vastgoedoperaties die deel uitmaken van het programma van het duurzame wijkcontract Koningin Vooruitgang voor een periode van zes jaar.

Gestion immobilière == Vastgoedbeheer

SP 29.- Biens communaux situés rue des Palais, 95 - Fixation des valeurs locatives == Gemeentelijke panden gelegen Paleizenstraat, 95 - Vastelling van de huurprijzen

DÉCISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). == Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale

Vu l'ordonnance du 06.12.2012 modifiant l'ordonnance du 28.01.2010 organique de la revitalisation urbaine et le Code bruxellois du logement et relative à la réglementation des logements construits ou rénovés dans le cadre des contrats de quartier

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16.03.2013 d'adopter les valeurs locatives

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16.03.2013 adoptant le projet de délibération

Considérant qu'il y a lieu de faire suite à ces décisions

DECIDE

d'adopter les valeurs locatives fixées par la grille AIS (art. 13 §1^{er} de l'arrêté du 28.02.2008 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale organisant les AIS) comme suit (à l'index d'août 2012 = 171,18€) :

- Appartement n°1 - 3 chambres – superficie : 106 m² - loyer : 669,30 euros/mois
- Appartement n°2 - 3 chambres – superficie : 106 m² - loyer : 669,30 euros/mois
- Appartement n°3 - 3 chambres – superficie : 105 m² - loyer : 669,30 euros/mois
- Appartement n°4 - 3 chambres – superficie : 105 m² - loyer : 669,30 euros/mois
- Appartement n°5 - 3 chambres – superficie : 103 m² – loyer : 669,30 euros/mois

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de ordonnantie van 06.12.2012 tot wijziging van de ordonnantie van 28.01.2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en de Brusselse Huisvestingscode en betreffende de regelgeving voor de woningen die gebouwd of gerenoveerd worden in het kader van de wijkcontracten

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 16.04.2013 om de huurprijzen goed te keuren

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 16.04.2013

Overwegend dat het betaamt gevolg te geven aan deze beslissingen

BESLUIT

De huurwaarden zoals bepaald door de SVK-tabel (art. 13 § 1 van het Besluit van 28.02.2008 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende organisatie van de SVK) als volgt over te nemen (index van augustus 2012 = 171,18€) :

- Appartement n°1 – 3 kamers – oppervlakte : 106 m² – huurprijs : 669,30 euro/maand
- Appartement n° 2 – 3 kamers – oppervlakte: 106 m² – huurprijs: 669,30 euro/maand
- Appartement n°3 – 3 kamers – oppervlakte: 105 m²– huurprijs: 669,30 euro/maand
- Appartement n°4 – 3 kamers – oppervlakte: 105 m² – huurprijs: 669,30 euro/maand
- Appartement n°5 – 3 kamers – oppervlakte: 103 m² – huurprijs: 669,30 euro/maand

Contrats de quartier ==- Wijkcontracten

SP 30.- Contrat de Quartier Princesse Elisabeth : Opération 1 B – Construction de logements à l'angle Avenue G. Rodenbach/Rue A. France. Marché d'étude – Mission complémentaire – Calcul PHPP – Majoration de dépense ==- Wijkcontract Prinses Elisabeth: Operatie 1 B – Constructie van woningen op de hoek G. Rodenbachlaan/ A. Francestraat. Studieopdracht – Bijkomende opdracht – Berekening PHPP- Verhoging van de uitgave

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 32 voix contre 0 et 10 abstention(s). ==- Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 32 voix contre 0 et 10 abstention(s).

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;
Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;
Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
Vu l'arrêté du 21 décembre 2004 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuve le programme du Contrat de Quartier « Princesse Elisabeth » et détermine le montant des subsides;
Considérant que les travaux de construction d'un immeuble de logements à l'angle de l'avenue G. Rodenbach et de la rue A. France constituent l'opération 1.B de ce programme ;
Considérant qu'en date du 27 avril 2005, le conseil a décidé de passer le marché d'étude par procédure négociée avec publicité pour un montant estimé à 182.952,00 € ;
Considérant qu'en date du 07 mars 2006, le collège a attribué le marché d'étude à l'architecte Frédéric Huwaert (bureau d'architecture 3A) ;
Considérant que la Commune pouvant prétendre à certaines primes régionales estimées à plus de 100.000,00 €, a décidé en date 27 juin 2012 de confier la constitution des différents dossiers de primes au bureau d'études. Ces différents dossiers ont été rentrés auprès de l'IBGE en novembre 2012 et, s'agissant de la prime « bâtiment passif », l'IBGE réclame un calcul PHPP par logement en plus du calcul PHPP figurant dans le dossier et qui concerne l'entièreté du bâtiment ;
Considérant que cette exigence implique de faire réaliser 13 calculs PHPP. Ces calculs complexes nécessitent un travail important, que le bureau d'étude est prêt à faire réaliser par son ingénieur technique spécial moyennant des honoraires de 11.700,00 € TVAC ;
Considérant que cet investissement est amplement justifié par le montant des primes à obtenir (+/- 100.000,00 €). Ce complément d'honoraires est inscrit à l'article 922/733-CQ-60/04 engagé en faveur de l'architecte Frédéric Huwaert (bureau d'architecture 3A) ;
Sur décision du Collège des Bourgmestres et Échevins du 24 avril 2013 ;

Décide :

1. D'autoriser la majoration de dépense à concurrence de 11.700,00 € TVAC ;
2. D'imputer la dépense à l'article 922/733-CQ-60/04 ;
3. De financer cette dépense par emprunt au taux en vigueur au moment de sa conclusion

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 32 stem(men) tegen 0 en 10 onthouding(en).

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 24 december 1993 met betrekking tot openbare aanbestedingen voor werken en sommige aanbestedingen voor werken, leveringen en diensten;
Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de gunning van openbare werken;
Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 dat de algemene regels vastlegt voor de overheidsopdrachten en de gunning van openbare werken;
Gelet op het besluit van 21 december 2004 waarbij de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het programma van het wijkcontract "Prinses Elisabeth" goedkeurt en het bedrag van de subsidies bepaalt;

Overwegende dat de bouwwerken van een gebouw voor woningen op de hoek van de G. Rodenbachlaan en de A. Francestraat de operatie 1.B van dit programma vormt;

Overwegende dat op 27 april 2005, de raad heeft beslist om de studieopdracht te gunnen via onderhandelingsprocedure met bekendmaking voor een bedrag geraamd op 182.952,00 €;

Overwegende dat op 07 maart 2006, het college de studieopdracht heeft gegund aan de architect Frédéric Huwaert (bureau d'architecture 3A);

Overwegende dat de gemeente die aanspraak kan maken op bepaalde gewestelijke premies geraamd op meer dan 100.000,00 €, op 27 juni 2012 heeft beslist om de samenstelling van de verschillende premiedossiers te gunnen aan een studiebureau. Deze verschillende dossiers werden ingediend bij het BIM in november 2012 en, daar het de premie "passief gebouw" betrof, vraagt het BIM een PHPP berekening per woning bovenop de PHPP berekening die in het dossier staat en die het ganse gebouw betreft;

Overwegende dat deze eis inhoudt dat 13 PHPP berekeningen moeten gemaakt worden, deze ingewikkelde berekeningen een belangrijk werk vereisen, dat het studiebureau bereid is om dit te laten uitvoeren door zijn bijzondere technische ingenieur middels een ereloon van 11.700,00 € BTWI;

Overwegende dat deze investering voldoende gestaafd wordt door het bedrag van de te bekomen premies (+/- 100.000,00 €). Dit bijkomend ereloon wordt geboekt op artikel 922/733-CQ-60/04 aangegaan ten gunste van de architect Frédéric Huwaert (bureau d'architecture 3A) ;

Op beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 24 april 2013;

Beslist:

1. de verhoging van de uitgave ten bedrage van 11.700,00 € goed te keuren;
2. de uitgave te boeken op artikel 922/733-CQ-60/04;
3. deze uitgave te financieren via een lening aan de rente die van kracht is op het moment van de ondertekening.

SP 31.- Contrat de quartier durable Helmet - EP1 Réaménagement des trottoirs de la chaussée de Helmet, EP3 Rues transversales (rue Séverin), EP5/EP11 Rue de l'Agriculture et EP12 Rue du Corbeau-conditions du marché de travaux ==- Duurzaam wijkcontract Helmet - OR1 Heraanleg van de voetpaden van Helmetsesteenweg, OR3 Transversale straten (Severinstraat), OR5/OR11 Landbouwstraat en OR12 Raafstraat - Voorwaarden van de opdracht van werken

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). ==- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 2010 par lequel le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale approuve le programme du Contrat de Quartier durable « Helmet » et vu les modifications approuvées par la Ministre E. Huytebroeck en date du 22 décembre 2012 ;

Considérant que le réaménagement des trottoirs de la chaussée de Helmet, des rues transversales (rue Séverin), de la rue de l'Agriculture et de la Rue du Corbeau constituent les opérations EP1, EP3, EP5, EP11 et EP12 du programme du CQD Helmet ;

Considérant qu'il convient de confier ces travaux à une entreprise et vu que le coût de ces travaux est estimé à 1.484.517 € TVAC, il est proposé de passer ce marché de travaux par adjudication publique ;

Vu le cahier des charges SCHAE/INFRA/2013/CQDHE/EP1-EP3-EP5-EP11-EP12 dressé à cette fin ;

Considérant que l'ensemble de l'opération est subsidiée par la Région à concurrence de 1.336.065 € et que le solde sera financé par emprunt ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 16 avril 2013 ;

DECIDE :

1. D'approover le cahier des charges SCHAE/INFRA/2013/CQDHE/EP1-EP3-EP5-EP11-EP12 ;
2. De passer le marché de travaux à confier à une entreprise par adjudication publique, aux conditions fixées dans le cahier spécial des charges SCHAE/INFRA/2013/CQDHE/EP1-EP3-EP5-EP11-EP12 ;
3. D'approover l'avis de marché ;
4. D'imputer la dépense de 1.484.517 € à l'article 922/731-CQ-60/07 du budget extraordinaire de 2013 ;
5. De prendre acte de la subsidiation à concurrence de 1.336.065 € dans le cadre du contrat de quartier durable « Helmet » ;
6. De financer la part communale, soit le solde, par emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op de wet van 24 december 1993 met betrekking tot openbare aanbestedingen voor werken en sommige aanbestedingen voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten en de gunning van openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 dat de algemene regels vastlegt voor de overheidsopdrachten en de gunning van openbare werken;

Gelet op het besluit van 16 december 2010 waarbij de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het programma van het duurzaam wijkcontract "Helmet" goedkeurt en gelet op de wijzigingen die werden goedgekeurd door Minister E. Huytebroeck op 22 december 2012;

Overwegende dat de heraanleg van de voetpaden van Helmetsesteenweg, van de transversale straten (Severinstraat), van Landbouwstraat en van Raafstraat de operaties OR1, OR3, OR5, OR11, OR12 van het programma van het WDC Helmet zijn;

Gelet op het bestek SCHAE/INFRA/2013/DWCH/OR1-OR3-OR5-OR11-OR12 dat hiertoe werd opgesteld;

Overwegende dat het passend is deze werken te gunnen aan een onderneming en gezien de kost voor deze werken wordt geraamd op 1.484.517 € BTWI, wordt voorgesteld om deze opdracht voor werken te gunnen via openbare aanbesteding;

Overwegende dat de ganse operatie wordt gesubsidieerd door het Gewest ten bedrage van 1.336.065 € en dat het saldo zal worden gefinancierd door een lening; Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 april 2013;

BESLIST:

1. Het bestek SCHAE/INFRA/2013/DWCH/OR1-OR3-OR5-OR11-OR12 goed te keuren;
2. De opdracht voor werken te gunnen aan een onderneming via openbare aanbesteding, aan de voorwaarden vastgelegd in het bijzonder bestek SCHAE/INFRA/2013/DWCH/OR1-OR3-OR5-OR11-OR12;
3. De aankondiging van opdracht goed te keuren
4. De uitgave van 1.484.517 € te boeken op artikel 922/731-CQ-60/07 van de buitengewone begroting 2013;
5. Akte te nemen van de subsidiëring ten bedrage van 1.336.065 € in het kader van het duurzaam wijkcontract "Helmet";
6. Het gemeentelijk deel, hetzij het saldo, te financieren via een lening.

SERVICES ORDINAIRES À LA POPULATION ==- GEWONE DIENSTEN VOOR DE BEVOLKING

Etat civil - Cimetière ==- Burgerlijke Stand - Begraafplaats

SP 32.- Modification du Règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations, cimetière et caveaux d'attente ==- Wijziging van het algemeen reglement betreffende de politie over het lijkenvervoer, de begravingen, de begraafplaats en de wachtkelders

Madame Trachte intervient

Monsieur le Bourgmestre et Monsieur Guillaume répondent

DÉCISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures et ses modifications subséquentes ;

Vu les articles 114 et 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu le règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations et cimetière

du 29 mars 1973, modifié en dernier lieu le 27 octobre 2010 ;

Considérant la nécessité d'apporter certaines modifications au règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations, cimetière et caveaux d'attente ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Arrête:

REGLEMENT GENERAL SUR LA POLICE DES TRANSPORTS FUNEBRES, INHUMATIONS, CIMETIERE ET CAVEAUX D'ATTENTE - MODIFICATIONS

Chapitre I

Dispositions générales

Article 1er :

Il est tenu au bureau des inhumations un registre dans lequel sont inscrits, jour par jour, sans blanc, ni lacune, toutes les inhumations, tous les dépôts de cendres en columbarium ou en terre ainsi que toutes les dispersions de cendres ayant lieu au cimetière communal. Y sont mentionnés en outre, le lieu détaillé de la sépulture et tous renseignements utiles au service.

Chapitre II

De la police des cimetières – Dispositions générales

Article 25 :

Aucune exhumation, à l'exception de celles ordonnées par l'autorité judiciaire, ne peut être effectuée qu'avec l'autorisation expresse du bourgmestre.

Aucune demande d'exhumation ne sera accordée en période hivernale, du 1^{er} octobre au 31 mars inclus, à l'exception de celles ordonnées par l'autorité judiciaire.

(...)

Article 34 :

Le cimetière est ouvert au public de 8 h à 16 h 15, sauf exceptions à prescrire par le collège des bourgmestre et échevins.

Le bureau de renseignements est accessible au public de 8 h à 12 heures et de 13 h à 16 heures, sauf dispense accordée en vertu de l'article 5 alinéa 3.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus le cimetière est ouvert au public les samedis, les dimanches et jours fériés de 8 h 30 à 16 h 15.

L'accès des véhicules est autorisé dans l'enceinte du cimetière, tout en respectant le code de la route.

Article 34 bis :

Le conservateur du cimetière ou son adjoint peut en concertation avec l'autorité qui a la gestion du cimetière dans ses attributions, en ordonner la fermeture en cas de nécessité due à un risque sérieux de tempête annoncée par l'Institut Royal Météorologique et pour autant que des vitesses de vents supérieures à 80 km/h soient annoncées (Alerte orange).

Un avis de fermeture signalant la tempête sera apposé à l'entrée du cimetière.

Le cimetière ne sera rouvert qu'après inspection, nettoyage et sécurisation des lieux.

Article 51 :

Les monuments à placer sur toutes concessions de sépulture, peuvent comporter une corbeille perçant les semelles de part en part. Ces corbeilles ne pourront déborder les limites du monument, ni fragiliser la structure du monument.

(...)

Les articles 2 à 24, 26 à 33, 35 à 50 et 52 à 83 sont inchangés.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging en zijn daaropvolgende wijzigingen ;

Gelet op de artikels 114 en 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het Algemeen reglement betreffende de politie over het lijkenvervoer, de begravingen en de begraafplaats van 29 maart 1973, en zijn daaropvolgende wijzigingen;

Overwegende de noodzakelijkheid van de verschillende wijzigingen aan te brengen aan het algemeen reglement betreffende de politie over het lijkenvervoer, de begravingen, de begraafplaats en de wachtkelders ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit :

ALGEMEEN REGLEMENT BETREFFENDE DE POLITIE OVER HET LIJKENVERVOER, DE BEGRAVINGEN, DE BEGRAAFPLAATS EN DE WACHTKELDERS - WIJZIGINGEN

Titel I : De begravingen

Hoofdstuk I

Algemene beschikkingen

Artikel 1 : Op het bureau van de begrafenisdienst wordt een register gehouden waarin dagelijks, zonder enig wit vak, of kloof, alle begravingen, bijzettingen in het columbarium of in volle grond en alle asverstrooiingen op de gemeentelijke begraafplaats worden genoteerd. Daarin wordt bovendien vermeld : de juiste ligging van het graf alsmede alle inlichtingen die de dienst van nut zijn.

Hoofdstuk II

Formaliteiten die de begrafenis of de lijkverbranding voorafgaan

Artikel 25 : Tot geen enkele opgraving mag worden overgegaan zonder de uitdrukkelijke toelating van de burgemeester, uitgezonderd die bevolen door de gerechtelijke overheid.

Tot geen enkele aanvraag tot opgraving mag worden toegelaten gedurende de winterperiode, van 1 oktober tot en met 31 mars, uitgezonderd die bevolen door de gerechtelijke overheid.

(...)

Artikel 34 :

De begraafplaats is toegankelijk voor het publiek van 8 tot 16 u 15', behoudens uitzonderingen door het College van burgemeester en schepenen te bepalen. Het bureau voor inlichtingen is toegankelijk voor het publiek van 8 tot 12 uur en van 13 tot 16 uur, behoudens vrijstelling verleend ingevolge artikel 5 alinea 3.

In afwijking van voorgaande beschikkingen is de begraafplaats toegankelijk op zaterdagen, zon- en feestdagen van 8 u 30' tot 16 u 15'.

De toegang van voertuigen binnen de muren van de begraafplaats is toegestaan, mits naleving van de wegcode.

Artikel 34 bis :

De bewaarder van de begraafplaats of zijn afgevaardigde mag, in onderhandeling met de overheid

die het beheer van de begraafplaats in zijn bevoegdheden heeft, de sluiting ervan bevelen in geval

van volstrekte noodzaak, te wijten aan een serieuze stormweerrisico voorspeld door het Koninklijk Meteorologisch Instituut van België en als er hogere windsnelheden dan 80 km per uur worden voorspeld.

Een bericht van sluiting met melding "storm" zal aan de ingang van de begraafplaats geplaatst worden.

De begraafplaats zal terug worden geopend na inspectie, opruiming en de nodige beveiliging van de plaatsen.

Artikel 51 :

Doorheen de zerk der monumenten die op de grafconcessies geplaatst worden, mag een opening aangebracht worden voor de aanleg van een bloemperkje. Deze bloemperkjes mogen de afmetingen van het monument niet overschrijden, noch de structuur van het monument verzwakken.

(...)

De artikelen 2 tot 24, 26 tot 33, 25 tot 50 en 52 tot 83 blijven onveranderd.

**SP 33.- Règlement sur l'octroi des concessions - Modifications -==-
Reglement op het verlenen van concessies - Wijzigingen**

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -==- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures, et ses modifications subséquentes ;

Vu les articles 114 et 117 de la nouvelle loi communale;

Vu le règlement général sur la police des transports funèbres, inhumations et cimetière du 29 mars 1973, modifié en dernier lieu le 27 octobre 2010 ;

Vu le règlement sur les concessions de sépulture du 12 octobre 1972, modifié en dernier lieu le 28 mars 2006 ;

Considérant les différentes modifications à apporter au Règlement sur l'octroi des concessions ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE :

Chapitre III

Des concessions de 50 ans

Article 18 : Une concession individuelle de 50 ans de 2 m², peut être transformée respectivement en collective pour deux ou trois corps ou pour deux ou trois urnes. Une concession collective pour 2 corps ou 2 urnes peut être transformée respectivement en concession collective pour 3 corps ou 3 urnes.

Lorsqu'un corps est remplacé par une urne dont les dimensions de l'enveloppe extérieure n'excèdent pas celles d'un cube de 50 cm de côté, la concession pourra accueillir une seconde urne répondant aux mêmes conditions.

Sans préjudice de l'article 2 du présent règlement, la durée de la concession transformée ne dépassera que la durée de la concession d'origine.

Chapitre III bis

Du columbarium

Article 24 bis : (...)

Afin d'en respecter l'uniformité, rien ne pourra être fixé aux cellules du columbarium, à l'exception d'un vase flûte pour fleurs avec support en bronze à se procurer auprès de la Commune et d'une photo ovale, de type médaillon en porcelaine, de dimensions 8 x 10 cm, non fournie par la commune. L'achat de ces ornements restera à charge de la famille. La pose sera effectuée par le personnel du cimetière.

(...)

Article 24 ter : (...)

Cette plaquette sera fournie par la Commune, placée et gravée par ses soins, moyennant le paiement du tarif prévu à l'article 2 f) du Règlement-tarif général des concessions. »

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging en zijn daaropvolgende wijzigingen ;

Gelet op de artikels 114 en 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het Algemeen reglement betreffende de politie over het lijkenvervoer, de begravingen en de begraafplaats van 29 maart 1973, voor het laatst gewijzigd op 27 oktober 2010 ;

Gelet op het reglement betreffende de grafconcessies van 12 oktober 1972, voor het laatst gewijzigd op 28 maart 2006 ;

Overwegende de verschillende wijzigingen aan te brengen aan het reglement op het verlenen van concessies ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

Hoofdstuk III

Concessies voor 50 jaar

Artikel 18 : Een oorspronkelijke individuele concessie voor 50 jaar van 2 m² mag omgevormd worden in een gemeenschappelijke concessie voor twee of drie lijken of voor twee of drie urnen. Een gemeenschappelijke concessie voor twee lijken of voor twee urnen mag omgevormd worden in een gemeenschappelijke concessie voor respectievelijk drie lijken of drie urnen.

Als een lijk vervangen is door een urne waarvan de afmetingen van het omhulsel die van een kubus van 50 cm zijde niet overschrijden, mag niettemin nog een urne, die aan dezelfde voorwaarden beantwoordt, toegevoegd worden.

Onverminderd artikel 2 van huidig reglement, zal de duur van de omgevormde concessie enkel de duur van de oorspronkelijke concessie voltooien.

Hoofdstuk III bis

Columbarium

Artikel 24 bis : (...)

Teneinde de eenvormigheid te behouden, zal er niets aan de nissen mogen vastgehecht worden, uitgezonderd *een fluitvormige bloemenvaas met bronzen houder, aan te schaffen bij de gemeente en een ovale foto van het soort porceleinen medaillon, van 8 cm x 10 cm niet verschaft door de gemeente.* De aankoop van deze ornamenten zijn ten laste van de familie. De plaatsing zal gebeuren door het personeel van de begraafplaats.

(...)

SERVICES COMMUNAUX SPÉCIFIQUES -==- SPECIFIEKE DIENSTEN VOOR DE BEVOLKING

SP 34.- Programme de coopération international - Ville d'Al-Hoceima - Avenant à la convention spécifique de partenariat -==- Programma van internationale samenwerking - Stad Al-Hoceima - Aanhangsel aan de bijzondere overeenkomst van partnerschap
(voir annexes - zie bijlage)

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -==- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Considérant que la commune de Schaerbeek participe depuis 2003 au programme fédéral de coopération internationale;

Considérant que dans le cadre de ce programme, la ville partenaire est celle d'Al-Hoceima (Maroc);

Considérant qu'une convention spécifique 2008-2012 a été approuvée par le conseil communal le 19 mars 2008;

Considérant que la DGCD demande qu'un avenant à la convention spécifique 2008-2012 soit signé pour l'année 2013;

Vu la décision du Collège du 16 avril 2013;

DECIDE :

D'approuver l'avenant à la convention spécifique de partenariat pour l'année 2013.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Overwegende dat de Gemeente Schaarbeek sinds 2003 deelneemt aan het federale programma van internationale samenwerking;

Overwegende dat in verband met dit programma de partner de stad Al-Hoceima (Marokko) is;

Overwegende dat een bijzondere overeenkomst 2008-2012 werd goedgekeurd door de Gemeenteraad van 19 maart 2008;

Overwegende dat DGOS vraagt om een aanhangsel aan de bijzondere overeenkomst 2008-2012 voor het jaar 2013 wordt getekend;

Gelet op de beslissing van het College van 16 april 2013;

BESLUIT:

Het aanhangsel aan de bijzondere overeenkomst van partnerschap voor het jaar 2013 goed te keuren.

Cohésion sociale ==- Sociale cohesie

SP 35.- Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés / Projet de répartition FIPI communal 2012 / Erratum et avenants ==- Impulsfonds voor het Migrantenbeleid / Gemeentelijke verdeelingsproject FIM 2012 / Erratum en aanhangsellen

(voir annexes - zie bijlage)

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). ==- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu les articles 117 et 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'initiative du Gouvernement fédéral visant à créer un Fonds d'Impulsion pour financer des projets dans le cadre de la Politique des Immigrés ;

Vu la décision prise par le Comité de gestion du Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés attribuant pour l'année 2012 une subvention d'un montant de 50.630,00 € versée par la Loterie Nationale à la Commune de Schaerbeek, avec un financement complémentaire de 63.631,00 € de la Commission Communautaire Française ;

Vu le courrier des Services de la Commission Communautaire Française en date du 19 mars 2013 corrigeant à la hausse le montant sur la part en co-financement COCOF, en vertu de l'Arrêté 2012/883 du Collège de la COCOF du 20 septembre 2012 fixant cette part à 63.966 euros (et, non à 63.631 euros comme annoncé erronément par le Comité de gestion du FIPI) ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE

1. D'approuver les avenants aux conventions du Fonds n°2012/FR/0930 et de partenariat pour l'exercice 2012, qui modifient de 335 euros à la hausse les montants attribués dans le cadre du FIPI communal 2012 ;
2. D'attribuer ces 335 euros à Espace P asbl suivant l'application des critères habituels de répartition.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikels 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op het initiatief van de federale Regering om een Impulsfonds op te richten om projecten te financieren in het kader van het Migrantenbeleid ;

Gelet op de beslissing genomen door het Beleidscomité van het Impulsfonds voor Migrantenbeleid voor het dienstjaar 2012 die een toelage van 50.630,00 € aan de gemeente toekent, gestort door de Nationale Loterij, met een bijkomende cofinanciering van 63.631,00 € door de Commission Communautaire Française ;

Gelet de correspondentie van de COCOF op 19 maart 2013 die de bedrag aan de stijging corrigeert, als de besluit 2012/883 van de COCOF op 20 september 2012 de bedrag van 63.966 euros fixeert (en niet van 63.631 euros op onjuist initiatief van het Impulsfonds voor Migranten);

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT

1. De aanhangsellen van de overeenkomsten van Impulsfonds nr2012/FR/0930 en het partnerschap voor het dienstjaar 2012 goed te keuren.
2. De 335 euros aan Espace P vzw volgende habituele toepassing criterium toe te schrijven

INSTRUCTION PUBLIQUE -== OPENBAAR ONDERWIJS

Budget / Logistique / Contrôle -== Begroting / Logistiek / Controle

**SP 36.- Non-reconduction de la convention entre Parcours ASBL -
Compagnie Félicette Chazerand et la Commune à partir du 1er
septembre 2013 -== Niet-verlenging van de overeenkomst tussen de
vzw Parcours- Compagnie Felicette Chazerand en de Gemeente vanaf 1
september**

(voir annexes - zie bijlage)

**Monsieur Verzin intervient.
Monsieur De Herde répond.
Monsieur Verzin intervient.**

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 29 voix contre 12 et 1 abstention(s). -== Besloten, met 29 stem(men)
tegen 12 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 29 voix contre 12 et 1 abstention(s).

Vu l'article 8 de la convention communale signée par Parcours ASBL - Compagnie Félicette Chazerand qui stipule que "le non-respect des obligations par le partenaire entrainera l'annulation de la présente convention et mettra, de plein droit, fin à l'occupation des locaux accordés par la Commune",
Vu la décision du 26 mars 2013 par laquelle le Collège approuve la non-reconduction de la convention entre Parcours ASBL - Compagnie Félicette Chazerand et la Commune à partir du 1er septembre 2013,

DECIDE:

D'approuver la non-reconduction de la convention entre Parcours ASBL - Compagnie Félicette Chazerand et la Commune à partir du 1er septembre 2013.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 29 stem(men) tegen 12 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikel 8 van de overeenkomst getekend door de vzw Parcours – Compagnie Félicette Chazerand die nadrukkelijk stelt dat “de niet-naleving van de verplichtingen door de partner een einde zal stellen aan onderhavige overeenkomst en van rechtswege aan het gebruik van de gemeentelokalen”,
Gezien de beslissing van 26 maart 2013 waardoor het College beslist de overeenkomst tussen de vzw Parcours – Compagnie Félicette Chazerand en de Gemeente niet te verlengen vanaf september 2013,

BESLUIT:

De overeenkomst tussen de vzw Parcours – Compagnie Félicette Chazerand en de Gemeente niet te verlengen vanaf 1 september 2013.

**Service du personnel non-enseignant -== Niet-onderwijzend
personeelsdienst**

**SP 37.- Désignation des membres de la Commission Communal de
l'Accueil. -== Aanstelling van de leden van de Gemmeentelijke
Onthaalcommissie**

DÉCISION DU CONSEIL -== BESLISSING VAN DE RAAD

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -== Besloten, met 41 stem(men)
tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Le service de l'Enseignement Communal expose au Collège des Bourgmestre et Echevins que dans le cadre du renouvellement de la Commission Communale de l'Accueil (décret de la communauté Française du 3 juillet 2003), il y a lieu de désigner 4 nouveaux membres (2 effectifs-2 suppléants) pour la composante de l'Enseignement Communal au sein de la Commission Communale de l'Accueil.
Dès lors, le service de l'enseignement communal propose de désigner les personnes suivantes:

Membres Effectifs

- Borms Jennifer, Educatrice Chef Chargé des SAMS
- Lochet Léon, Coordinateur Pédagogique

Membres Suppléants

- Wachtelaer Claude, Inspecteur Directeur Coordinateur du service de l'enseignement Communal
- Marchand Pascal, Directeur honoraire de l'école fondamentale n°10

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

De dienst Gemeentelijk Onderwijs legt aan het College van Burgemeester en Schepenen uit dat het in het kader van de hernieuwing van de Gemeentelijke Onthaalcommissie (Decreet van de Franstalige Gemeenschap van 3 juli 2003) past om 4 nieuwe leden aan te duiden (2 effectieve leden en 2 plaatsvervangende leden) voor de vertegenwoordiging van het Gemeentelijk Onderwijs in de Gemeentelijke Onthaalcommissie.

Vandaar dat de dienst Gemeentelijk Onderwijs voorstelt om volgende personen aan te duiden:

Effectieve leden:

- Borms Jennifer, Hoofdopvoedster belast met de SAMS
- Lochet Léon, Pedagogisch coördinator

Plaatsvervangende leden:

- Wachtelaer Claude, Inspecteur coördinator van de dienst Gemeentelijk Onderwijs
- Marchand Pascal, ere-directeur de school n°10

VOTES D'URGENCE -==- SPOEDSTEMMINGEN

SECRÉTAIRE COMMUNAL -==- GEMEENTESECRETARIS

Assemblées -==- Vergaderingen

SP 113.- Intercommunale Bruxelloise d'Electricité IBE - Désignation des représentants dans les organes de gestion et de contrôle IBE -==- Brusselse Elektriciteitsintercommunale IBE - Aanduiding van de vertegenwoordigers in de bestuurs- en controleorganen van IBE

DÉCISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -==- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -==- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Considérant que, conformément à l'article 16 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, le mandat des représentants de la commune dans les organes de gestion et de contrôle de l'IBE est réputé prendre fin immédiatement après l'assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils communaux; qu'il a dès lors lieu de nommer les représentants de la commune au sein des organes précités;

Considérant qu'en application des articles 19 et 40 des statuts de l'IBE, un marché d'administrateur et un mandat de commissaire sont réservés à la commune, les représentants de la commune étant choisis sur une liste double de candidat présenté par la commune;

Considérant qu'en application des articles 19, 21 et 27 des statuts de l'Association Intercommunales Coopérative SIBELGAZ, les membres du Comité du Secteur Sud, du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires, qui représentent la commune, sont nommés par l'Assemblée Générale sur présentation faite par l'IBE; Attendu que, conformément aux articles 13 et 14 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, aux fonctions d'administrateur et de commissaire réservées à des communes associées ne peuvent être nommés que des conseillers communaux, des bourgmestres ou des échevins;

Vu l'article 94, 100 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale;

ARRETE, au scrutin secret :

article 1

De présenter à l'intercommunale Bruxelloise d'Electricité IBE :

- pour le mandat d'administrateur :

1er candidat : Madame OZDEMIR

2ème candidat : Madame QUERTON

- pour le mandat de commissaire :

1er candidat : Monsieur DEMIRI

article 2

De proposer à IBE de désigner :

- comme membre du Comité Secteur Sud et du Conseil d'Administration de SIBELGAZ :

Madame OZDEMIR

- comme membre du Collège des Commissaires de SIBELGAZ :

Monsieur DEMIRI

article 3

De communiquer un extrait de la présente délibération communale à l'intercommunale Bruxelloise d'Electricité.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 16 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, het mandaat van de vertegenwoordigers van de gemeente in de beheer- en controleorganen van IBE geacht wordt te vervallen onmiddellijk na de algemene vergadering die volgt op de vernieuwing van de gemeenteraden; dat bijgevolg de vertegenwoordigers van de gemeente in voornoemde organen moenten benoemd worden;

Overwegende dat, in toepassing van de artikelen 19 en 40 van de statuten van IBE, een mandaat van bestuurder en een mandaat van commissaris voorbehouden zijn aan de gemeente, waarbij de vertegenwoordigers van de gemeente gekozen worden op een dubbele lijst van door de aangesloten gemeente voorgedragen kandidaten;

Overwegende dat, in toepassing van de artikelen 19, 21 en 27 van de statuten van de Coöperatieve Intercommunale Vereniging SIBELGAS, de leden van het Sectorcomité Zuid, van de Raad van Bestuur en van het College van Commissarissen, die de gemeente vertegenwoordigen, benoemd worden door de Algemene Vergadering op voordracht van IBE.

Overwegende dat, overeenkomstig de artikelen 13 en 14 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, tot de voor de aangesloten gemeenten voorbehouden ambten van bestuurder en commissaris alleen gemeenteraadsleden, burgemeesters of schepenen kunnen worden benoemd. Gelet op artikel 94, 100 en 120 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT, bij geheime stemming :

artikel 1

Aan de Brusselse Elektriciteitsintercommunale IBE voor te stellen :

- voor het mandaat van bestuurder :

1ste kandidaat : mevrouw OZDEMIR

2de kandidaat : mevrouw QUERTON

- voor het mandaat van commissaris :

1ste kandidaat : de heer DEMIRI

artikel 2

Aan de Brusselse Elektriciteitsintercommunale IBE voor te stellen om aan te duiden :

:

- als lid van het Sectorcomité Zuid en van de Raad van Bestuur van SIBELGAS : mevrouw OZDEMIR

- als lid van het College van Commissarissen van SIBELGAS :

de heer DEMIRI

artikel 3

Een uittreksel van onderhavige gemeenteraadsbeslissing mee te delen aan de Brusselse Elektriciteitsintercommunale.

SP 114.- Intercommunale Bruxelloise de gaz IBG - Désignation des représentants dans les organes de gestion et de contrôle IBG --- Brusselse Gasintercommunale IBG - Aanduiding van de vertegenwoordigers in de bestuurs- en controleorganen van IBG

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. --- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). --- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Considérant que, conformément à l'article 16 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, le mandat des représentants de la commune dans les organes de gestion et de contrôle de l'IBG est réputé prendre fin immédiatement après l'assemblée générale qui suit le renouvellement des conseils communaux; qu'il a dès lors lieu de nommer les représentants de la commune au sein des organes précités;

Considérant qu'en application des articles 19 et 40 des statuts de l'IBG, un mandat d'administrateur et un mandat de commissaire sont réservés à la commune, les représentants de la commune étant choisis sur une liste double de candidat présenté par la commune;

Considérant qu'en application des articles 19, 21 et 27 des statuts de l'Association Intercommunales Coopérative SIBELGAZ, les membres du Comité du Secteur Sud, du Conseil d'Administration et du Collège des Commissaires, qui représentent la commune, sont nommés par l'Assemblée Générale sur présentation faite par l'IBG. Attendu que, conformément aux articles 13 et 14 de la loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales, aux fonctions d'administrateur et de commissaires réservés à des communes associées, ne peuvent être nommés que des conseillers communaux, des bourgmestre ou des échevins;

Vu l'article 94, 100 et 120 § 2 de la nouvelle loi communale;

ARRETE, au scrutin secret :

article 1

De présenter à l'intercommunale Bruxelloise de Gaz IBG :

- pour le mandat d'administrateur :

1er candidat : Madame QUERTON

2ème candidat : Madame OZDEMIR

- pour le mandat de commissaire :

1er candidat : Monsieur DEMIRI

article 2

De proposer à IBG de désigner :

- comme membre du Comité Secteur Sud et du Conseil d'Administration de SIBELGAZ :

Madame QUERTON

- comme membre du Collège des Commissaires de SIBELGAZ :

Monsieur DEMIRI

article 3

De communiquer un extrait de la présente délibération communale à l'intercommunale Bruxelloise de Gaz.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 16 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, het mandaat van de vertegenwoordigers van de gemeente in de beheer- en controleorganen van IBG geacht wordt te vervallen onmiddellijk na de algemene vergadering die volgt op de vernieuwing van de gemeenteraden; dat bijgevolg de vertegenwoordigers van de gemeente in voornoemde organen moeten benoemd worden;

Overwegende dat, in toepassing van de artikelen 19 en 40 van de statuten van IBG, een mandaat van bestuurder en een mandaat van commissaris voorbehouden zijn aan de gemeente, waarbij de vertegenwoordigers van de gemeente gekozen worden op een dubbele lijst van door de aangesloten gemeente voorgedragen kandidaten;

Overwegende dat, in toepassing van de artikelen 19, 21 en 27 van de statuten van de Coöperatieve Intercommunale Vereniging SIBELGAZ, de leden van het Sectorcomité Zuid, van de Raad van Bestuur en van het Collège van Commissarissen, die de gemeente vertegenwoordigen, benoemd worden door de Algemene Vergadering op voordracht van IBG;

Overwegende dat, overeenkomstig de artikelen 13 en 14 van de wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales, tot de voor de aangesloten gemeenten voorbehouden ambten van bestuurder en commissaris alleen gemeenteraadsleden, burgemeesters of schepenen kunnen worden benoemd; Gelet op artikel 94, 100 en 120 § 2 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT, bij geheime stemming :

artikel 1

Aan de Brusselse Gasintercommunale IBG voor te stellen :

- voor het mandaat van bestuurder :

1ste kandidaat : mevrouw QUERTON

2de kandidaat : mevrouw OZDMEIR
- voor het mandaat van commissaris :
1ste kandidaat : de heer DEMIRI

artikel 2

Aan de Brusselse Gasintercommunale IBG voor te stellen om aan te duiden :
- als lid van het Sectorcomité Zuid en van de Raad van Bestuur van SIBELGAS :
mevrouw QUERTON
- als lid van het College van Commissarissen van SIBELGAS :
de heer DEMIRI

artikel 3

Een uittreksel van onderhavige gemeenteraadsbeslissing mee te delen aan de
Brusselse Gasintercommunale

**SP 115.- Hôpital Brugmann - Octroi de la garantie ==- Ziekenhuis
Brugmann - toekenning van de waarborg**

**Monsieur le Bourgmestre donne des explications et propose un
amendement : "limiter à juin 2013 la durée de la garantie"
Monsieur Goldstein et Monsieur de Beaufort interviennent.
Monsieur le Bourgmestre répond.
Monsieur Goldstein intervient**

Vote sur amendement : 26 oui, 12 non et 1 abstention.

DÉCISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. ==- De dringendheid wordt eenparig
aangenomen.

Décidé, par 31 voix contre 0 et 11 abstention(s). ==- Besloten, met 31 stem(men)
tegen 0 en 11 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 31 voix contre 0 et 11 abstention(s).

Vu la situation de l'hôpital « CHU BRUGMANN », ci-après dénommé « Hôpital » ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 avril 2013 accordant
la garantie jusque fin juin 2013;

Attendu que l'hôpital a établi un plan de trésorerie pour l'année 2013, dont il
ressort que les besoins de trésorerie s'élèvent au total à 20.000.000,00 €. ;
Attendu que ces besoins de trésorerie futurs doivent être garantis par les
communes associées.

1 : DECLARE que la commune se porte irrévocablement caution solidaire envers
BELFIUS BANQUE, tant en capital qu'en intérêts, commissions et frais d'avance de
trésorerie à contracter par l'hôpital dans le cadre de son plan de trésorerie pour
l'année 2013 et ceci jusque fin juin 2013, et ce à concurrence d'un montant
maximum de 6.666.666,67 € jusqu'au remboursement intégral de cette avance de
trésorerie .

Ce montant représente 33,33% (1/3) du montant de l'avance de trésorerie à
contracter. Ce pourcentage représente la quote-part garantie par la commune de
Schaerbeek pour chaque opération d'avance de trésorerie.

2 : DECLARE que ce montant reste garanti en cas de modification des modalités de
financement, pour autant que ces modifications soient approuvées par le Conseil
d'Administration de l'hôpital.

3 : S'ENGAGE à verser à BELFIUS BANQUE les sommes dues en vertu du présent
cautionnement dans un délai de 120 jours suivant la demande qui lui sera faite par
lettre recommandée, laquelle précisera les sommes réclamées. BELFIUS BANQUE
renonçant, exclusivement pour cette opération, à l'exercice du droit aux
prélèvements d'office qui lui est octroyée par l'article 139 de la loi communale.

4 : S'ENGAGE à payer des intérêts de retard au taux légal en cas de défaut de
paiement endéans ce délai de 120 jours, sans préjudice d'autres indemnités dont
l'hôpital serait redevable à BELFIUS BANQUE en vertu des montants cautionnés.
Le taux légal pour les intérêts de retard est celui déterminé par la loi et plus
spécifiquement l'article 1153 du code civil.

La présente décision est soumise à la tutelle conformément aux ordonnances et
arrêtés applicables.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 31 stem(men) tegen 0 en 11 onthouding(en).

Gelet op de specifieke toestand van « UVC BRUGMANN », hierna genoemd het ziekenhuis;

Gelet op het besluit van Burgmeester en Schepenen van 18 april 2013 en het verstrekken van de garantietot eind juni 2013;

Overwegende dat het ziekenhuis voor het jaar 2013 een thesaurieplan heeft opgesteld, waaruit blijkt dat de thesauriebehoeften in het totaal maximum 20.000.000,00 €

Overwegende dat deze toekomstige thesauriebehoeften moeten worden gewaarborgd door de verenigde gemeenten.

1 : VERKLAART dat de gemeente zich ten aanzien van BELFIUS BANK onherroepelijk borg stelt, zowel in hoofdsom als interest, provisies en kosten van het thesaurievoorschot aan te gaan door het ziekenhuis in het kader van zijn thesaurieplan voor het jaar 2013 en dit tot eind juni 2013, dit ten belooft van een maximumbedrag van 6.666.666,67 € tot volledig terugbetaling van dit thesaurievoorschot.

Dit bedrag vertegenwoordigt 33,33 % (1/3) van het bedrag van het thesaurievoorschot. Dit percentage komt overeen met het quotum dat door de gemeente Schaarbeek wordt gewaarborgd voor elk thesaurievoorschot.

2 : VERKLAART dat dit bedrag gewaarborgd blijft in geval van wijziging van de financieringsmodaliteiten, voor zover deze wijzigingen goedgekeurd worden door de raad van bestuur van het ziekenhuis.

3 : VERBINDT zich ertoe om binnen een termijn van 120 dagen volgend op de aanvraag die bij BELFIUS BANK bij aangetekend schrijven werd ingediend en waarin de gevorderde sommen gespecificeerd zijn, de sommen te betalen die krachtens deze borgstelling verschuldigd zijn. Uitzonderlijk voor onderhavige operatie, ziet BELFIUS BANK af van zijn recht op de ambtshalve afname die haar is toegekend in het kader van artikel 139 van de gemeentewet.

4 : VERBINDT zich ertoe om bij niet-binnen deze termijn van 120 dagen moratoire rente te betalen tegen het wettelijke tarief, onverminderd andere schadevergoedingen die het ziekenhuis aan BELFIUS BANK krachtens de gewaarborgde bedragen verschuldigd zou zijn.

De wettelijke rentevoet voor moratoire rente is deze die is vastgesteld door de wet en meer in het bijzonder artikel 1153 van het burgerlijke wetboek.

Dit besluit is onderworpen aan het algemene toezicht zoals voorzien in de gemeentewet en de toepasselijke ordonnances.

SP 116.- Convention pour l'octroi d'une avance de trésorerie par le F.R.B.R.T.C. --- Overeenkomst voor de toewijzing van een thesaurievoorschot door de B.G.H.G.T.

Monsieur Grimberghs expose le point.

Monsieur Goldstein intervient.

Monsieur Grimberghs répond.

Madame Trachte intervient.

**Monsieur le Bourgmestre intervient et propose un amendement ;
"de mettre un montant jusque 50.000 €"**

Monsieur de Beaufort intervient

DÉCISION DU CONSEIL --- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. --- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Décidé, par 37 voix contre 0 et 5 abstention(s). --- Besloten, met 37 stem(men) tegen 0 en 5 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 37 voix contre 0 et 5 abstention(s).

Vu la situation actuelle de la trésorerie communale (-30 millions d'euros);

Vu la diminution de l'avance accordée par Belfius au fur et à mesure que nous percevons les additionnels et la DGC;

Considérant dans ces conditions qu'il est indispensable de refinancer la caisse communale;

Vu les négociations qui ont eu lieu au Cabinet du Ministre Président de la RBC le 16/4/2013;

DECIDE

de mandater le Collège pour signer une convention avec le FRBRTC relative à l'octroi d'une avance de trésorerie pour un montant maximum de 50 millions à un taux préférentiel par rapport aux avances de trésoreries accordées par BELFIUS.

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 37 stem(men) tegen 0 en 5 onthouding(en).

Gelet op de huidige toestand van de gemeentelijke thesaurie (- 30 mill €)
Gelet op de vermindering van het Belfius-voorschot naarmate de inningen van de aanvullende belastingen en de Algemene dotatie aan de Gemeente
Beschouwend, onder deze omstandigheden, het onontbeerlijk is de Gemeente-thesaurie te herfinancieren
Gelet op de onderhandelingen dd 16/04/2013 die op het kabinet van de Minister-President plaatsvonden

BESLUIT

om het College opdracht te geven een overeenkomst met de BGHGT, voor het toekennen van een voorschot op de gemeentekas, voor maximum 50 miljoen, aan een voorkeurstarief ten opzichte van de kasvoorschotten toegekend aan BELFIUS, te ondertekenen.

SERVICES GÉNÉRAUX -=- ALGEMENE ZAKEN

Gestion immobilière technique -=- Technisch vastgoedbeheer

**SP 117.- Occupation du rez-de-chaussée sis rue Stephenson, 79 par les asbl "Les Iront d'Elles", "L'héritage des femmes", "Age et dignité" et "Dar el Ward" - Convention -=- Bezetting van het gelijkvloers gelegen Stephensonstraat, 79 door de vzw "Les Iront d'Elles", "L'héritage des femmes", "Age et dignité" en "Dar el Ward" - Overeenkomst
(voir annexes - zie bijlage)**

DÉCISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité. -=- De dringendheid wordt eenparig aangenomen.

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s). -=- Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 41 voix contre 0 et 1 abstention(s).

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.03.2013 approuvant le projet "Vivre ensemble"

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16.04.2013 approuvant la convention d'occupation du rez-de-chaussée sis rue Stephenson, 79 par les asbl "Iront d'Elles", "L'héritage des femmes", "Age et dignité" et "Dar el Ward"

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision

DECIDE :

1. De marquer son accord sur l'occupation du rez-de-chaussée sis rue Stephenson, 79 par les asbl "Iront d'Elles", "L'héritage des femmes", "Age et dignité" et "Dar el Ward" dans le cadre du projet "Vivre ensemble" pour un loyer mensuel de 416,11 euros
2. D'adopter la convention d'occupation déposée au dossier

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 41 stem(men) tegen 0 en 1 onthouding(en).

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 05.03.2013 goedkeurend het project "Vivre ensemble"

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd.

16.04.2013 goedkeurend de bezettingsovereenkomst van het gelijkvloers gelegen Stephensonstraat, 79 door de vzw "Les Iront d'Elles", "L'héritage des femmes", "Age et dignité" en "Dar el Ward"

Overwegend dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT :

1. Akkoord te gaan met de bezetting van het gelijkvloers gelegen Stephensonstraat, 79 door de vzw "Les Iront d'Elles", "L'héritage des femmes", Age et dignité" en "Dar el Ward" in het raam van het project "Vivre ensemble" voor een maandelijkse huurwaarde van 416,11 euro
2. De bezettingsovereenkomst, neergelegd in het dossier, aan te nemen

* * * * *

Après le point 117 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants ==- Na het punt 117 hoofdelijke stemming waaraan de volgende

gemeenteraadsleden deelnemen : M.-h. Bernard Clerfayt; MM.-hh. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Mme-mevr. Cécile Jodogne, MM.-hh. Etienne Noel, Saït Köse, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme-mevr. Adelheid Byttebier; MM.-hh. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mohamed Lahlali, Ibrahim Dönmez, Mmes-mevr. Derya Alic, Mahinur Ozdemir, M.-h. Frédéric Nimal, Mme-mevr. Filiz Güles, MM.-hh. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme-mevr. Angelina Chan, MM.-hh. Mohamed Reghif, Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Hasan Koyuncu, Mmes-mevr. Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM.-hh. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mmes-mevr. Lorraine de Fierlant, Dominique Decoux, M.-h. Abdallah Kanfaoui, Mme-mevr. Joëlle Van Zuylen, MM.-hh. Quentin van den Hove, Barbara Trachte, Mme-mevr. Berrin Saglam, M.-h. Bram Gilles, Mme-mevr. Asma Mettioui.

* * * * *

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : 0

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE – GEEN STEM : —

Points de l'O.J. Punten agenda	38-112	10, 14-17, 19, 21-23, 25-29, 31- 35, 37, 113- 114, 117	4-7, 9, 11- 12	18, 24, 30
BERNARD GUILLAUME	0	0	0	0
ETIENNE NOEL	0	0	0	0
GEORGES VERZIN	0	0	N	0
MICHEL DE HERDE	0	0	0	0
JEAN-PIERRE VAN GORP	0	0	N	-
DENIS GRIMBERGHS	0	0	0	0
CÉCILE JODOGNE	0	0	0	0
EMIN OZKARA	—	—	—	—
SAÏT KÖSE	0	0	0	0
MOHAMED LAHLALI	0	0	N	-
LAURETTE ONKELINX	—	—	—	—
ISABELLE DURANT	—	—	—	—
HALIS KÖKTEN	—	—	—	—
SADIK KÖKSAL	0	0	0	0
IBRAHIM DÖNMEZ	0	0	N	-
DERYA ALIC	0	0	N	-
MAHINUR OZDEMIR	0	0	0	0
FRÉDÉRIC NIMAL	0	0	0	0
FILIZ GÜLES	0	0	0	0
ABOBAKRE BOUHJAR	0	0	N	-
MOHAMED EL ARNOUKI	0	0	0	0
YVAN DE BEAUFFORT	0	0	N	0
ANGELINA CHAN	0	0	N	0
MOHAMED REGHIF	0	0	0	0
MOHAMED ECHOUEL	0	0	0	0
VINCENT VANHALEWYN	0	0	0	0
YVES GOLDSTEIN	0	0	N	-
HASAN KOYUNCU	0	0	N	-
CATHERINE MOUREAUX	—	—	—	—
DÖNE SÖNMEZ	0	0	N	-
ADELHEID BYTTEBIER	0	0	0	0
JAMILA SANHAYI	0	0	N	-
SOPHIE QUERTON	0	0	0	0
DEBORA LORENZINO	0	0	0	0
BURIM DEMIRI	0	0	0	0
AXEL BERNARD	0	-	N	-
SEYDI SAG	0	0	0	0
LORRAINE DE FIERLANT	0	0	0	0
DOMINIQUE DECOUX	0	0	0	0
ABDALLAH KANFAOUI	0	0	0	0
JOËLLE VAN ZUYLEN	0	0	0	0
QUENTIN VAN DEN HOVE	0	0	0	0
BARBARA TRACHTE	0	0	0	0
BERRIN SAGLAM	0	0	0	0
BRAM GILLES	0	0	0	0
ASMA METTIOUI	0	0	0	0
BERNARD CLERFAYT	0	0	0	0
OUI-JA	42	41	29	32
NON-NEEN	0	0	13	0
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	0	1	0	10

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : O
 NON – NEEN : N
 ABSTENTION – ONTHOUDING : -
 PAS DE VOTE – GEEN STEM : —

Points de l'O.J. Punten agenda	8	13	20	36
BERNARD GUILLAUME	O	O	O	O
ETIENNE NOEL	O	O	O	O
GEORGES VERZIN	N	N	O	N
MICHEL DE HERDE	O	O	O	O
JEAN-PIERRE VAN GORP	O	N	-	N
DENIS GRIMBERGHS	O	O	O	O
CÉCILE JODOGNE	O	O	O	O
EMIN OZKARA	—	N	—	—
SAÏT KÖSE	O	O	O	O
MOHAMED LAHLALI	O	N	-	N
LAURETTE ONKELINX	—	N	—	—
ISABELLE DURANT	—	—	—	—
HALIS KÖKTEN	—	N	—	—
SADIK KÖKSAL	O	O	O	O
IBRAHIM DÖNMEZ	O	N	-	N
DERYA ALIC	O	N	-	N
MAHINUR OZDEMIR	O	O	O	O
FRÉDÉRIC NIMAL	O	O	O	O
FILIZ GÜLES	O	O	O	O
ABOBAKRE BOUHJAR	O	N	-	N
MOHAMED EL ARNOUKI	O	O	O	O
YVAN DE BEAUFFORT	N	N	O	N
ANGELINA CHAN	N	N	O	N
MOHAMED REGHIF	O	O	O	O
MOHAMED ECHOUEL	O	O	O	O
VINCENT VANHALEWYN	O	O	O	O
YVES GOLDSTEIN	O	N	-	N
HASAN KOYUNCU	O	N	-	N
CATHERINE MOUREAUX	—	N	—	—
DÖNE SÖNMEZ	O	N	-	N
ADELHEID BYTTEBIER	O	O	O	O
JAMILA SANHAYI	O	N	-	N
SOPHIE QUERTON	O	O	O	O
DEBORA LORENZINO	O	O	O	O
BURIM DEMIRI	O	O	O	O
AXEL BERNARD	-	N	O	-
SEYDI SAG	O	O	O	O
LORRAINE DE FIERLANT	O	O	O	O
DOMINIQUE DECOUX	O	O	O	O
ABDALLAH KANFAOUI	O	O	O	O
JOËLLE VAN ZUYLEN	O	O	O	O
QUENTIN VAN DEN HOVE	O	O	O	O
BARBARA TRACHTE	O	O	O	O
BERRIN SAGLAM	O	O	O	O
BRAM GILLES	O	O	O	O
ASMA METTIOUI	O	O	O	O
BERNARD CLERFAYT	O	O	O	O
OUI-JA	38	29	33	29
NON-NEEN	3	17	0	12
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	1	0	9	1

RESULTAT DU VOTE – UITSLAG VAN DE STEMMING

OUI – JA : 0

NON – NEEN : N

ABSTENTION – ONTHOUDING : -

PAS DE VOTE – GEEN STEM : —

Points de l'O.J. Punten agenda	115	116
BERNARD GUILLAUME	0	0
ETIENNE NOEL	0	0
GEORGES VERZIN	0	0
MICHEL DE HERDE	0	0
JEAN-PIERRE VAN GORP	-	0
DENIS GRIMBERGHS	0	0
CÉCILE JODOGNE	0	0
EMIN OZKARA	—	—
SAÏT KÖSE	0	0
MOHAMED LAHLALI	-	0
LAURETTE ONKELINX	—	—
ISABELLE DURANT	—	—
HALIS KÖKTEN	—	—
SADIK KÖKSAL	0	0
IBRAHIM DÖNMEZ	-	0
DERYA ALIC	-	0
MAHINUR OZDEMIR	0	0
FRÉDÉRIC NIMAL	0	0
FILIZ GÜLES	0	0
ABOBAKRE BOUHJAR	-	0
MOHAMED EL ARNOUKI	0	0
YVAN DE BEAUFFORT	-	0
ANGELINA CHAN	0	0
MOHAMED REGHIF	0	0
MOHAMED ECHOUEL	0	0
VINCENT VANHALEWYN	0	0
YVES GOLDSTEIN	-	-
HASAN KOYUNCU	-	-
CATHERINE MOUREAUX	—	—
DÖNE SÖNMEZ	-	-
ADELHEID BYTTEBIER	0	0
JAMILA SANHAYI	-	-
SOPHIE QUERTON	0	0
DEBORA LORENZINO	0	0
BURIM DEMIRI	0	0
AXEL BERNARD	-	-
SEYDI SAG	0	0
LORRAINE DE FIERLANT	0	0
DOMINIQUE DECOUX	0	0
ABDALLAH KANFAOUI	0	0
JOËLLE VAN ZUYLEN	0	0
QUENTIN VAN DEN HOVE	0	0
BARBARA TRACHTE	0	0
BERRIN SAGLAM	0	0
BRAM GILLES	0	0
ASMA METTIOUI	0	0
BERNARD CLERFAYT	0	0
OUI-JA	31	37
NON-NEEN	0	0
ABSTENTIONS - ONTHOUDINGEN	11	5

ORDRE DU JOUR (REPRISE) ==- AGENDA (VERVOLG)

POINT(S) INSCRIT(S) À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX ==-

PUNT(EN) OPGETEKENT OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN

SP 120.- *REPORTE*** La création d'un conseil schaarbeekois du dialogue interculturel et de la citoyenneté (Demande de Monsieur Georges VERZIN) ==- ***UITGESTELD*** Creëren van een Schaarbeekse raad voor interculturele dialoog en burgerschap (Verzoek van de heer Georges VERZIN)**

QUESTIONS ORALES ==- MONDELINGE VRAGEN

SP 118.- *REPORTE*** Evolution du projet de parking souterrain sous la Place Dailly ? (Question de Madame Debora LORENZINO) ==- ***UITGESTELD*** Ontwikkeling van het project van ondergrondse parking onder de Daillyplaats? (Vraag van Mevrouw Debora LORENZINO)**

**SP 119.- Décision d'interdire la distribution de repas gratuits aux démunis autour et dans la gare du Nord (Question de Monsieur Axel BERNARD) -
=- Besluit om de distributie van gratis maaltijden aan de behoeftige rond en in het Noordstation (Vraag van de heer Axel BERNARD)**

**Monsieur Bernard pose sa question.
Monsieur Goldstein pose une question supplémentaire.
Monsieur le Bourgmestre répond.
Monsieur Bernard intervient.**

La séance publique est levée à 1 heures et 30 minutes ==- De openbare vergadering wordt beëindigd om 01.30 uur.